

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
DÉPOT LÉGAL
DES
PRODUCTIONS DES ARTS GRAPHIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Décembre 1934, à 14 heures

PAR

MARCEL NEVEUX

Président : M. ESCARRA, Professeur.
Suffragants { *MM. HAMEL, Professeur.*
 AMIAUD, Professeur.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot (5^e)

1934

LE DÉPOT LÉGAL
DES
PRODUCTIONS DES ARTS GRAPHIQUES

A MON ONCLE
LE CONSEILLER A. LEMOINE

Hommage de respectueuse affection

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
DÉPOT LÉGAL
DES
PRODUCTIONS DES ARTS GRAPHIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 14 Décembre 1934, à 14 heures

PAR

MARCEL NEVEUX

Président : M. ESCARRA, *Professeur*.
Suffragants } MM. HAMEL, *Professeur*.
 } AMIAUD, *Professeur*.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot (5^e)

1934



LE DÉPÔT LÉGAL

DES

PRODUCTIONS DES ARTS GRAPHIQUES

INTRODUCTION

On peut définir le dépôt légal l'institution qui prescrit la remise en un lieu ou à une personne déterminée par l'autorité publique, d'un ou de plusieurs exemplaires de toute reproduction graphique obtenue en nombre par un moyen matériel quelconque.

Le dépôt légal existe en France et dans la plupart des pays étrangers ; mais il a été envisagé de façon différente suivant les époques et les pays. Notre but est de faire l'étude de ces diverses conceptions et de l'application qui en a été faite.

Quel que soit le point de vue auquel on se place, on arrive à cette conclusion que ce service ne peut fonctionner utilement que s'il y a obligation rigoureuse pour le déposant d'effectuer le dépôt ; seul l'État aura l'autorité suffisante pour l'exiger, ce sera donc toujours lui qui en sera chargé.

Pour certains, le dépôt légal a été considéré comme constituant uniquement un mode d'accroissement des bibliothèques ; à notre époque en effet, c'est, dans les bibliothèques publiques que sont toujours conservés les

livres et imprimés déposés. Toutefois, nous verrons dans le cours de cette étude que le fait d'en faire le but principal de l'institution aboutit à des conséquences parfois regrettables : on restreint ainsi le nombre des productions assujetties au dépôt en le limitant à celles qui intéressent les lecteurs des bibliothèques ; de plus, si le dépôt légal n'avait pas d'autre but, il ne serait probablement pas le mode d'accroissement des collections nationales le plus économique.

Pour d'autres, le dépôt légal a servi de moyen de surveillance politique. Dans ce cas, le législateur y trouvait un excellent moyen pour renseigner les services politiques de l'État sur les tendances de la pensée publique, et même quand le dépôt est exigé aussitôt après l'impression, censurer des ouvrages avant qu'ils aient pu se répandre dans le public. Cette idée, dont le germe existait déjà dans l'édit de François I^{er} qui a créé le dépôt légal en France, se retrouve dans la majorité des législations étrangères, à un degré plus ou moins accentué selon les régimes ; en France même, elle a conduit à maintenir jusqu'à nos jours le service du dépôt légal sous la dépendance du Ministère de l'Intérieur. Elle a eu une conséquence heureuse que nous montrerons plus loin : elle a poussé les Gouvernements à exiger la remise de tous les ouvrages importés, augmentant le produit du dépôt d'une manière très intéressante ; elle a été, de plus, le meilleur moyen de forcer l'Administration à faire respecter rigoureusement la réglementation en vigueur. Malheureusement, cette idée de surveillance administrative a laissé au dépôt légal un caractère déplaisant qui lui a beaucoup nui ; certains considèrent encore l'institution comme une survivance de la censure. D'autre part, lorsque l'Administration en faisait un moyen de ren-

seignements, elle exigeait strictement le dépôt de tout écrit politique, mais réclamait avec beaucoup moins d'insistance celui des œuvres à tendance purement intellectuelle.

Au cours de l'histoire et dans quelques législations contemporaines, le dépôt est devenu une redevance en nature frappant une corporation et destinée à donner des ressources à l'État ou à rémunérer certains de ses fonctionnaires ; il en est ainsi lorsque les exemplaires, exigés en nombre considérable, sont revendus ou servent à des échanges internationaux. Toutefois, cette idée n'a jamais été qu'un accessoire du dépôt que le législateur a toujours voulu considérer comme ne coûtant rien au déposant.

Au cours du XIX^e siècle est née une conception toute différente de la nature du dépôt légal : on en a fait la condition de l'exercice du droit de propriété littéraire. C'était un changement complet dans la nature de l'institution et la création d'une théorie très particulière de la nature du droit de l'auteur. Un mouvement d'opinion, provoqué par l'Association Littéraire et Artistique Internationale, aboutit à supprimer cette conception de toutes les législations européennes. Elle ne subsiste plus qu'aux États-Unis et dans les États des Amériques ayant une législation inspirée de celle des États-Unis ; là, le dépôt a pour raison d'être la défense du droit de propriété littéraire ou copyright dont il est la condition d'exercice ; aussi le produit du dépôt n'y est-il pas comparable avec celui de nos pays, strictement limité qu'il est aux productions sur lesquelles l'auteur veut conserver ses droits.

Enfin, l'on a attribué au dépôt légal un but plus élevé et plus désintéressé : assurer la conservation de la pensée humaine et sa diffusion.

Pour assurer la conservation de la pensée, le dépôt légal peut rendre des services considérables ; pour nous en rendre compte, considérons-les de plusieurs points de vue.

Point de vue historique d'abord : c'est par ses écrits et par ses écrits de tous genres que l'on connaît le mieux une époque ; combien seraient facilitées les recherches et les études d'histoire si, pour les âges passés, nous possédions un exemplaire de tout ce qui a été imprimé ; qu'il s'agisse de chefs-d'œuvre ou de travaux sans valeur propre, révélant cependant la mentalité d'une génération, d'œuvres littéraires ou scientifiques ou de simples feuilles d'actualité. Si les romans feuilletons ou les prospectus de publicité nous semblent sans intérêt aujourd'hui, quels renseignements ne donneront-ils pas aux historiens sur le niveau intellectuel et les aspirations d'un peuple et sur son état de prospérité matérielle. Or, qui prendra la peine de conserver ces documents si l'État, prévoyant les besoins des générations futures, ne s'en charge lui-même ?

Du point de vue littéraire, chacun sait que ce ne sont pas les auteurs les plus lus et les plus appréciés par leurs contemporains qui ont le plus de valeur : la postérité seule reconnaît impartialement leur mérite. Or, comment pourrait-elle le faire si les œuvres littéraires n'étaient pas conservées, quel que soit leur succès ; les meilleures risqueraient d'être perdues et jamais l'œuvre d'un auteur ne pourrait être reconstituée dans son intégralité. Déjà, sans remonter loin, il est impossible de faire une édition complète des œuvres de Corneille ou de Molière ou des Discours de Bourdaloue ; d'autres auteurs ne nous sont connus que par des fragments. Si le dépôt légal avait fonctionné régulièrement, nous n'aurions pas à regretter ces disparitions qui risquent d'être très préjudiciables à la connaissance que

nous avons des auteurs anciens et de compromettre la formation littéraire de nos auteurs modernes.

Dans le domaine scientifique, où l'état des connaissances actuelles marque un progrès plus net sur les époques antérieures, il n'est pas moins intéressant de consulter les œuvres des savants qui ont préparé la voie aux découvertes modernes ; leurs études très approfondies en contenaient déjà le principe, il ne leur manquait souvent pour les réaliser que les moyens matériels ou le perfectionnement de techniques connexes.

En matière artistique, en philosophie, en biologie, en géographie même, en science économique ou politique, un raisonnement analogue peut être fait : l'expérience des générations passées a toujours été le meilleur guide des générations présentes ; il suffit pour s'en convaincre de constater qu'il n'est pas d'étude qui ne commence par un historique.

En résumé, le dépôt légal est une institution nécessaire dans tout pays civilisé ; il donne aux générations futures la meilleure source de documentation et le moyen de formation le plus complet puisque, comme l'a écrit Auguste Comte, « l'humanité est faite de plus de morts que de vivants ».

Pour bien remplir cette haute mission, il faudra que le dépôt légal assure la conservation des reproductions faites par toute espèce de procédé graphique. L'imprimerie fut naturellement le moyen de reproduction visé à l'origine ; dans la suite, quand les techniques nouvelles d'impression se développèrent, le dépôt s'est étendu à leurs produits : qu'ils soient obtenus par la taille douce, la gravure, la lithographie, la photogravure, l'héliogravure ou d'autres procédés ; ainsi a été exigé le dépôt des livres, des estampes, des affiches, des prospectus et autres productions graphiques. Allant plus loin, certaines législations ont exigé

le dépôt des photographies et même des films cinématographiques et des disques de phonographes. La France, dont la réglementation actuelle, très récente, est la plus complète, n'a pu réaliser encore en pratique (pour des raisons matérielles) le dépôt et la conservation des disques et des films, bien qu'il soit prescrit par le texte de la loi de 1925. On peut imaginer facilement l'extension considérable que prendrait l'institution, si ce dernier dépôt était réalisé. Les autres pays se sont en général moins avancés dans leurs exigences, faisant varier beaucoup le nombre des productions demandées.

Nous avons dit plus haut que le dépôt légal devait servir aussi à la diffusion de la pensée. Il faudra donc que tous ces documents, rassemblés en si grand nombre, soient conservés dans des bibliothèques publiques ; ils sont ainsi à la disposition de tous ceux qui veulent y faire des recherches ; les bibliothèques nationales sont même outillées, maintenant, de façon à pouvoir photographier les textes qui sont en leur possession ; ainsi le contenu de ces bibliothèques peut non seulement être utilisé sur place, mais encore communiqué dans n'importe quel pays, aux lecteurs éloignés.

Comme nous l'avons exposé ci-dessus, l'institution du dépôt légal peut être conçue de manières très diverses ; aussi a-t-elle été l'objet de nombreuses discussions, rapports et vœux : aux conférences et congrès de l'Union Internationale pour la Protection des œuvres littéraires et artistiques à Anvers en 1894, à Berne en 1896, à Naples en 1902, à Berlin en 1908, à Rome en 1928.

En France, plus particulièrement, l'existence du dépôt légal remonte à 1537 ; la loi de 1881 qui semblait l'avoir réglementé définitivement n'a cessé de faire l'objet de

projets et de vœux tendant à la modifier : ainsi a été mise au point la loi du 19 mai 1925 qui fut rapportée à la Chambre par M. Marcel Plaisant et qui nous régit actuellement.

Dans presque tous les autres pays du monde, le dépôt légal est en vigueur, soit, s'il existe depuis longtemps, en vertu d'une simple disposition de la loi organisant le régime de l'imprimerie ou de la presse, soit en général, s'il a été réglementé récemment, en vertu d'une loi spéciale. Seuls quelques pays ont refusé de l'adopter.

Ces données d'ordre général étant posées, voici le plan que nous nous proposons de suivre :

Dans une première partie, nous étudierons l'origine du dépôt légal en France et les modifications qu'a subies l'institution jusqu'à 1925. Dans cet exposé historique, nous chercherons plutôt à mettre en lumière le caractère du dépôt légal à chaque époque et les réalisations obtenues qu'à faire une énumération et une étude détaillée des textes de lois et des prescriptions administratives.

Dans une deuxième partie, nous étudierons la loi du 19 mai 1925 et les transformations importantes qu'elle a apportées dans le régime français ; puis, nous examinerons l'organisation administrative qui permet son application.

Dans une dernière partie, nous passerons en revue quelques législations étrangères en examinant en particulier les points par lesquels celles-ci diffèrent de la législation française. Nous y verrons aussi les raisons pour lesquelles quelques pays ont refusé d'instaurer chez eux le dépôt légal.

Enfin, en partant de ces exemples concrets, nous concluerons en indiquant les remèdes que l'on pourrait peut-être apporter à notre avis aux défauts du régime actuel.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DU DÉPÔT LÉGAL EN FRANCE

Nous diviserons cette partie en trois chapitres :

Le premier traitera de l'institution depuis sa naissance, en 1537, jusqu'à la loi révolutionnaire de 1793 exclue.

Le deuxième montrera comment, dans cette loi de 1793, la Convention, après avoir bouleversé le régime de l'imprimerie, a donné une fonction toute nouvelle au dépôt légal.

Dans notre troisième chapitre, nous étudierons le décret du 5 février 1810 qui réorganisa le dépôt légal et les décisions qui le modifièrent au cours du XIX^e siècle, en particulier la loi du 29 juillet 1881, la dernière en date avant la loi de 1925.

CHAPITRE PREMIER

DE 1537 A LA RÉVOLUTION ¹

La première idée du dépôt légal remonterait à Raoul Spifame : étant avocat au Parlement, il fut interdit comme fou et publia pour se venger un recueil d'arrêts assez bizarre ; parmi les prescriptions contenues dans ce recueil, toutes inventées par l'auteur, les unes faisaient preuve d'intentions satiriques ou paradoxales, les autres, au contraire, dénotaient un certain bon sens. C'est ainsi que Spifame proposa, pour meubler à bon compte les bibliothèques royales, d'exiger le dépôt d'un exemplaire de tous les livres imprimés dans le Royaume.

Quoi qu'il en soit, c'est en 1537 que nous voyons la première application en France du dépôt légal ; l'honneur en revient à François I^{er} dans une Ordonnance qu'il rendit à Montpellier le 28 décembre 1537. Cette Ordonnance est, par sa rédaction, un chef-d'œuvre d'élégance, elle mériterait d'être citée en entier.

Elle débute par un éloge pompeux de l'état de perfection auxquels sont parvenus les arts et les belles-lettres pendant le règne ; le Roi en attribue la cause à l'intelligence éclairée dont il a fait preuve en encourageant leur développement :

1. Pour cette période, nous avons utilisé la remarquable documentation contenue dans le livre de M. H. Lemaître : *Histoire du Dépôt Légal* (Champion 1910). Nos citations y ont été puisées.

« ... Comme depuis notre avènement à la couronne, nous ayons singulièrement sur toutes autres choses désiré la restauration des bonnes lettres... ; mais grâce à Notre Seigneur, nous avons tant fait et si bien et soigneusement travaillé... que nostre dit royaume se peut aujourd'huy dire sur tous les autres, le plus décoré et florissant en toutes sciences et disciplines... lesquelles œuvres étant vues après nous feront véritable preuve de cette tant digne et louable restitution des lettres, avenues de notre tems, par les diligences, cure et labœurs que y avons mis et mettons.

« Pourquoi et à ce que nos successeurs roys de France en sentent et preignent le fruit, profit et utilité si bon leur semble..., nous avons délibéré de faire retirer, mettre et assembler en notre librairie toutes les œuvres dignes d'être vues qui ont été ou qui seront faites, compilées, amplifiées, corrigées et amendées de notre tems, pour avoir recours auxdits livres, si de fortune ils étoient cy-après perdus de la mémoire des hommes ou aucunement immués ou variés de leur vraye et première publication. »

François I^{er} qui tient à voir sa réputation de monarque éclairé lui survivre, veut être pris comme modèle par les rois ses successeurs ; dans ce but, il fait soigneusement conserver toute la production intellectuelle de son époque.

Suivent les prescriptions précises posant les bases de l'organisation du dépôt légal : « A ces causes et autres bonnes et justes considérations à ce nous mouvans, avons de notre pleine puissance et autorité royale très expressément défendu à tous imprimeurs et libraires des villes, universités, lieux et endroits de notre royaume et pays de notre obéissance, que nul d'entre eux ne soit ni osé ni hardy de mettre et exposer en vente en notre royaume, soit en public, ne en secret, ni envoyer ailleurs pour ce faire

aucun livre nouvellement imprimé par deça, soit en langue..., soit de ancien ou moderne auteur, de nouveau imprimé, en quelque caractère que ce soit, illustré... que premièrement il n'ait baillé un desdits livres, volumes ou cahiers, de quelque science ou profession qu'il soit, ès mains de notre amé et féal conseiller et aumosnier ordinaire, l'abbé Melin de Saint-Gelais, ayant la charge et garde de notre dite librairie étant en notre chasteau de Bloys, ou autre personnage qui parcy après pourra avoir en son lieu les dites charge et garde, ou de son commis et député qu'il aura pour cet effet en chacune des bonnes villes et universités de notre royaume, dont et de la certification dudit garde ou de son commis pour justifier quand et où besoin sera ; le tout sur peine de confiscation de tous et chacun des livres et d'amende arbitraire à nous appliquée... »

On ne pouvait faire mieux dans un édit posant les bases d'une institution nouvelle ; tous les principes qui régiront dans la suite le dépôt légal s'y trouvent déjà ; le champ d'application en est aussi large que possible à cette époque : livres, volumes, cahiers, illustrés ou non ; il y est déjà prévu la nomination d'un représentant en province du garde de la librairie et la formalité qui en est inséparable : remise d'un récépissé au déposant faisant foi en cas de contestation. Instituant le dépôt direct entre les mains du garde de la librairie, l'ordonnance pose bien en principe que la raison d'être du dépôt est l'enrichissement de la bibliothèque du Roi. Enfin, elle prévoit les deux sanctions nécessaires et efficaces : confiscation de l'édition et amende à fixer arbitrairement (proportionnellement à la valeur du livre non déposé en fait).

Dans un troisième paragraphe, l'édit de 1537 aborde

une autre question très importante, celle des livres importés. Que décider à leur sujet ? Dans la définition que nous avons donnée du dépôt légal, nous avons dit que celui-ci est théoriquement le fait du producteur qui prélève une unité sur son tirage. Lorsqu'un commerçant achète ou fait imprimer des livres à l'étranger pour les revendre en France, il n'est plus dans la même situation ; si on le contraint à exécuter le dépôt légal, l'exemplaire qu'il va déposer lui coûtera comme les autres, puisqu'il ne peut utiliser dans ce but des exemplaires « de passe » comme l'imprimeur. Cependant, le dépôt légal, avons-nous dit, est destiné à documenter les générations futures ; le fait matériel qu'un ouvrage a été imprimé à l'étranger ne saurait supprimer l'intérêt qu'il y a à le voir figurer dans nos bibliothèques, surtout s'il a été rédigé en français ou s'il s'est vendu en grande quantité en France. Il y a alors une assimilation toute indiquée à tenter entre les volumes importés et revendus en France et ceux qui sont imprimés en France même. D'autre part, il est relativement facile à un Gouvernement d'appliquer des sanctions à un imprimeur ou de faire jouer sa responsabilité si celui-ci a utilisé ses presses en publiant des textes séditieux ou nuisibles, mais il manque de moyens contre les auteurs ou producteurs de publications faites à l'étranger et introduites ensuite sur son territoire. Le désir de réaliser une surveillance sur ces publications et de pouvoir les interdire avant leur diffusion dans le public est la raison qui a poussé le législateur à exiger le dépôt des ouvrages importés. C'est ainsi que, dès 1537, l'idée de surveillance administrative (que nous avons signalée dans l'introduction) apparaît dans le dépôt légal.

Toutefois, l'édit de Montpellier a prévu un correctif

aux inconvénients que présente le dépôt des ouvrages importés : seule la présentation du volume au garde de la librairie était exigé ; celui-ci en prenait connaissance, faisait à son sujet un rapport au conseil du Roi ou à l'autorité judiciaire, si besoin était, et, quand il le jugeait utile seulement, achetait le volume au prix coûtant pour la Bibliothèque du Roi. Il n'y avait ainsi aucun sacrifice demandé à l'importateur.

Voici le texte de ce troisième paragraphe de l'édit de 1537 : « Semblablement voulons, ordonnons et nous plait que nul desdits libraires ou imprimeurs de ce Royaume ou d'ailleurs ne puisse doresnavant vendre aucuns livres imprimés hors de notre dit royaume, de quelque qualité ou discipline qu'il soit, que premièrement il n'en baille la communication à iceluy garde de notre dite librairie ou à son commis, si, pour besoin est, en faire son rapport à nostre Conseil et aux gens de la justice de dessus les lieux pour sçavoir s'il sera tolérable d'estre vu, afin d'obvier aux méchantes œuvres et erreurs qui se sont par ci-devant imprimées ès pays étrangers et apportées de par deça, et si lesdits livres sont trouvés dignes d'estre mis en notre dite librairie et publiés par nostre dit Royaume, lesdits vendeurs d'iceux seront tenus de prendre certification de notre garde ou de son commis qui, si bon lui semble, en achètera pour nous au prix des autres. »

Tel était cet édit de Montpellier qui créa le dépôt légal en France et le créa du premier coup parfait. On peut seulement lui reprocher de n'avoir pas limité son champ d'application en dispensant quelques imprimés de la formalité du dépôt ; étant donné le peu de développement de l'imprimerie à cette époque, c'est une omission toute naturelle.

Comment cet édit fut-il appliqué dans la réalité ?

L'Abbé de Saint-Gelais, garde de la Bibliothèque du Roi, avait entre les mains un instrument qui lui permettait de constituer une bibliothèque aussi complète que possible dans tous les domaines. Il semble malheureusement que ce ne fut pas ce qui se produisit : d'une part, il n'avait cure de s'encombrer de livres ne l'intéressant pas ou sans valeur à l'époque ; d'autre part, même l'eût-il désiré, il manquait en partie des renseignements nécessaires pour être au courant de toute la production du pays et réclamer ce qui ne lui parvenait point. Enfin, le décret n'exigeant le dépôt que d'un seul exemplaire, en cas de destruction de la Bibliothèque Royale ou de disparition de livres, la trace du volume était irrémédiablement perdue.

Aussi l'application de cet édit fut-elle insuffisante ; dès 1617, le dispositif d'un nouvel édit nous le révèle : il y est stipulé que la jouissance du privilège ne commence que du jour où le dépôt est effectué.

Pour comprendre cette prescription, il nous faut ouvrir une parenthèse pour examiner *le système des privilèges*. A l'origine, avant de mettre en vente un ouvrage, tout libraire devait obtenir du Roi une permission de police, simple autorisation qui pouvait être accordée ou refusée selon le bon plaisir du Roi ou de son représentant, sans aucune règle fixe ; il se pouvait même que l'autorisation fût accordée à plusieurs libraires ou imprimeurs pour le même ouvrage : aucune idée de monopole n'existait. Cependant, très vite, les libraires désirèrent, pour être sûrs de couvrir les frais que leur coûtait la publication d'un ouvrage, jouir d'un droit exclusif sur sa reproduction. C'est ainsi que l'autorisation de police devint un privilège et ne fut plus accordée qu'à un seul libraire à l'exclusion de tout autre. Il n'était toutefois pas encore question

de propriété littéraire, puisque l'octroi du privilège n'était soumis à aucune règle, aussi bien en ce qui concernait sa durée que la personnalité de son bénéficiaire, et qu'il en était de même pour son renouvellement ; de plus il était toujours accordé à un éditeur et non à l'auteur ; il pouvait même être concédé pour des œuvres très anciennes que le libraire rééditait. Ce n'est que dans le courant du ^{xvii}^e siècle et grâce à l'influence des Parlements que certaines limites furent admises au droit de renouvellement des privilèges ; l'idée de propriété littéraire elle-même ne commença à se préciser qu'au ^{xviii}^e siècle ; jusque là, le privilège fut la seule garantie dont bénéficièrent les auteurs et leurs cessionnaires, garantie aléatoire puisqu'elle dépendait du bon plaisir du pouvoir et était conférée en fait au libraire, mais assez curieuse en soi puisqu'un privilège put pendant longtemps être accordé pour un ouvrage quelle que fût son ancienneté. Des sanctions importantes contre l'imprimeur et le libraire étaient prévues en plus de la saisie de l'édition pour les impressions faites en fraude ; pour permettre un contrôle facile, le texte du privilège devait toujours être imprimé sur la première page du volume.

Un édit d'août 1617 déclarait donc que la jouissance du privilège ne commencerait que du jour où le dépôt était effectué. On désirait ainsi renforcer les sanctions applicables à l'absence de dépôt. Malheureusement, ce décret fut mal appliqué ; des notes nous apprennent que très peu de livres étaient déposés traitant de certaines disciplines : le droit par exemple ; en fait de sanctions, nous ne trouvons qu'une sentence en 1619 qui fasse application de ce texte. En 1623, un arrêt du Parlement autorise le Procureur du Roi à faire saisir dans les boutiques tout ce qui n'a

pas satisfait à l'édit de 1617 ; il y avait donc déjà de nombreux délinquants.

L'édit de 1617 comportait en outre deux dispositions intéressantes : il décidait que le dépôt s'effectuera à Paris au lieu de Blois et exigeait le dépôt de deux exemplaires au lieu d'un ; c'était une amélioration.

Cependant, à côté du dépôt au profit de la Bibliothèque du Roi, naissait un autre dépôt, d'intérêt privé à l'origine, et à but beaucoup plus pratique. Pour subvenir à ses besoins, dès 1614, la Communauté des Libraires et Imprimeurs de Paris, précédée en cela par celle de Rouen, exigea qu'il lui fût remis un exemplaire de toutes les productions de ses membres ; cet exemplaire était ensuite mis en vente au profit de la Communauté. Les autres Communautés du Royaume firent de même et cette obligation devint, au bout de très peu de temps, légale, en raison du caractère officiel des Communautés : elle l'est en 1615 à Rouen et en 1618 à Paris.

Les besoins des Communautés augmentant, un arrêt de 1669 prescrivit le dépôt de deux exemplaires pour les in-folio, trois pour les in-quarto, quatre pour les in-octavo, six pour les formats moindres. Il ne semble pas que cet arrêt ait été appliqué régulièrement ; nous savons seulement qu'un édit de 1703 limita définitivement à trois le nombre des exemplaires remis à la Communauté ; ce chiffre fut maintenu jusqu'à la Révolution.

Ce dépôt s'ajoutait au dépôt légal exigé par le Roi et ne se faisait pas au même lieu. Parallèlement, ce dernier s'accrut aussi : des lettres patentes d'août 1658 exigèrent un troisième exemplaire pour le Cabinet des livres du Roi et un arrêt du Conseil d'août 1720 porta le nombre des

exemplaires déposés à cinq, dont deux pour les bibliothèques, un pour le Chancelier, un pour le Censeur et un pour le Garde des Sceaux. En ajoutant les trois exemplaires de la Communauté des Libraires, le dépôt arrivait ainsi à représenter un prélèvement de huit exemplaires sur le tirage ; heureusement pour les imprimeurs et libraires, en 1704, une simplification fut introduite : tous les exemplaires devaient être déposés à la Communauté des Libraires qui les répartissait ensuite entre leurs destinataires.

L'auteur, l'imprimeur et le libraire (c'est-à-dire l'éditeur) étaient tous responsables solidairement du dépôt. Cependant, comme le libraire avait les exemplaires en mains, c'est généralement contre lui que les poursuites s'exerçaient quand il y avait des poursuites.

Si nous revenons un peu en arrière, à l'étude de l'*application* de toutes ces mesures, nous nous trouvons en face d'une série de décisions qui prouvent que l'exécution en laissait fort à désirer.

En 1642, un arrêt du Conseil d'État semble considérer le dépôt légal comme tombé en désuétude : il prescrit la remise dans un délai de quinze jours par le Syndic de la Librairie de la liste des privilèges expédiés depuis dix ans et le dépôt immédiat par le libraire de deux exemplaires de chacun de ces livres ; il interdit pour l'avenir la mise en vente sans certificat de dépôt et contraint le même Syndic de la Librairie à tenir registre à l'avenir de tous les privilèges accordés pour en délivrer un état tous les trois mois au maître de la bibliothèque royale.

En 1656, un nouvel arrêt du Conseil d'État révoque tous les privilèges accordés pour des ouvrages dont le dépôt n'a pas été effectué et autorise même l'impression de ces

ouvrages par un autre imprimeur. Cette dernière mesure, qui aurait eu des résultats graves, fut encore moins appliquée que les précédentes, puisqu'elle n'est rappelée dans aucun texte ni dans aucun jugement postérieur.

Toute une série d'arrêts du Conseil d'État, de 1656 à 1704, reprend la question en rappelant les prescriptions antérieures et en essayant d'entourer l'application de la loi de nouvelles garanties ; c'est ainsi que l'un d'eux enjoint d'imprimer, en tête du volume, le certificat de dépôt en même temps que le privilège ; il fut rapporté quelques années après. Un autre ordonne au Syndic qui reçoit le privilège de « tirer sur le libraire une promesse » de fournir l'exemplaire du Chancelier à peine de donner douze exemplaires à la Communauté. Un autre accroit les sanctions ; les autres rappellent simplement les mesures existantes. Tous prouvent amplement que le dépôt était très irrégulièrement effectué. L'arrêt du Conseil de 1704, que nous avons déjà cité plus haut, aurait pu améliorer la situation : il simplifiait les formalités à remplir par le déposant puisque les Syndics et leurs adjoints étaient chargés de recevoir tous les exemplaires du dépôt. Ceux-ci, tout désignés par leurs fonctions, par leur compétence, et par leur connaissance de la production, semblaient devoir obtenir de bien meilleurs résultats ; mais ils n'étaient que des personnes privées, non soumises à l'autorité royale ; élus par leurs confrères, ils disposaient d'assez peu d'autorité et évitaient d'exercer sur eux une contrainte.

Pour avoir une idée synthétisée de la manière dont fonctionnait le dépôt légal à cette époque, il est intéressant d'étudier un mémoire, rédigé vers 1720, par un sieur Joanne ; il nous donnera une vue d'ensemble suffisante pour la période qui va de 1537 à la Révolution. Ce mémoire,

accompagnait un projet d'arrêt (qui ne fut du reste adopté que partiellement) et lui servait d'exposé des motifs. Il était adressé par Joanne à l'Abbé Bignon, garde de la Librairie.

Dès le début, l'auteur constate que la Bibliothèque Royale est privée d'un si grand nombre d'ouvrages et textes imprimés en France, qu'il semble nécessaire de faire une nouvelle réglementation. Il passe en revue les points sur lesquels il conviendrait d'appliquer mieux les arrêts existants ; puis il indique les besoins d'innovation qui se font sentir dans la législation du dépôt légal ; il est même assez piquant de constater qu'il présente comme suggestions nouvelles des mesures déjà édictées, telles que le dépôt des ouvrages importés, ce qui prouve à quel point celles-ci étaient tombées dans l'oubli.

D'abord, dit ce mémoire, on ne remet jamais à la Bibliothèque que la première édition de chaque ouvrage ; elle correspond en effet à la nécessité d'obtenir un privilège qui reste valable pour les éditions suivantes, dans une période de temps déterminée. Cependant, combien réimprime-t-on de livres dont la première édition n'a été qu'une ébauche et dont il faut posséder les éditions suivantes pour les connaître en entier ; or, l'éditeur qui fait une réimpression est toujours sûr d'en tirer un bénéfice puisqu'il a écoulé tout son premier tirage ; il est donc inexcusable de ne pas se soumettre à la formalité bien simple du dépôt légal.

Certaines catégories d'imprimeurs effectuent très mal le dépôt : les imprimeurs de musique « par air de distinction » ne déposent leur exemplaire qu'un an après l'avoir mis en vente.

Défection plus importante : le Directeur de l'Imprimerie

Royale est un des moins assidus au dépôt. La Bibliothèque ne détient aucun des édits, déclarations et ordonnances du Roi ; elle ne possède aucun recueil des arrêts du Conseil, du Parlement ou des Cours souveraines, ni rien de ce qui s'imprime dans les provinces : ordonnances et mandements des Évêques, ordonnances et règlements des Intendants. Elle ne reçoit pas non plus les nobiliaires et les généalogies ni tous les mémoires et écrits des avocats et des procureurs, aucune thèse ni aucun imprimé universitaire.

Pour éviter ces défaillances dues à la négligence de l'Administration ou des administrés, il suffirait d'appliquer strictement les règlements ; mais dans d'autres cas, que signale ensuite Joanne, un nouveau texte serait nécessaire : c'est ainsi qu'il demande le dépôt des livres importés ; puis il insiste pour que soit supprimée la dispense de dépôt dont profitaient les ouvrages imprimés aux dépens du Roi, c'est-à-dire destinés à sa personne ou à son Administration ; cela donnait lieu, d'après lui, à des contestations inutiles avec les officiers de la librairie et servait de prétexte à des imprimeurs de mauvaise foi pour ne pas déposer. Il voudrait aussi voir entrer à la Bibliothèque les billets d'enterrement et même les « besognes de ville », c'est-à-dire les travaux courants : formulaires, en-têtes, cartes, etc... Pour ces travaux, il propose une simplification consistant en un dépôt périodique groupé ; mais il en demande surtout le dépôt pour supprimer tout prétexte à l'inobservation de la loi.

Le mémoire insiste ensuite sur la question des retards apportés au dépôt, et il voudrait pour cela que l'amende fût doublée après un certain délai : il devient en effet beaucoup plus difficile de se procurer les volumes si l'édition est épuisée.

Comme autre remède, il propose que l'imprimeur soit toujours obligé de mettre son nom sur le travail qui sort de ses presses ; il suggère de rémunérer par trois exemplaires supplémentaires les officiers de la librairie pour le surcroît de travail que leur donnerait une application complète de la loi. Il leur faciliterait aussi les choses en forçant les afficheurs à apposer un exemplaire de toutes leurs affiches dans la cour de la Bibliothèque et dans celle de la Maison syndicale, afin qu'on vît ce qui s'imprime, ce qui est fourni et ce qui ne l'est pas. Pour assurer le dépôt correct des gravures et images des livres, on prescrirait à l'imprimeur de les déposer à part ; et pour obtenir la remise des livres importés, on chargerait les syndics et leurs adjoints qui vérifient les ballots arrivant de l'étranger, de prélever à ce moment les exemplaires du dépôt.

D'un dernier point, le mémoire ne parle pas : de tous les livres qui circulent en fraude ; ceux-là ne sont évidemment pas déposés ; or, quel intérêt n'y aurait-il pas eu à les conserver !

De tous ces faits et suggestions, que pouvons-nous conclure sur la législation et le fonctionnement du dépôt légal sous la Monarchie française ? Les textes ne manquèrent pas pour prescrire le dépôt, très complets et bien faits en majorité ; les sanctions seules avaient le défaut d'être draconiennes : confiscation de l'édition et, mille, quinze cents ou deux mille livres d'amende, selon les époques ; aussi n'en trouvons-nous aucune application dans les sentences des tribunaux : on cite juste une condamnation à cent livres d'amende, levée dans la suite et la saisie de l'opéra « Médée et Jason ». La législation aurait eu besoin aussi d'être précisée au fur et à mesure du développement

de l'imprimerie, quant à l'étendue de ses exigences : estampes et gravures, musique, travaux de ville, livres imprimés aux dépens du Roi, etc...

On peut encore attribuer aux défauts d'exécution que relève le mémoire Joanne une autre cause, que nous laissent deviner les nombreux arrêts du Conseil d'État : c'est l'inertie de l'Administration chargée de recevoir le dépôt. Les gardes de la Bibliothèque du Roi, fins lettrés, s'en sont souvent désintéressé ; s'ils désiraient s'en occuper sérieusement, ils manquaient de moyens pour savoir tout ce qui s'imprimait et en exiger le dépôt ; dans la suite, les Syndics de librairie, chargés de recevoir le dépôt depuis 1704, étaient plus compétents mais bien souvent trop soucieux de ne pas indisposer leurs confrères ; ainsi, de nombreux libraires ne déposaient pas sans même qu'il y eût pour cela de mauvaise volonté de leur part ; ils étaient rarement inquiétés. Ajoutons encore qu'un dépôt de huit exemplaires était une lourde charge.

Enfin, dernière lacune, il circulait un grand nombre de livres avec permission tacite, non déposés ; une réclamation du garde de la librairie nous apprend même que les Syndics s'en faisaient parfois remettre des exemplaires sans en donner reçu et les vendaient ensuite à leur profit ; tous ces ouvrages n'entraient évidemment jamais dans les bibliothèques royales.

Bref, nous nous trouvons en présence, avant 1789, d'une législation suffisante pour assurer le fonctionnement du dépôt légal, mais une application qui en fut très irrégulière ; il sera curieux de constater par la suite que ces imperfections se retrouveront souvent identiques dans les temps modernes.

CHAPITRE II

PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

Avec les théories de la Révolution, nous assistons à la destruction complète de tout le système du dépôt légal.

L'Assemblée Constituante a supprimé les corporations, maîtrises et jurandes ; le principe de liberté s'applique à toutes les industries : donc, plus de limitation dans l'exercice de la profession d'imprimeur, plus de Communautés des libraires, ni de privilèges accordés selon le bon plaisir du pouvoir. Le dépôt légal disparaît avec toutes les charges de l'ancien Régime. Les bibliothèques doivent, pour se procurer les volumes, acheter ceux qui sont dans le commerce et se passer des documents qui n'y sont point ; en fait, les crédits manquant, il n'est fait que très peu d'acquisitions et, pour cette période 1789-1793, les bibliothèques sont complètement démunies.

Autre inconvénient bien plus grave : par application du principe de la liberté absolue, tout le monde a le droit d'imprimer ce qui lui plaît, l'auteur pouvant seulement invoquer à son profit les principes généraux du droit civil ; la contrefaçon devient licite en fait. Les législateurs sentirent très vite les défauts du système et s'en émurent : telle fut l'origine des décrets-lois des 19 et 24 juillet 1793.

C'est la Convention qui les élaborait ; rapportés par Lakanal, ils sont précédés d'un vaste préambule montrant

le zèle de l'Assemblée à favoriser le développement des lettres en France et à protéger les auteurs et leurs droits. Les cinq premiers articles posent les bases de la législation française de la propriété littéraire et artistique : « Les auteurs de tous écrits, compositeurs, peintres et dessinateurs jouissent absolument du droit de vente de leurs œuvres pendant leur vie et leurs héritiers et cessionnaires pendant dix ans après leur mort. Les officiers de paix sont tenus de confisquer sur leur demande tout exemplaire exécuté sans permission formelle et par écrit. Tout contrefacteur doit payer au propriétaire une somme égale à la valeur de trois mille exemplaires, tout débitant des œuvres contrefaites une somme égale à la valeur de cinq cents exemplaires. » Ce texte est la reconnaissance des droits absolus de l'auteur et de ses héritiers pendant un certain délai, sans aucune condition.

Mais voici qu'au cours de la séance de la Convention¹ où ces décrets furent votés, un député dont le nom nous est resté inconnu, proposa et fit adopter par voie d'amendement et probablement à l'instigation des bibliothécaires, le texte d'un article sixième ainsi rédigé : « Tout citoyen qui mettra au jour un ouvrage, soit de littérature, soit de gravure, dans quelque genre que ce soit, sera obligé d'en déposer deux exemplaires à la Bibliothèque Nationale ou au Cabinet des Estampes de la République, dont il recevra un reçu signé par le bibliothécaire, faute de quoi il ne pourra être admis en justice à poursuivre les contrefacteurs. »

Cet article bouleversait la théorie du dépôt légal. Au lieu d'en faire une institution d'utilité publique, il en faisait

1. Voir à ce sujet un article de M. Alb. Vaunois dans le *Droit d'auteur*, 1916, p. 125.

la condition de validité de l'action en contrefaçon. On ne sait pas quelle fut exactement l'intention de l'auteur de l'amendement : a-t-il simplement voulu faciliter la production de la preuve dans l'action en justice, ou bien trouver un moyen de regarnir la Bibliothèque Nationale qui devenait très pauvre ? Le fait que la charge du dépôt porte sur l'auteur seul semble plutôt prouver qu'il n'a pensé qu'à la propriété littéraire et au moyen d'en constituer une preuve certaine. Malheureusement, dans ce cas, il n'avait pas prévu toutes les conséquences de son initiative.

Du point de vue juridique, nous verrons dans un paragraphe spécial l'influence qu'a eue cet article sur la conception française du droit de propriété littéraire pendant plus d'un siècle et la manière dont il a été interprété.

Du point de vue pratique, les conséquences en furent aussi importantes que désastreuses. On ne peut reconnaître à ce nouveau système qu'un avantage : il n'y était pas question de dépôt policier ni de censure ; ceci mis à part, il n'avait que des inconvénients. Ou bien, ayant pour but de faciliter aux auteurs la défense de leurs droits, il leur fut en fait préjudiciable ; ou bien, destiné à garnir les rayons de la Bibliothèque Nationale, il ne remplit pas plus cette fonction. En effet, de nombreux auteurs ignoraient la nouvelle réglementation ; pensant que le dépôt était toujours le fait de l'imprimeur ou de l'éditeur, ils n'apprenaient leurs obligations que par expérience, le jour où les contrefaçons paraissaient ; ou bien encore, ils ne se pressaient pas de faire le dépôt de leur œuvre et, des indiscretions ayant été commises avant sa parution, des contrefacteurs surgissaient en hâte et devançaient au dépôt légal le véritable auteur ; ce dernier cas se produisit fré-

quemment pour des œuvres éditées en province, par suite de la lenteur des communications. Même si cette imposture ne s'était pas produite, un dépôt tardif de la part de l'auteur pouvait être inutile, car on lui opposait alors que le fait de ne pas avoir déposé dès l'apparition de l'œuvre valait abandon au domaine public de ses droits.

La Bibliothèque Nationale n'y trouva pas plus son avantage puisque le dépôt n'était pas obligatoire : ne déposait que celui qui voulait pouvoir invoquer son droit d'auteur devant les Tribunaux ; beaucoup y renonçaient ; d'autres ne craignaient pas la contrefaçon : auteurs d'œuvres d'actualité, tracts, affiches, journaux ; la Bibliothèque Nationale était ainsi privée des documents du plus haut intérêt qu'elle ne pouvait souvent pas se procurer dans le commerce (en supposant qu'elle bénéficiât de crédits suffisants pour les acheter, ce qui n'était pas le cas). N'étaient encore jamais déposées les éditions de luxe dont toute la valeur résidait dans la perfection matérielle de l'œuvre et qu'on ne pouvait imiter sans éprouver les mêmes difficultés de réalisation.

Un rapport, déposé en l'an IV, sur l'organisation de la Bibliothèque Nationale, déplorait déjà cet état de choses ; il signalait en particulier que l'Imprimerie Nationale était la première à donner le mauvais exemple en n'opérant pas le dépôt, et il demandait que l'on intensifiât les achats de livres devenus indispensables.

Un autre mémoire adressé à l'Empereur, en 1807, par M. Cholet de Jetphort, dénonça les mêmes inconvénients et proposa un projet de loi pour remplacer les décrets de 1793, qu'il déclarait iniques puisqu'ils favorisaient en fait la contrefaçon ; ce projet prévoyait d'exiger le dépôt obligatoire de huit exemplaires à peine d'une amende ; il

serait créé en province des centres de dépôt secondaires et l'obligation, au lieu de ne frapper que l'auteur, incomberait conjointement à l'auteur, à l'éditeur et à l'imprimeur. On serait ainsi revenu à un régime plus satisfaisant pour les déposants et pour les Bibliothèques.

D'autres projets furent déposés ; mais ce n'est qu'en 1810 que la question du dépôt légal fut codifiée à nouveau par le décret impérial du 5 février sur la Librairie et l'Imprimerie.

CHAPITRE III

DE 1810 A 1925

Depuis la fin de la Révolution jusqu'en 1810, l'imprimerie et la librairie dépendaient étroitement du pouvoir impérial. Le but du *décret-loi du 5 février 1810* fut de leur donner un statut ; il n'était pas question de leur donner la liberté, comme nous allons le voir.

Un nouvel organisme est créé par ce décret : la Direction générale de l'Imprimerie et de la Librairie où nous trouvons un Directeur général assisté de six auditeurs ; c'est par l'intermédiaire de ce service que le pouvoir contrôlera et dirigera toute la production de l'Imprimerie française, au moyen d'une série de mesures composant la partie principale du décret.

En premier lieu, le nombre des imprimeurs est fixé une fois pour toutes, à Paris comme en province ; il est créé un certain nombre de brevets et tout imprimeur, avant d'exercer sa profession, doit en avoir obtenu un ; l'imprimeur doit, pour être agréé, remplir de nombreuses conditions : il doit prêter serment, posséder un nombre minimum de presses, être titulaire d'un certificat de capacité, justifier de ses bonnes vie et mœurs et de son attachement « à la Patrie et au Souverain ». Le brevet lui est alors accordé selon le bon plaisir de l'Administration, en tenant

compte toutefois des considérations de famille ou de succession.

Toutes ces formalités remplies, l'imprimeur devra encore tenir registre de tout ce qu'il imprime et pouvoir présenter ce registre à toute réquisition. Chaque fois qu'il décidera d'imprimer un volume, il devra remettre au Directeur général de la Librairie un extrait de ce registre indiquant son intention d'imprimer. Deux cas peuvent alors se présenter : 1° Ou bien ni le Directeur de la Librairie, ni le Ministre de la Police, ni le Préfet ne demandent l'examen du livre, il est alors donné simplement un récépissé de la déclaration et, après parution, le livre pourra être saisi et confisqué et la vente en être interdite par simple décision du Ministre de la Police ou du Directeur de la Librairie. 2° Ou bien l'un des personnages cités plus haut, ou, pour se couvrir, l'auteur ou l'imprimeur eux-mêmes demandent l'examen du livre ; il est alors nommé un censeur qui a tous pouvoirs pour exiger des modifications ou des suppressions ; celui-ci dresse ensuite un procès-verbal d'approbation grâce auquel le livre ne pourra plus être saisi que par le Ministre de la Police et sous réserve d'examen par la Commission du Contentieux du Conseil d'État dans les vingt-quatre heures qui suivent.

Les libraires sont eux aussi l'objet d'une réglementation ; leur nombre est limité et ils doivent être titulaires d'un brevet qui leur est remis par le Directeur général de l'Imprimerie et de la Librairie. A partir de 1811, ils furent même assermentés. Le cumul de la profession d'imprimeur et de celle de libraire est du reste possible, après double formalité d'obtention de brevet.

Un titre spécial du décret stipule que l'introduction des livres imprimés à l'étranger doit faire l'objet d'une auto-

risation spéciale ; ceux-ci payent au minimum à l'entrée en France un droit de 50 p. 100 ad valorem.

C'est un peu comme un accessoire que le décret-loi aborde ensuite un point essentiel : il déclare que le droit de propriété est garanti à l'auteur ou à sa veuve pendant leur vie et à leurs enfants pendant vingt ans après la mort de l'auteur. Le peu d'importance donné à ce titre à côté des développements apportés à l'organisation de la police de l'imprimerie montre l'esprit de ce décret. Il faut cependant ajouter que la contrefaçon était punie par les règles du Code Pénal de la même année 1810.

Toute infraction à l'une des prescriptions citées ci-dessus donne lieu à confiscation de l'édition et à une amende sans préjuger de dommages-intérêts toujours possibles au profit des tiers.

Un dernier paragraphe ordonne le dépôt de cinq exemplaires de toute production sortant des presses des imprimeurs. Ce dépôt devait être effectué par l'imprimeur seul, dès l'achèvement du tirage, avant mise en vente ou exposition, à Paris à la Préfecture de Police et en province à la Préfecture du département dans lequel est domicilié l'imprimeur. Des cinq exemplaires, quatre sont destinés à la Bibliothèque Nationale, au Ministre de l'Intérieur, à la Bibliothèque du Conseil d'État et au Directeur général de l'Imprimerie et de la Librairie ; du cinquième, le texte ne dit rien ; il servait en fait à rémunérer le censeur de sa peine. Il n'y a de restriction prévue à l'obligation du dépôt pour aucune catégorie d'imprimés. Le titre huitième confirmant l'obligation du dépôt légal se trouvant après l'énumération du titre sept des cas où des amendes sont appliquées, n'était théoriquement pas sanctionné ; en fait, il fut parfaitement appliqué de même que l'ensemble du

décret pour la bonne raison que le brevet pouvait toujours être retiré à l'imprimeur en défaut.

Le régime dictatorial du 1^{er} Empire exigeait que l'Imprimerie fût étroitement surveillée ; elle le fut. Si nous considérons notre point de vue particulier, nous voyons que le dépôt légal n'était plus qu'une formalité supplémentaire faisant suite à nombre d'autres beaucoup plus compliquées ; le but recherché était, si un livre n'avait pas été remarqué au cours des déclarations précédant l'impression, de pouvoir encore l'arrêter avant sa mise en vente ou sa publication. Les autres considérations, qui ont été la raison d'être, à l'origine, du dépôt légal, passaient toutes au second rang ; cette conception n'était pas sans présenter quelques inconvénients : l'administration exigeait surtout le dépôt des livres pouvant avoir une portée politique et mettait bien moins d'ardeur à réclamer celui des volumes dont la lecture ne présentait qu'un intérêt intellectuel ou bibliographique. Il semble cependant que, durant cette période, le dépôt s'effectuait régulièrement : les inspecteurs de la librairie, en nombre suffisant, exerçaient une surveillance efficace, aidés par la lecture des annonces des libraires et éditeurs. La liste des ouvrages déposés paraissait chaque semaine dans la *Bibliographie de l'Empire Français*, journal fondé en 1811, devenu de nos jours la *Bibliographie de la France*, organe très intéressant que nous retrouverons dans la suite.

Un autre inconvénient est à signaler : le dépôt était exigé de l'imprimeur ; celui-ci présente évidemment plus de surface en cas de responsabilité pécuniaire et son activité est plus facile à surveiller que celle d'un éditeur ou d'un auteur ; mais lorsqu'un ouvrage était imprimé sur les presses de plusieurs imprimeurs, il arrivait dans les biblio-

thèques fractionné et non relié ; d'autre part, lorsque le dépôt n'avait pas été effectué en temps voulu et qu'il y avait lieu de le réclamer, il aurait été plus indiqué de le demander à l'éditeur qui conservait les exemplaires non vendus en magasin. Enfin l'article 6 de la loi de 1793 subsistait et l'auteur avait souvent plus d'intérêt que l'imprimeur à ce que le dépôt fût régulièrement effectué.

En résumé, ce décret du 5 février 1810 crée une réelle inquisition administrative dans l'imprimerie et la librairie ; il eut cependant de bons résultats : en premier lieu, en ce qui concerne l'exercice des droits de propriété littéraire, question que nous réservons pour un chapitre ultérieur ; ensuite en ce qui concerne l'organisation du dépôt légal, puisqu'il remit cette prestation en vigueur et en obtint le fonctionnement régulier alors qu'elle était devenue subordonnée au bon vouloir des imprimeurs et éditeurs.

Au cours du XIX^e siècle, chaque modification de régime politique amena la promulgation d'une nouvelle loi sur l'imprimerie et la librairie ou sur la presse ; aucune ne modifia dans son principe le régime du dépôt légal ; les dispositions que nous allons citer ne concernent que les modalités d'application ; il faut attendre la loi de 1925 pour voir une refonte du système.

Malgré les tendances libérales de la Charte, dès le 21 octobre 1814, la Première Restauration maintint la censure ; elle homologua même la surveillance par le dépôt légal puisque le cinquième exemplaire du dépôt fut légalement attribué au censeur ; le montant de l'amende pour non accomplissement du dépôt fut fixé à 1.000 francs et, en cas de récidive, à 2.000 francs. Une loi du 9 juin 1819 instaura un régime un peu plus libéral et fit de la saisie

qui était un acte policier un acte judiciaire avec audition des parties.

Le 9 janvier 1828, le Ministère Martignac fit signer par le Roi une ordonnance qui améliorait plus nettement l'institution : le nombre des exemplaires exigé était ramené à deux ; ces deux exemplaires étaient toujours déposés aux mêmes lieux, mais l'un d'eux allait à la Bibliothèque Nationale et l'autre, une fois examiné par le Ministère de l'Intérieur, n'y restait plus ; il devenait la propriété du Ministère de l'Instruction Publique qui l'affectait à une bibliothèque parisienne : au début, ce fut toujours à la Bibliothèque Sainte-Geneviève ; puis, les différentes bibliothèques se spécialisant chacune dans un genre, les livres furent envoyés, soit à Sainte-Geneviève, soit à l'Arsenal, soit à la Mazarine, soit à la Bibliothèque de la Sorbonne, le premier exemplaire restant toujours à la Nationale. Le but du dépôt légal ainsi réorganisé se rapproche de celui que nous lui avons assigné au début de cette étude : l'idée de surveillance administrative subsiste puisque les produits du dépôt passent par le Ministère de l'Intérieur ; toutefois, le désir de conserver les exemplaires pour les générations futures et de meubler les bibliothèques paraît dominer.

L'idée de rétribuer le censeur ou certains fonctionnaires par une prestation en nature de l'imprimeur disparaît totalement. Les lois de 1849 et de 1868 sur la presse ne modifièrent rien au régime du dépôt légal, maintenant toujours un contrôle sévère sur l'imprimerie.

Les tendances qui étaient esquissées seulement en 1828 ne furent consacrées définitivement que par la *loi du 29 juillet 1881*. Cette loi déclare (Art. 1^{er}) « L'imprimerie et la librairie sont libres » ; elle supprime donc tous les

brevets et impose seulement (Art. 2) à l'imprimeur d'indiquer son nom et son adresse sur tout imprimé sortant de ses presses et rendu public et d'opérer le dépôt légal de deux exemplaires de chacune de ses productions, destinés aux collections nationales ; le dépôt n'est plus exigé qu'au moment de la publication et non aussitôt après sortie des presses, comme dans la loi du 21 octobre 1814 ; il n'est pas demandé pour les imprimés non destinés à être publiés. Pour en faciliter l'accomplissement, il est fait dans les communes à la mairie, dans les sous-préfectures à la sous-préfecture et dans les préfectures à la préfecture ; à Paris seulement, il est demandé au Ministère de l'Intérieur. Les sanctions sont atténuées : la saisie de toute l'édition (Art. 49) ne peut être effectuée qu'en exécution d'un jugement ; une saisie ordonnée par le juge d'instruction ne peut porter sur plus de quatre exemplaires ; l'amende est de 16 à 300 francs, ce qui, pour certains ouvrages de luxe, ne correspond même pas à la valeur de l'ouvrage ; encore le juge peut-il appliquer les circonstances atténuantes ; il n'y a pas de pénalité prévue pour récidive ; enfin (Art. 65) le délai de prescription est de trois mois, défaut le plus grave de cette loi : lorsque l'Administration veut réclamer le dépôt d'un ouvrage, il est rare que ce délai ne soit pas déjà écoulé ; d'autant plus que les préfets des départements jouissent déjà d'un délai de quinze jours pour transmettre le produit du dépôt à l'Administration centrale, délai qui est souvent dépassé. Dans ces conditions, lorsque l'Administration se décide à entamer une poursuite, la prescription est généralement acquise.

Cette loi du 29 juillet 1881 est restée en vigueur jusqu'au vote de celle du 19 mai 1925 (qui sera l'objet de la deuxième partie de cette étude).

Il nous reste maintenant, avant de voir le régime tout à fait spécial de la presse au cours du XIX^e siècle, à parler de certaines catégories d'imprimés que nous avons passées sous silence jusqu'à présent : les *bilboquets* ou *travaux de ville* et les *estampes*.

Dans l'Édit de Montpellier, il n'était question que des livres ; le décret de 1810, comme la loi de 1793, parle de tous les « ouvrages » imprimés, la loi de 1814 des « écrits », ils ne donnent aucune limitation ; il est probable cependant que le dépôt des travaux de ville n'a jamais été exigé. Le 16 juin 1830 seulement, nous trouvons une circulaire du Ministère de l'Intérieur adressée aux Préfets citant des imprimés à exempter du dépôt : les bilboquets ou ouvrage dits de ville, les factums ou mémoires signés d'avocats ou d'officiers ministériels. Les bilboquets, ainsi appelés parce qu'ils restent très peu de temps sur la machine à imprimer, sont les petits travaux courants exécutés pour le compte des administrations ou de particuliers pour des usages privés : en-têtes de lettres, enveloppes, cartes, invitations, etc... ; le fait qu'ils ne sont pas susceptibles d'être répandus dans le commerce en rendait le dépôt inutile, d'après la circulaire de 1830 ; quant aux mémoires et factums signés d'avocats ou d'officiers ministériels, c'est la personnalité de leur auteur qui leur valait d'échapper au dépôt. La même circulaire spécifie que tous les autres imprimés doivent être déposés, quelle que soit leur importance : almanachs, annuaires, alphabets et livres d'instruction primaire, pièces de circonstances, chansons, catalogues de fonds de librairie, extraits de journaux et surtout, ajoute-t-elle, tout ce qui peut avoir une importance politique.

Par suite du développement des méthodes administra-

tives et commerciales qui caractérise notre époque et la fin du XIX^e siècle, tous ces travaux commerciaux ou d'intérêt privé ont nécessité une mention spéciale de la part des législateurs. La loi de 1881 leur a réservé un paragraphe : « Sont exceptés (de l'obligation du dépôt) les bulletins de vote, les circulaires commerciales ou industrielles et les ouvrages dits de ville ou bilboquets. » Le privilège des mémoires d'avocats ou d'officiers ministériels était donc supprimé ; mais aux ouvrages de ville étaient ajoutés les circulaires commerciales ou industrielles et les bulletins de vote.

Cette énumération n'était pas très précise : dans quelle mesure certains prospectus ou magazines de publicité étaient-ils des circulaires commerciales ? Les affiches, en tout cas, devaient être déposées. L'idée du législateur semble avoir été surtout d'écarter toute une catégorie d'imprimés qu'il était impossible aux bibliothèques de recevoir et de classer et dont l'intérêt fut souvent médiocre ou nul ; nous verrons plus loin ce qui fut décidé en 1925 et comment la question a été envisagée dans certains pays étrangers.

Quant aux graveurs et imprimeurs d'estampes et de musique, sous l'ancien régime, ils avaient été de bonne heure assimilés aux imprimeurs et ne subirent jamais de régime spécial. Le décret du 5 février 1810 les avait tout à fait omis ; il paraît cependant qu'un ordre verbal de l'Empereur, donné à la suite d'une visite de celui-ci à la Bibliothèque Nationale, exigea le dépôt des estampes en double exemplaire. Sous la Restauration, le texte de l'Ordonnance du 24 octobre 1814 leur consacra un article spécial : les estampes devaient être déposées en cinq exemplaires, comme les imprimés ; il n'était pas prévu d'exemplaire

pour le censeur et deux exemplaires au lieu d'un allaient au Cabinet des Estampes. Les formalités étaient les mêmes que pour le dépôt des imprimés.

Une Ordonnance du 8 octobre 1817 assimila les lithographies dont la technique commençait à se répandre aux gravures et la musique aux estampes. Ce dépôt prenait ainsi plus d'importance ; il en prit encore plus aux yeux du pouvoir lorsque se développèrent la caricature politique et la chanson satirique. D'où les lois et ordonnance de 1820 et 1822 qui, renforçant les mesures de surveillance et de censure de la presse, assimilèrent les estampes à la presse périodique et exigèrent l'autorisation préalable pour celles-là comme pour celle-ci. Ce régime dura jusqu'à la loi Martignac, du 9 janvier 1828 qui réduisit, comme nous l'avons vu, le chiffre du dépôt des imprimés à deux exemplaires et ramena en même temps celui du dépôt des estampes à trois exemplaires dont deux allaient au Cabinet des Estampes et le troisième au Ministère de l'Intérieur ; l'examen préalable et l'assimilation à la presse périodique furent supprimés par cette même loi.

La loi du 21 juillet 1881 (Art. 4) maintint le dépôt en trois exemplaires pour les estampes, la musique et les reproductions autres que les imprimés. Des estampes déposées, deux exemplaires étaient destinés au Cabinet des Estampes, le troisième au Ministère de l'Instruction Publique, après passage au Ministère de l'Intérieur ; de la musique, la Bibliothèque Nationale ne recevait qu'un exemplaire, l'autre allait au Conservatoire National de Musique et celui du Ministère de l'Instruction Publique, soit à la Bibliothèque de l'Académie Nationale de Musique et de Danse, soit aux Conservatoires des villes de province.

Avec les *périodiques*, nous allons voir apparaître deux dépôts spéciaux, l'un judiciaire, l'autre administratif, qu'il ne faut pas confondre avec le dépôt légal et qui ont seulement pour but la surveillance et le contrôle de la presse, question en dehors de notre sujet; nous allons donc étudier succinctement la nature et l'histoire de ces deux dépôts.

Sous l'ancien Régime, le faible développement de la presse n'a jamais nécessité de réglementation spéciale : en dehors de quelques périodiques s'occupant d'érudition et de littérature, on ne peut citer comme journaux de cette époque que la *Gazette de France* de Théophraste Renaudot, devenue *Journal Officiel* et quelques journaux politiques, tels que le *Journal de Paris*, qu'il était facile au Pouvoir de surveiller et même d'inspirer.

La Révolution provoqua, dès 1789, l'éclosion d'une foule de journaux souvent violents et éphémères qui ne furent réglementés par aucune prescription légale. Le Consulat et l'Empire les supprimèrent tous, de telle sorte qu'en 1810, il n'en restait plus que six, dont le *Moniteur* qui était le journal officiel. Ces journaux, peu nombreux, et bien dans la main du Gouvernement, ne donnèrent lieu à aucune réglementation.

Il faut arriver à la Première Restauration pour trouver, le 21 octobre 1814, une *loi sur la liberté de la presse*. La première partie de cette loi, plus spécialement consacrée aux périodiques, non renouvelée au retour des Bourbons en 1815, ne fut en fait pas mise en vigueur; elle préconisait pour tous les écrits de moins de vingt feuilles d'impression un examen préalable de leur contenu. Cet examen pouvait être exigé par le Préfet, le Directeur général de la Librairie ou par l'auteur ou l'imprimeur lui-même; cette

loi exigeait de plus l'autorisation préalable du Roi pour la création de tout journal ou écrit périodique.

La loi du 9 juin 1819 fut donc la première loi sur la liberté de la presse qui fût appliquée ; elle était libérale en ce sens qu'elle exigeait le dépôt d'exemplaires avant le tirage, mais spécifiait que cette formalité ne pouvait retarder la publication. Ce dépôt de deux exemplaires, signés du gérant ou du propriétaire du périodique, devait être effectué à la Préfecture de Police à Paris, ou, en province, à la préfecture, à la sous-préfecture ou à la mairie, selon l'importance de la ville où paraissait le périodique ; appelé dans la suite *dépôt administratif*, il ne s'est jamais confondu avec le dépôt légal. Les exemplaires du dépôt administratif restaient à la disposition de l'Administration préfectorale ou du Ministère de l'Intérieur. Ce fut aussi la loi de 1819 qui institua pour les périodiques l'obligation de déposer un cautionnement à la fondation du journal. Ce régime fut de courte durée puisqu'une loi du 31 mars 1820 rétablit le régime de l'examen préalable et de la censure, tout en maintenant le dépôt administratif.

Il faut attendre sous le règne de Charles X la loi Martignac du 28 juillet 1828 pour voir la suppression de la censure et de l'examen préalable avec maintien du cautionnement. Cette même loi créa le dépôt judiciaire ; le dépôt administratif avait eu pour but de renseigner les services de l'Intérieur sur le contenu de la presse et l'état de l'opinion ; le *dépôt judiciaire* visa à rendre efficace la responsabilité du gérant, en facilitant les poursuites par le Ministère public : c'était un dépôt en double exemplaire, destiné au Parquet, qui devait être effectué par le propriétaire ou le gérant de tout journal soumis au cautionnement au Greffe du Tribunal Civil, ou à la Mairie dans les communes

où il n'y avait pas de Tribunal de Première Instance.

Il y avait ainsi pour les périodiques un triple dépôt en double exemplaire à effectuer : deux exemplaires au dépôt légal, deux au dépôt administratif, deux au dépôt judiciaire.

Le régime plus libéral du règne de Louis-Philippe permit à la presse périodique de prendre un nouvel essor qui coïncida avec la mise en application des idées d'Émile de Girardin faisant des journaux de grands organes de publicité et en abaissant le prix de vente.

Une loi du 27 juillet 1849 assimila aux périodiques, pour les dépôts administratif et judiciaire, les écrits traitant de politique ou d'économie sociale de moins de dix feuillets d'impression. Ce dépôt dut être fait vingt-quatre heures avant la parution et être accompagné d'une déclaration du chiffre du tirage. Une loi du 15 mai 1868 tempéra cette mesure en limitant à six le nombre de feuillets constituant un écrit politique assimilable aux périodiques.

Enfin, la loi du 29 juillet 1881, qui est encore en vigueur à l'heure actuelle, donna la liberté presque complète à la presse périodique. Tout dépôt de cautionnement, autorisation préalable ou censure furent supprimés ; il n'est plus question du dépôt des écrits de moins de dix feuilles d'impression. Les périodiques sont seulement astreints à avoir un gérant et celui-ci doit faire au Parquet une déclaration préalable à la publication du journal ou du périodique. Subsistent, comme formalités imposées une fois le journal déclaré, le dépôt administratif et le dépôt judiciaire ; ils se font l'un et l'autre en double exemplaire, le premier au Ministère de l'Intérieur à Paris, à la préfecture, à la sous-préfecture ou à la mairie, en province, le second au Parquet du Procureur de la République ou à la

Mairie. Ces exemplaires sont destinés, pour le dépôt administratif, l'un au Préfet, l'autre au Ministère de l'Intérieur, pour le dépôt judiciaire, l'un au Procureur devant le Tribunal de Première Instance, l'autre au Procureur Général, Ces dépôts se superposent au dépôt légal.

Les articles de la loi de 1881 concernant les dépôts administratif et judiciaire ont subsisté sans aucune modification jusqu'à nos jours et ont été maintenus en vigueur par la loi du 19 mai 1925 qui a remanié le dépôt légal.

La Réglementation de la loi de 1881 sur le Dépôt Légal encourait les mêmes reproches que ceux que lui adressait l'abbé Bignon dans son mémoire de 1720 : non-application de la loi pour certains imprimés qui auraient dû être déposés, lacunes de la loi dans d'autres cas.

Cette loi devint peu à peu fort mal appliquée ; dans un article de la *Nouvelle Revue* paru en librairie en 1917, M. Eugène Morel, le regretté chef du Service du dépôt légal à la Bibliothèque Nationale, observait qu'il n'y a guère plus de 50 ou 60 p. 100 de la production nationale qui soient déposés chaque année ; pour les périodiques, il estime que la proportion descend à 15 p. 100 ; pour les affiches, elle est encore moindre : en 1911, 42 départements n'en ont pas déposé une seule, la Seine en a déposé 77. Il y a donc inobservation très marquée de la loi par les particuliers ; à l'Imprimerie Nationale, la situation est analogue à celle de 1720 : dépôt très irrégulièrement effectué malgré une disposition spéciale de la loi de finances du 29 juillet 1881 ; de même dans les imprimeries des Administrations publiques. Les impressions universitaires sont très peu déposées. Certaines catégories d'imprimés manquent absolument : ainsi en est-il des estampes. Dans le remar-

quable rapport qu'il fit en 1925, au nom de la Commission de l'Enseignement et des Beaux Arts, chargée d'examiner le projet de loi sur le dépôt légal, M. Marcel Plaisant montre que le Cabinet des Estampes, qui a reçu de 1830 à 1875 4.000 pièces de Daumier en double exemplaire dans un état irréprochable, ne reçoit plus, en 1920, que 4 ou 5 pièces intéressantes en une année; il est « encombré d'une imagerie vulgaire et commerciale » et n'a reçu par le dépôt légal aucune œuvre de Naudin ni de Steinhel, une pièce seulement de Forain, une pièce de Leheute. Ceci est souvent dû à ce que les artistes ne font pas reproduire leurs œuvres par des imprimeurs et en tirent des épreuves au fur et à mesure des demandes des amateurs. Les photographies dont le texte de la loi ne prévoit pas le dépôt ne parviennent jamais non plus au Cabinet des Estampes.

En suivant l'ordre des doléances du mémoire de l'abbé Bignon, de 1720, nous constatons encore qu'au ^{xx}^e siècle les livres imprimés à l'étranger ne sont toujours pas déposés, et que, dans la catégorie des imprimés exemptés du dépôt comme travaux de ville ou bilboquets, l'on fait souvent rentrer des imprimés qu'il y aurait intérêt à conserver : affiches, publicité ou autres ; les rééditions (que la loi n'a pas prévues) sont rarement déposées, même quand elles comportent d'importantes modifications ; des imprimeurs de province ne déposent absolument rien, ignorant leurs obligations ; ceci prouve que le personnel chargé de faire appliquer la loi est souvent peu vigilant. Ce personnel remplit en effet par ailleurs d'autres fonctions ayant peu de rapports avec la bibliographie et dépend du Ministère de l'Intérieur. Or, il ne vient de réclamations que de la Bibliothèque Nationale par le Ministère de l'Instruction Publique.

Enfin, la loi de 1881 n'a malheureusement rien prescrit en ce qui concerne l'état des exemplaires déposés : des livres arrivent à la Bibliothèque Nationale imprimés sur papier de macule ; lorsqu'un volume a fait l'objet de plusieurs éditions sur papiers différents, c'est toujours l'édition la plus ordinaire qui est remise ; or, la qualité des papiers employés devient de plus en plus médiocre à mesure que se diffuse la librairie ; comment ces livres pourront-ils être conservés longtemps dans les bibliothèques si le papier est presque inutilisable au bout de quelques années : jauni et friable. Pour les tirages en couleurs, il y a des abus encore plus criants : on a vu arriver à la Bibliothèque Nationale, tirés entièrement en noir, des ouvrages tels que : le *Tableau des Pavillons Maritimes*, l'*Histoire de la Peinture sur verre*, la *Théorie du contraste des couleurs* ! De toutes façons, le dépôt doit être effectué par l'imprimeur ; or, de nombreux ouvrages sont imprimés par plusieurs imprimeurs qui font, l'un le texte, l'autre les gravures, l'autre la couverture ou une partie seulement de l'ouvrage ; le livre arrive alors fractionné dans les bibliothèques. Souvent encore, l'imprimeur ne relie pas lui-même les volumes ; ceux-ci parviennent alors avec des reliures provisoires peu solides, et non rognés.

Quelles causes peut-on trouver à ces défauts dans la loi de 1881 ? Le premier examen suggère deux remarques importantes : les sanctions pour absence de dépôt sont insuffisantes, la prescription est beaucoup trop courte. Pour de nombreux ouvrages d'art, une amende de 25 à 300 francs (qui ne comporte pas d'augmentation pour récidive) est bien inférieure à la valeur du livre ; aussi certaines éditions de luxe ne sont-elles jamais déposées ; l'amende devrait être proportionnelle à la valeur de l'œuvre et être aggravée

en cas de récidive. La prescription de trois mois est infiniment trop courte et met sûrement à couvert les délinquants. Pour que cette prescription ne soit pas déjà acquise au moment des poursuites, il faudrait que l'administration fût informée d'abord et qu'elle se mît en branle ensuite avec une rapidité à laquelle elle n'est pas habituée. En dehors de ces deux imperfections, la loi de 1881 avait encore besoin de modifications sur bien des points : comme nous l'avons dit, elle est insuffisante quant au nombre de productions dont elle exige le dépôt : rien n'est prévu pour les rééditions ni pour les livres imprimés à l'étranger et introduits en France ; pour les estampes, la loi demande trois exemplaires, ce qui est beaucoup ; mais comme elle les demande « au moment de la publication », sans autre précision, les graveurs tirant des épreuves au fur et à mesure des demandes soutiennent que la publication n'est jamais faite. La loi ne donne non plus aucune précision sur l'état et la qualité des exemplaires déposés. Enfin, elle n'exige de dépôt que de l'imprimeur ; cela pouvait suffire du temps où l'imprimeur vendait lui-même ses productions et traitait directement avec les auteurs ; quand le rôle de l'éditeur devint plus important, que l'imprimeur ne fut plus que l'industriel travaillant pour le compte d'un entrepreneur, l'éditeur, il eût été nécessaire d'exiger que ce dernier déposât aussi ses productions ; ainsi seulement, il serait possible d'obtenir des exemplaires complets des volumes déposés et l'on pourrait envisager le dépôt des ouvrages importés ; d'autre part, le recouplement opéré entre les deux dépôts d'origine différente (imprimeur et éditeur) donnerait un moyen bien plus efficace pour rechercher les imprimeurs et les éditeurs ne déposant pas.

Pour compléter cette partie historique, il nous faut

encore consacrer un chapitre à l'étude des rapports entre le dépôt légal et l'exercice des droits de propriété littéraire, que nous avons évitée dans les paragraphes précédents.

DES RAPPORTS ENTRE LE DÉPÔT LÉGAL ET L'EXERCICE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE

Les conséquences que peut avoir le dépôt légal sur le droit de propriété littéraire sont réglées à l'heure actuelle par la loi relativement récente du 19 mai 1925, dont l'examen détaillé fera l'objet de nos chapitres ultérieurs. Mais l'étude historique du régime antérieur à cette loi offre un réel intérêt juridique.

Il ne peut entrer dans le cadre de notre travail de retracer toute l'histoire de la propriété littéraire que Pouillet disait être la plus sacrée, la plus personnelle et la plus inviolable de toutes les propriétés. Nous ne pourrions que rechercher brièvement dans quelle mesure cette propriété a été protégée par l'existence du dépôt légal.

Sous l'ancien régime, l'idée de sanctionner l'absence de dépôt par la déchéance du droit de l'auteur ne nous paraît pas avoir pris corps. L'édit d'août 1617 disait bien que le privilège, monopole d'édition accordé selon le bon plaisir du Roi, ne prendrait effet qu'après l'accomplissement du dépôt légal. Mais cet édit, pas plus d'ailleurs que l'arrêt du Conseil d'État de 1666, lequel révoquait les privilèges accordés pour les ouvrages dont le dépôt n'avait pas été effectué, ne fut pour ainsi dire jamais appliqué ; c'étaient de simples menaces qui ne furent pas mises à exécution.

C'est la loi des 19 et 24 juillet 1793 (loi demeurée en vigueur jusqu'en 1925) qui, pour la première fois, a re-

connu aux auteurs le droit exclusif de tirer parti de leurs œuvres, à la condition qu'elles aient été déposées.

« Tout citoyen (dit l'article 6 de cette loi) qui mettra
« au jour un ouvrage, soit de littérature ou de gravure,
« dans quelque genre que ce soit, sera obligé d'en déposer
« deux exemplaires à la Bibliothèque Nationale ou au
« Cabinet des Estampes de la République, dont il recevra
« un reçu signé par le Bibliothécaire, faute de quoi il ne
« pourra être admis en justice pour la poursuite des contre-
« facteurs. »

La première partie de cet article impose un dépôt à tous les auteurs ; la deuxième sanctionne cette obligation par un effet juridique. Nous devons d'abord bien différencier ces deux propositions ; l'article 6 de la loi de 1793 n'a été explicitement déclaré abrogé par aucune loi postérieure, avant celle de 1925 ; jusqu'à cette date donc, il n'y a que celles de ses dispositions qui se sont trouvées en contradiction avec des lois nouvelles qui ont pu être annulées ; ainsi la deuxième partie de l'article, sanction obtenue par le refus de l'admission en justice, est certainement restée en vigueur jusqu'en 1925 ; mais, pour la première partie, prescrivant le dépôt par l'auteur à la Bibliothèque Nationale de deux exemplaires, l'accord ne s'est pas fait tout de suite sur le point de savoir si elle survivait aux lois de 1810 et de 1814. Le décret du 5 février 1810 qui créait un nouveau dépôt de cinq exemplaires (au lieu de deux) à la charge de l'imprimeur (au lieu de l'auteur) à la Direction générale de l'Imprimerie et de la Librairie (au lieu de la Bibliothèque Nationale), n'avait pas spécifié que l'ancien dépôt fût supprimé ; cependant, la Bibliothèque Impériale, recevant indirectement un exemplaire du nouveau dépôt, ne semblait pas devoir en recevoir encore deux autres de l'ancien.

L'ordonnance du 24 octobre 1814 fut plus précise : elle prévoyait (art. 9) que : « le récépissé qui en sera délivré (du nouveau dépôt) formera le titre de propriété de l'auteur conformément aux dispositions de la loi de 1793 ». Ainsi, la sanction prévue par la deuxième partie de l'article 6 de la loi de 1793 restait en vigueur, mais s'appliquait dorénavant au dépôt d'imprimeur nouvellement prescrit ; l'ancien dépôt d'auteur semblait donc être inutile à tous points de vue et ne plus devoir être exigé.

La jurisprudence fut longue à se rallier à cette opinion. L'on cite notamment, un arrêt de la Cour de Cassation du 30 juin 1832 (Daloz, 32-I-289), confirmant un arrêt de la Cour de Besançon qui refuse la protection à un éditeur (considéré ici comme représentant de l'auteur) n'ayant pas lui-même fait le dépôt à la Bibliothèque Royale. Cet arrêt resta isolé et la jurisprudence a vite admis que l'imprimeur devait être considéré comme l'intermédiaire naturel et légal de l'auteur ; dès 1834 (arrêt du 1^{er} mars 1834, Daloz, 1834-1-113), nous voyons la Cour de Cassation assimiler le dépôt d'auteur et le dépôt d'imprimeur et admettre que ce dernier suffit à sauvegarder les droits de la propriété littéraire ; un arrêt du 20 août 1852 (Daloz, 52-I-335) a pleinement confirmé cette dernière théorie.

En résumé, à la première partie de l'article 6 de la loi de 1793 se substituèrent entièrement les dispositions des lois postérieures prescrivant un dépôt nouveau opéré par l'imprimeur ; la deuxième partie de cet article, sanctionnant l'absence de ce dépôt par le refus d'admettre en justice la poursuite des contrefacteurs subsista à titre de sanction de ce dépôt modifié jusqu'en 1925.

Ce premier point résolu, un problème beaucoup plus sérieux a été soulevé : celui de savoir quelle était la valeur

juridique du dépôt, s'il devait être considéré comme attributif ou déclaratif de propriété. Si le dépôt était attributif de propriété, le droit de l'auteur était annulé par l'absence du dépôt préalable de l'œuvre ; s'il était seulement déclaratif de propriété, l'absence de la formalité ne nuisait alors qu'à l'exercice du droit. Les deux interprétations ont été soutenues et amenèrent à des conclusions différentes dans la pratique.

La première théorie, celle du dépôt attributif de propriété, dont les promoteurs les plus éminents furent MM. Blanc et Gastambide, fut aussi celle de la jurisprudence à l'origine. Ces jurisconsultes soutinrent qu'il y avait en faveur de l'auteur qui a opéré le dépôt une sorte de présomption de paternité ; la loi imposait à l'imprimeur (qui était considéré comme mandataire de l'auteur) l'obligation de déposer des exemplaires de l'ouvrage : si celui-ci ne s'en était pas acquitté au moment même de la publication, il aurait été supposé avoir voulu renoncer à ses droits et avoir fait implicitement abandon de son œuvre au domaine public. Cette théorie aboutissait à refuser tout effet juridique à un dépôt tardif ; car, dans ce cas, un autre auteur aurait pu utiliser déjà l'œuvre publiée et non déposée, la considérant comme dans le domaine public. Certains auteurs auraient même voulu étendre cette règle à toutes les œuvres d'art, déclarant par analogie que le dépôt aurait créé pour ces œuvres aussi une présomption de paternité.

Dans le sens de la doctrine du dépôt attributif de propriété, nous trouvons orientées toutes les décisions de jurisprudence antérieures à 1844 : un arrêt de la Cour de Paris du 26 novembre 1828 (*Gaz. Trib.*, 29 novembre 1828) décide que l'auteur qui publie un ouvrage sans accomplir

la formalité du dépôt est sans droit vis-à-vis des tiers qui en ont fait la publication en le déposant eux-mêmes; un arrêt de la Cour de Cassation du 1^{er} mars 1834 (cité plus haut) déclare que la publication avant le dépôt vaut renonciation de la part de l'auteur à son droit; enfin un arrêt de la Cour de Rouen du 13 décembre 1839 (Dalloz, 1840-2-55) précise que le dépôt a bien pour but de réserver à l'auteur la propriété exclusive de sa composition et de faire connaître que celle-ci n'entrera pas dans le domaine public.

Le grave défaut de ce système était d'oublier que la renonciation à un droit ne se présume pas. Le droit de propriété littéraire est une sorte de droit naturel qui appartient à tout auteur sur sa création, par le fait de celle-ci; il est possible de subordonner l'admission en justice pour la défense de ce droit à un dépôt préalable, mais on ne peut présumer, du fait que l'auteur n'a pas accompli une formalité, qu'il ait voulu renoncer à s'en prévaloir; il faudrait pour cela qu'il y ait eu un acte volontaire de sa part ou bien que la déchéance du droit fût prononcée par un texte formel de la loi. Or, l'article 6 de la loi du 19 juillet 1793 n'est pas rédigé dans ce sens et c'est là qu'apparaît la deuxième objection sérieuse à faire à la théorie que nous disons : cet article n'interdit que l'admission en justice; l'article premier de la même loi déclare, sans y mentionner aucune restriction, que « les auteurs d'écrits en tout genre, les compositeurs de musique, les peintres et dessinateurs jouissent absolument du droit exclusif de vendre, faire vendre, distribuer leurs ouvrages et d'en céder la propriété en tout ou en partie ».

C'est pourquoi la théorie du dépôt déclaratif de droit nous paraît plus conforme à l'idée du législateur. Elle se

dégage déjà des commentaires de la loi faits par Merlin à l'origine et fut celle de Pouillet¹. La propriété littéraire est rattachée au droit des gens, elle subsiste en dehors de toute sanction législative; le dépôt légal est une simple formalité exigée par la loi pour la poursuite des contrefacteurs; c'est le préliminaire de l'action en justice. Cette formalité peut être faite à n'importe quel moment; pourvu qu'elle soit préalable à l'introduction de cette action, elle ne sera pas considérée comme tardive, que les actes de contrefaçon aient été accomplis ou non avant le dépôt; elle est de plus strictement réservée aux imprimés et aux reproductions faites par l'industrie des arts graphiques, et ne peut être étendue aux œuvres d'art puisque c'est une prescription de forme imposée par la loi pour des catégories d'œuvres dénommées et que l'on ne peut pour cette raison, l'étendre par analogie à d'autres objets.

La jurisprudence a évolué en ce sens au milieu du XIX^e siècle. En 1844, nous trouvons un premier jugement, cité par Pouillet, qui n'imposa plus de délais pour l'accomplissement du dépôt; un autre considéra que la présomption de paternité constituée par le dépôt pouvait être réfutée; un troisième, en 1866, décida que le dépôt n'était pas la condition essentielle du droit. Plus près de nous, deux jugements sont catégoriques²: le premier, du Tribunal Civil du Puy (1^{er} juillet 1910, Pozzo contre l'Illustration) déclara que le dépôt devait simplement être préalable à l'instance engagée: « Attendu que... il résulte d'une ancienne jurisprudence que le dépôt pres-

1. Cf. E. Pouillet. *Traité de la Propriété littéraire et artistique*, p. 474 et suiv. et un article de M. Alb. Vaunois dans le *Droit d'Auteur*, 1916, p. 125.

2. Le texte de ces deux jugements est rapporté dans le *Droit d'Auteur*, 1911, p. 139 et 140.

crit par l'article 6 de la loi des 19 et 24 juillet 1793 ou celui qui le remplace, en vertu des lois postérieures, doit être préalable à l'instance engagée ; qu'en fait le dépôt dont se prévaut Pozzo n'a eu lieu qu'au cours du procès et après le commencement des plaidoiries ; que la demande de Pozzo est donc irrecevable ;... »

Le second jugement du Tribunal de la Seine (15 avril 1910, Tournachon, dit Nadax, contre Stern), énonça très nettement les effets juridiques du dépôt : « Attendu que... on ne saurait tirer de l'absence du dépôt la conséquence que l'auteur d'une œuvre, qui porte en elle-même la marque d'une personnalité, ait voulu faire abandon volontaire de sa propriété au domaine public ; que la formalité du dépôt n'a jamais été dans la pensée du législateur la condition de l'existence du droit ; que l'omission de cette formalité crée uniquement une exception opposable à toute action tendant à la constatation de faits de concurrence ou de contrefaçon ; mais que, du moment où l'auteur s'est conformé aux dispositions impératives de l'article 6 de la loi de 1793, en effectuant le dépôt légal avant la saisie, il lui est loisible de poursuivre même ceux qui prétendent avoir sur l'œuvre un droit de propriété antérieur au dépôt ;... »

Une seconde question intéressante a été discutée : à quel titre l'imprimeur faisait-il le dépôt ? En cas d'omission ou de dépôt imparfait, dans quelle mesure pouvait-il être déclaré responsable de la perte des droits de l'auteur ? De toutes façons, l'auteur ne pouvait opposer à des tiers contrefacteurs la faute de l'imprimeur, qui est son représentant. On a seulement discuté le point de savoir si l'auteur pouvait rendre responsable l'imprimeur du

défaut de dépôt et l'attaquer en dommages-intérêts pour préjudice à lui causé ; les uns, tel Pouillet, ont soutenu que l'auteur devait lui-même surveiller l'exécution du dépôt par l'imprimeur qui était son mandataire légal commis pour remplir à sa place la formalité exigée par la loi de 1793. Les autres, avec Barbier, admettaient la responsabilité de l'imprimeur puisque le fait de ne pas déposer était un délit, mais lui accordaient pour la même raison la prescription de trois mois qui s'appliquait à ce délit dans la loi de 1881. Les décisions de jurisprudence sur ce point sont plutôt basées sur des raisons de fait et ne peuvent constituer une doctrine. La chose a d'ailleurs présenté moins d'importance lorsque le dépôt tardif fut déclaré valable par les Tribunaux : il fallait alors, pour que l'auteur fût lésé, que, au moment de faire valoir son droit de propriété littéraire, il se trouvât en face d'une édition épuisée et qu'il lui fût matériellement impossible de déposer les exemplaires exigés.

Nous ne nous attarderons pas à l'opinion peu juridique qui a soutenu que le dépôt légal était le prix de la propriété littéraire : il y aurait eu un marché entre l'État qui s'engageait à garantir la propriété de l'auteur et ce dernier qui lui donnait gratuitement des exemplaires de son œuvre. Or la valeur des services échangés était assez incertaine ; qui a le plus d'intérêt, de l'auteur ou de l'État, à voir un livre figurer dans une Bibliothèque publique ? D'une part, on ne peut dire que l'auteur rende toujours un service à l'État en déposant et ne tire pas plus d'avantages de la publicité apportée ainsi à son œuvre. D'autre part, lorsque l'auteur ne tient pas à conserver son droit de propriété littéraire, le dépôt légal lui est cependant imposé. De plus,

cette idée d'échange de services, qui ne ressort pas de l'article 6 de la loi de 1793, est déplaisante, car elle présente l'État comme exigeant la remise d'une prestation en nature pour reconnaître l'existence d'un droit que nous venons de présenter comme un droit absolu. Cette opinion rencontre donc les mêmes objections que la théorie du dépôt attributif de propriété.

Malgré l'évolution bienveillante de la doctrine et de la jurisprudence, l'article 6 de la loi de 1793 a soulevé de vives critiques de la part de la Société des Gens de Lettres qui, défendant les droits des auteurs, se plaignait que l'exercice de ces droits fût soumis à l'exécution d'une formalité et que celle-ci dût être accomplie par un tiers, l'imprimeur. Ces réclamations ont abouti à faire abroger purement et simplement l'article 6 par la loi du 19 mai 1925 que nous allons maintenant aborder ; c'est ainsi que l'étude des rapports entre le dépôt légal et l'exercice du droit de propriété littéraire est devenue maintenant une étude purement historique, en droit français.

DEUXIÈME PARTIE

LA LOI DU 19 MAI 1925 ET SON APPLICATION

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

LE DÉPÔT LÉGAL AU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE ÉLABORATION DE LA LOI DU 19 MAI 1925

Nous avons relevé les graves défauts de la loi de 1881. Deux ans après le vote de celle-ci, dès 1883, était déjà présenté un projet par M. Mézières. M. Lemaître dans le livre que nous avons cité plus haut, en mentionne 18 entre 1881 et 1910 ; dans tous, on retrouve les idées que nous venons d'exposer, l'une ou l'autre d'entre elles prédominant.

Pendant que ces projets dormaient dans les cartons du Parlement sans venir en discussion, l'Association des Bibliothécaires, la Société des Gens de Lettres, et l'Association Internationale pour la Défense de la Propriété Littéraire et Artistique émettaient des vœux pour que fut supprimé tout rapport entre le dépôt légal et l'exercice du droit de propriété littéraire, jugeant inique, comme nous l'avons indiqué au chapitre précédent, que l'absence de dépôt risquât de priver un auteur du droit qu'il tient du fait de sa création.

En 1913, le Gouvernement se décida à charger une

Commission extra-parlementaire d'étudier la réorganisation des services de la Bibliothèque Nationale ; cette Commission, présidée par M. le Sénateur Bienvenu-Martin, fit ressortir le rendement misérable du dépôt légal et recommanda au Ministre des réformes basées sur un rapport de MM. Pol Neveux et Vidier, Inspecteurs généraux des Archives et Bibliothèques. Leurs conclusions firent l'objet d'un projet de loi dont le rapport fut présenté par M. A. Weber (*Journal Officiel*, [Doc. Parl. 1914, p. 202]). Ce projet remplaçait le dépôt d'imprimeur par une simple déclaration, créait l'obligation du dépôt pour l'éditeur et contenait nombre d'améliorations du régime du dépôt légal ; par contre, il faisait dépendre du dépôt l'exercice du droit de propriété littéraire, posant le principe suivant dans les commentaires de l'article 5 : « Quiconque n'aura pas fait le dépôt verra son droit s'atténuer en laissant du loisir aux contrefacteurs ; quiconque n'aura pas fait du tout de dépôt se trouvera... dans l'impossibilité d'engager ou de soutenir un procès. » C'est ce qui fit échouer le projet : la Société des Gens de Lettres et le Syndicat des Éditeurs protestèrent énergiquement auprès du Gouvernement qui voulait introduire sur-le-champ les articles de ce projet dans la loi des finances de mars 1914 ; le projet fut retiré à la suite de ces interventions.

En avril 1914, la Société des Gens de Lettres adopta un projet qui lui était présenté par M. Eugène Morel et M. Max Leclerc, délégué du Cercle de la Librairie. Malheureusement, la guerre de 1914-1918 survint et la question tomba dans l'oubli. Pendant la guerre, la censure sévissait sur tous les imprimés ; mais personne ne pensa même que le dépôt légal était un excellent moyen de surveiller l'imprimerie et ce fut par des lois provisoires que le contrôle

des écrits s'exerça ; faute de personnel dans les imprimeries et dans les administrations, le dépôt légal fonctionna assez mal, ce qui donne des trous importants pour les années de guerre dans les collections nationales ; d'autant que, en 1915, la Bibliothèque-Musée de la Guerre obtint un droit de préemption sur le deuxième exemplaire du dépôt légal, ce qui priva fort les Bibliothèques Sainte-Geneviève, Mazarine, de l'Arsenal et de la Sorbonne.

Ce n'est qu'en 1917, que, grâce à un Congrès du Livre qui se tint à Lyon, la question du dépôt légal fut à nouveau examinée : le Congrès exprima dans un vœu le désir de la voir aboutir. A partir de ce moment, c'est le Syndicat de la Propriété Intellectuelle qui prit la chose en mains ; il élaborait un premier texte en s'inspirant du projet de M. Morel de 1914 et le soumit successivement à tous les groupements intéressés. Ce projet, ainsi mis au point, fut présenté en 1921 à M. Léon Bérard, alors Ministre de l'Instruction Publique, par les Présidents de la Société des Gens de Lettre, du Cercle de la Librairie, des Maîtres Imprimeurs de France, de l'Association des Bibliothécaires Français et du Congrès du Livre. Le Ministre, devant cet ensemble, accepta ce texte qui fut déposé à la Chambre des Députés le 28 décembre 1921. Le rapport en fut fait par M. Marcel Plaisant ; très complet, d'une netteté parfaite, il reprenait la question du dépôt légal à son origine ; nous aurons plusieurs fois l'occasion de le citer au cours de l'étude de la loi. Cependant, si le Président du Cercle de la Librairie, qui est en même temps Président du Syndicat des Éditeurs, avait donné son approbation au projet, de nombreux membres de ce dernier Syndicat objectèrent, une fois le texte publié, qu'ils n'avaient pas été consultés ; ce fut l'occasion d'une polémique de presse, menée par des édi-

teurs, M. Vuibert et M. Roche, contre le projet de loi défendu par M. E. Morel. Ils reprochaient au projet de ne pas être au point dans sa rédaction, de présenter quelques incohérences, et de léser leurs intérêts par certaines prescriptions. Nous verrons ces critiques quand nous étudierons la loi elle-même. D'autre part, l'Administration, qui risquait de voir ses services bouleversés par la nouvelle organisation du dépôt, fit aussi une opposition moins bruyante, mais tout aussi efficace : le nombre des livres et imprimés déposés devait en effet augmenter sensiblement et, comme les différents services du dépôt légal dépendaient de Ministères différents, le manque de cohésion de ces services nuirait certainement à la mise en application de la nouvelle loi. Cependant, le projet avait ses défenseurs : en janvier 1922, la Chambre de Commerce (on ne voit pas quel intérêt pouvait pousser la Chambre de Commerce à s'occuper du dépôt légal) émit le vœu que fût adopté, dans les délais les plus courts, le projet de loi sur le dépôt légal dont les prescriptions « donnaient toute garantie, tant au point de vue du rôle de renseignement et de contrôle que l'État doit pouvoir exercer (?) qu'au point de vue de la conservation dans les Bibliothèques Nationales de la production des œuvres de la pensée ».

A la suite de ces diverses objections et polémiques, un député fit opposition au vote sans débats du projet de loi, faisant valoir que ce projet qui prévoyait l'envoi en franchise du deuxième exemplaire du dépôt directement à la Bibliothèque Nationale, représentait une charge considérable pour l'Administration des Postes. Cette opposition permit au Ministre, une fois l'oubli fait, de reprendre le projet de loi et d'en supprimer nombre d'imperfections avant que de le déposer à nouveau en 1925.

Pour nous conformer à l'ordre chronologique, nous devons mentionner ici une circulaire du Ministère de l'Intérieur du 7 juillet 1921 ; cette circulaire, adressée aux Préfets, les priait de veiller plus attentivement au bon fonctionnement du dépôt légal et de confier à l'Archiviste départemental la surveillance de la réception, de l'enregistrement et de l'expédition du dépôt légal. Cette circulaire eut des répercussions importantes sur l'organisation et le fonctionnement des services du dépôt légal ; nous réserverons la question pour le deuxième chapitre de cette partie où nous étudions l'organisation administrative de ces services.

Ladite circulaire du 7 juillet 1921 avait en tout cas un défaut : elle créait une possibilité supplémentaire de conflit d'autorité avec la Direction des Archives dont dépendaient les archivistes. C'est pourquoi la conférence que réunit, en juillet 1923, le Ministre de l'Instruction Publique pour s'occuper de la question, eut pour premier soin de mettre sur pied le décret interministériel du 20 février 1924 qui créa une régie et un comité consultatif du dépôt légal unifiant tous les services s'occupant de ce dépôt.

La loi sur le dépôt légal elle-même fut votée définitivement par le Sénat le 19 mai 1925 ; le premier projet avait été sensiblement modifié pour répondre aux desiderata des éditeurs et de l'Administration. La question du groupement des périodiques pour leur envoi à la Bibliothèque Nationale fut réservée à un règlement d'administration publique ultérieur, ainsi que celle des conditions et mode d'envoi des publications fragiles ; les périodiques continuaient donc à être déposés selon les prescriptions de la loi de 1881 et les productions fragiles telles que les disques ou les films ne l'étaient pas du tout. Aucun crédit supplé-

mentaire n'était affecté à l'application de la nouvelle loi. Celle-ci parut accompagnée d'une circulaire aux préfets en fixant les modalités d'application et d'une instruction destinée aux éditeurs.

Le 21 novembre 1925 un décret a organisé la Régie du dépôt légal en conformité avec la loi du 19 mai et annulant le décret du 20 février 1924;

Le 9 février 1926 un décret a fixé la procédure à suivre en matière de poursuites intentées par la Régie du dépôt légal.

Le décret portant règlement d'administration publique au dépôt légal des périodiques ne parut que le 29 décembre 1933, pour être mis en application le 1^{er} janvier 1934.

Nous allons, dans le chapitre qui suit, procéder à l'analyse de ces différents textes. Dans un second chapitre nous étudierons l'organisation intérieure des services du dépôt légal; ce qui nous conduira à parler de leur fonctionnement et de l'application de la loi. Dans un troisième chapitre, nous passerons en revue les motifs pour lesquels les dispositions de la loi de mai 1925 concernant les productions phonographiques et cinématographiques n'ont pu encore être mises en application.

CHAPITRE PREMIER

ANALYSE ET COMMENTAIRE DES TEXTES

*Décret du 20 février 1924*¹. — Bien qu'ayant été annulé et remplacé après le vote de la loi de 1925 par un décret du 21 novembre 1925, le décret de 1924 devra retenir notre attention, car la nouvelle législation ne l'a modifié qu'en partie et en a laissé subsister l'essentiel. Il avait pour but d'unifier les différents services de l'Administration s'occupant du dépôt légal et de leur donner une direction commune. Il décidait (art. 1^{er}) que le service du dépôt légal, dépendant du Ministère de l'Intérieur, et le service du dépôt légal, dépendant du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, constitueraient un service commun portant le nom de Régie du dépôt légal. Cette régie (art. 2) devait être dirigée par un fonctionnaire de l'Administration centrale du Ministère de l'Intérieur. Quand le décret parut, la loi de 1881 était encore en vigueur ; il eut donc paru anormal de mettre la Régie sous la direction d'un fonctionnaire de l'Instruction Publique puisque tous les produits du dépôt passaient au Ministère de l'Intérieur en premier lieu. Après la loi de 1925, le rôle de la Bibliothèque Nationale dans le dépôt devint aussi important que celui de l'Intérieur ; la Direction de la Régie fut cependant maintenue au Ministère de l'Intérieur ; ce fait montre

1. Voir texte de ce décret aux Annexes.

bien que l'idée de contrôle politique de l'imprimerie est restée une des principales préoccupations du législateur quand il s'occupe du dépôt légal.

A côté de cette régie, le décret instituait un Comité consultatif (art. 3) composé de vingt membres. Parmi ces vingt membres, huit sont des fonctionnaires dépendant du Ministère de l'Instruction Publique : l'Administrateur général de la Bibliothèque Nationale, le Directeur des Beaux-Arts, le Directeur des Archives, un Chef de service de Bibliothèque de l'État, le Conservateur du Cabinet des Estampes, un Inspecteur général des Bibliothèques et deux personnes désignées, l'une par le Ministère de l'Instruction Publique, l'autre par le Ministère de l'Intérieur; douze autres membres sont les délégués de toutes les Associations privées intéressées : Syndicat des Éditeurs, Cercle de la Librairie, Association des Éditeurs de musique, Chambre Syndicale de la Cinématographie, Chambre Syndicale des Maîtres Imprimeurs de la Région Parisienne, Fédération des Syndicats des Maîtres Imprimeurs de France, Société des Gens de Lettres, Syndicat des Gens de Lettres, Syndicat de la Propriété Intellectuelle, Associations de Presse, Confédération des Travailleurs Intellectuels, Association des Bibliothécaires Français. Ce Comité représente donc, autant qu'on peut le désirer, tous les intéressés : fonctionnaires et assujettis (on y a seulement oublié un représentant de la phonographie). Les fonctions de secrétaire (art. 4) y sont remplies par un fonctionnaire du Ministère de l'Instruction Publique. Ce Comité consultatif (art. 5) doit se réunir au moins une fois par an pour émettre des vœux et avis et désigner une délégation permanente de cinq de ses membres à laquelle il serait rendu compte au moins une fois par mois de la suite donnée à ces

vœux et avis. Les conditions de fonctionnement de ce Comité devaient être déterminées dans la suite par un arrêté du Ministre de l'Instruction Publique.

L'article 6 reprend une idée qui se trouvait dans le projet de loi de 1921 : le contrôle par les auteurs des chiffres de tirage de leurs œuvres au moyen des déclarations du dépôt légal ; il décide dans ce but que les actes ou déclarations de dépôt de tous imprimés ou de toutes reproductions « destinés au public » peuvent être consultés par les déposants, les auteurs et leurs « ayants droit » respectifs. Ceux-ci peuvent même obtenir la délivrance de copies certifiées conformes de ces déclarations.

L'article 7 est d'une valeur légale plus contestable que les précédentes : sous prétexte de donner une interprétation de l'expression de l'article 4 de la loi de 1881 : « Imprimeurs ou fabrication de reproductions destinées au public » il assimile aux imprimeurs tous les producteurs ou fabricants d'œuvres musicales, d'œuvres photographiques mises publiquement en vente ou cédées pour la reproduction, d'œuvres cinématographiques ou phonographiques. C'est en fait donner une singulière extension au nombre des assujettis et nous nous demandons comment un simple décret pouvait ajouter dans de pareilles proportions au texte de la loi. Il nous semble donc qu'il était illégal. En outre, nous ne voyons pas pourquoi, dans le texte du décret, l'expression : « reproduction destinée à être publiée » de la loi de 1881 a été remplacée par « reproduction destinée au public » ; c'est un emploi de terme impropre que l'on constate malheureusement trop souvent dans les textes des lois et décrets concernant le dépôt légal ; c'est ainsi qu'à l'article 6 de ce décret, le terme « ayants droit » a été employé alors qu'il aurait fallu dire les « ayants cause » des auteurs.

Ce décret prépara la voie au vote de la loi de 1925 ; il créait deux organisations particulièrement utiles : la Régie qui centralisait les divers services du dépôt légal, le Comité Consultatif, qui permettait aux intéressés de faire entendre leur avis.

*Loi du 27 mai 1925*¹. — Le texte essentiel de la législation française du dépôt légal est la loi du 27 mai 1925. C'est la première loi consacrée entièrement et uniquement à cette matière ; aussi était-on en droit de penser qu'elle réglerait définitivement la question et qu'il ne serait plus possible de se soustraire au dépôt légal ; s'il n'en est pas ainsi ce texte constitue cependant un grand progrès sur la réglementation antérieure.

La loi se divise en six parties : la première partie pose le principe général du double dépôt par l'éditeur d'une part et par l'imprimeur ou le producteur d'autre part ; les deux parties suivantes sont consacrées chacune à l'un de ces dépôts, la quatrième institue des exceptions, la cinquième prévoit les sanctions, et la sixième traite des effets juridiques du dépôt.

La première partie pose donc les principes généraux du dépôt : « Les imprimés (art. 1^{er}) de toute nature... les œuvres musicales, les œuvres photographiques mises publiquement en vente ou cédées pour la reproduction, les œuvres cinématographiques, phonographiques et généralement toutes les productions des arts graphiques reproduites en nombre sont, sous réserve des dispositions des articles 11 et 12, l'objet d'un double dépôt effectué par l'imprimeur ou le producteur, d'une part, et l'éditeur, d'autre part. » Cet article montre les intentions très larges du législateur et

1. Voir texte de la loi aux Annexes.

son désir d'étendre le champ d'application du dépôt légal au maximum. Il contient trois innovations importantes :

a) Il assimilé aux imprimés les estampes et les œuvres musicales qui faisaient l'objet d'un régime spécial, en raison de leur répartition différente ; cette distinction qui nuisait au bon fonctionnement du dépôt en créant des catégories à part n'avait plus sa raison d'être ;

b) Il ajoute aux productions devant être déposées les productions cinématographiques et phonographiques ; nous étudierons cette question plus loin et nous montrerons qu'il n'a pas suffi d'ordonner ce dépôt tout à fait nouveau pour le rendre réalisable ;

c) Innovation la plus importante : ce même article exige le dépôt de tous les imprimés (sauf les exceptions mentionnées plus loin) ne limitant plus les effets de la loi aux imprimés « destinés à être publiés, » comme l'avait fait la loi de 1881. Les auteurs de la loi se défendent d'avoir voulu, en supprimant cette restriction, faire du dépôt légal une mesure de police ou de censure ; on ne voit pas très bien alors quelle a été leur intention. Il n'y a pas en France de bibliothèque outillée pour recevoir et classer tous les imprimés destinés à des usages privés. Toute la publicité, les catalogues, les circulaires destinés aux services intérieurs d'une exploitation, les « mode d'emploi », les statuts et règlements, qui ne sont exemptés du dépôt par aucun des articles de la loi, ne sont d'aucune utilité pour les bibliothèques ; aussi en font-elles des ballots classés avec la cote « recueils factices » qui les encombrant et ne sont jamais consultés. Il eut donc mieux valu, avant d'en prescrire le dépôt, en prévoir l'utilisation ultérieure et surtout, si l'on ne voulait pas porter atteinte à la liberté de l'imprimerie, donner une garantie de secret à l'imprimeur ou à l'auteur

pour les ouvrages ou imprimés traitant de questions confidentielles ou d'ordre privé ; ce sont ces prescriptions qui ne présentent aucun intérêt pratique en l'état actuel de la bibliographie en France et qui indisposent les assujettis au dépôt, qui ont le plus nui à l'application de la loi ; nous verrons plus loin que la pratique les a presque laissées dans l'oubli.

Nous pouvons également, dès le premier article relever des fautes de rédaction dans le texte : le législateur y prévoit à titre d'exception les dispositions spéciales des articles 11 et 12, mais il omet de mentionner que l'article 3 de la même loi donne la liste des imprimés exemptés du dépôt. D'autre part, il pose la règle du double dépôt par le producteur et l'éditeur comme absolue ; or, nous verrons que l'article 10 prévoit un dépôt en double exemplaire par l'éditeur seul et que l'article 9 confère la qualité d'éditeur aux seules personnes qui mettent en vente ou en distribution des productions des arts graphiques ; il y a donc des cas où il n'y a pas d'éditeur et où, par conséquent, le dépôt est fait en un seul exemplaire par le producteur. Ces contradictions qui avaient été signalées aux auteurs du projet de loi dès sa publication semblent avoir été volontairement maintenues par eux car ils jugeaient utile de débiter par un article dont la portée parût universelle ; elles sont cependant regrettables car elles enlèvent à la loi de 1925 une partie de son autorité et de la précision que doit avoir tout texte légal.

L'article 2 prescrit la mesure de police qui est le complément nécessaire de la liberté de l'imprimerie : « Toutes les productions énumérées à l'article 1^{er} doivent porter l'indication du nom de l'imprimeur ou du producteur et du lieu de sa résidence » Ceci n'est que la reproduction de

l'article 2 de la loi de 1881, modifié cependant sur trois points :

1^o L'indication du lieu du « domicile » de l'imprimeur exigée en 1881, a été remplacée en 1925 par l'indication du lieu de sa « résidence »; l'auteur du projet voulait peut-être parler du lieu où est située l'imprimerie; dans ce cas, il a mal exprimé sa pensée et on ne voit pas l'intérêt qu'il y aurait à lire sur un imprimé le lieu de la résidence de l'imprimeur essentiellement provisoire et pouvant varier suivant les saisons;

2^o L'article 2 *in fine* impose l'indication sur les productions du millésime de l'année de la création ou de l'édition et, pour les nouveaux tirages de livres, du millésime de l'année où ceux-ci se sont effectués. Cette prescription qui est intéressante du point de vue bibliographique, a mécontenté les éditeurs de livres ne datant pas : livres de prix, d'étrennes, albums d'images, œuvres d'auteurs dans le domaine public; si elle est indiquée rigoureusement, elle déprécie l'ouvrage;

3^o Cet article 2 a innové sur un point qui a été peu remarqué jusqu'à présent. Il impose d'indiquer sur tous les imprimés sans exception le nom de l'imprimeur, tandis que l'article 2 de la loi de 1881 exemptait de cette obligation les bilboquets et ouvrages de ville. La loi de 1925 n'a parlé de ces dernières productions à l'article 3 que pour les exclure du dépôt; elles doivent donc maintenant porter le nom de l'imprimeur au même titre que les autres imprimés.

Le projet de loi déposé en 1921 prévoyait encore l'obligation d'indiquer le nom ou la marque de l'auteur sur toutes les productions, sauf sur les œuvres anonymes; cette phrase, supprimée en 1925, n'était en fait que l'énonciation d'une vérité première puisque toute œuvre ne por-

tant pas de nom d'auteur devient, par le fait même, anonyme.

L'article 3 indique une série d'imprimée « exclus » du dépôt et non « exemptés » comme en 1881 ; ils doivent donc être refusés par la Régie du dépôt légal si on les y présentait. L'énumération (cf. Annexe) en est plus nette que celle de la loi de 1881 qui ne comportait que trois catégories : bulletins de vote, circulaires commerciales et industrielles, et ouvrages de ville ou « bilboquets » ; par contre la loi de 1925 a, au total, exempté moins d'imprimés puisque, dans les cinq catégories qu'elle énonce ne sont compris ni les imprimés de publicité ni les catalogues. La liste des travaux de ville exclus, qui n'est du reste pas limitative (elle se termine par : etc...) ne dit rien des billets de faire-part ; on peut cependant les considérer comme exclus puisque les avis et les invitations le sont.

Après ces trois premiers articles de prescriptions générales, l'article 4 aborde le dépôt du producteur ou de l'imprimeur et traite de deux questions : la qualité des exemplaires déposés et la date du dépôt. En ce qui concerne le premier point, le texte demande au producteur le dépôt d'un exemplaire conforme aux exemplaires courants imprimés ou fabriqués par lui. Joanne, dans son mémoire de 1720, avait déjà demandé, que, lorsqu'un ouvrage est exécuté sur plusieurs papiers différents, les exemplaires déposés soient prélevés sur le meilleur tirage ; pas plus que celui de 1720, le législateur de 1925 n'a voulu imposer cette légère charge aux imprimeurs ; cependant, plus se développent le chiffre des tirages et le nombre des éditions à bon marché, plus les tirages courants se font sur du mauvais papier ; or, pour les ouvrages destinés aux bibliothèques, il serait réellement nécessaire de n'avoir que des papiers

résistant à de nombreuses manipulations et ne s'abîmant pas en vieillissant, au lieu des papiers courants employés aujourd'hui qui ne restent présentables que quelques mois ou un an au plus.

Dans un second alinéa, l'article 4 décide que le dépôt devra, en ce qui concerne les imprimés, être effectué dès l'achèvement du tirage ; la loi du 28 juillet 1881 ne prévoyait le dépôt des imprimés qu'au moment de leur publication ; il y a donc encore là une innovation qui a provoqué des réclamations de la part de nombreux imprimeurs ou éditeurs, car il arrive souvent qu'un livre, une affiche ou un prospectus soit imprimé à l'avance et mis en réserve pour n'être publié qu'au moment propice ; comme la loi n'a prévu aucune garantie de secret, même temporaire, pour les productions remises au dépôt légal, il peut y avoir là un grave préjudice causé au producteur qui en a strictement observé les prescriptions (ou plutôt à son éditeur) ; le même inconvénient se produit lorsque plusieurs parties d'un volume sont faites dans des imprimeries différentes, à des dates parfois assez éloignées.

La loi de 1925 aborde ensuite (art. 5) la question des photographies ; elle exige pour elles, comme pour les livres, qu'elles portent le nom ou la marque de leur auteur ou du cessionnaire du droit de reproduction et la mention de l'année de création. Les épreuves photographiques « sur matières fragiles ou périssables (verre, celluloïd, etc...) », doivent être remplacées par des épreuves tirées sur papier que le législateur ne considère donc pas comme périssables. Pour les œuvres cinématographiques, le dépôt peut ne comprendre qu'une image par sujet ou scène accompagnée des titres, sous-titres ou analyse ; nous verrons plus loin que cette faculté accordée par la loi ne serait en

fait qu'une complication et qu'elle n'a pas été utilisée.

L'article 6 avait été avec l'article 9 la cause de l'échec du projet de loi en 1921 ; il prévoyait en effet que le dépôt serait fait au Ministère de l'Intérieur, aux préfectures, sous-préfectures ou mairies, directement ou par voie postale, avec recommandation en franchise ; d'où la protestation élevée par l'Administration des Postes pour les frais que cette mesure entraînait. La loi de 1925 n'autorise plus que le dépôt direct ; de plus, la nouvelle rédaction, tenant compte de la création faite entre temps de la Régie du dépôt légal, stipule que le dépôt du producteur sera effectué, pour le département de la Seine, à cette régie au Ministère de l'Intérieur, et, pour les autres départements, dans les bureaux locaux de cette régie.

Ce dépôt (art. 7) doit être accompagné d'une déclaration en double exemplaire, datée et signée, mentionnant : 1^o Le titre de l'ouvrage, les noms et sujets pour « les estampes, les photographies, etc... » (Nous ne voyons pas ce que veut dire cet « etc... ») ; 2^o Le chiffre du tirage ; 3^o Le nom de l'auteur ou la mention de l'anonymat ; 4^o Le nom, l'adresse ou la qualité de la personne pour laquelle a été fait le tirage ; 5^o La date d'achèvement du tirage. La deuxième mention (chiffre du tirage) présente beaucoup d'importance aux yeux des auteurs de la loi, car la même déclaration est imposée aux éditeurs, et on espère, par le recoupement ainsi obtenu, sauvegarder les droits des auteurs ; le rapporteur du projet de loi, comme ceux qui l'ont commenté, ont largement mis en valeur cette nouvelle fonction du dépôt légal dont les déclarations sont à la disposition des auteurs et de leurs ayants cause (art. 19). Sans même nous étonner de voir l'État s'immiscer ainsi dans les rapports entre les particuliers et jouer le rôle de

conservateur de leurs déclarations, nous restons un peu sceptique sur la valeur de ce fameux recoupement ; nous retrouverons cette question en étudiant l'application de la loi, mais nous remarquons dès maintenant qu'il faudrait pour qu'un résultat efficace soit obtenu, que les déclarations soient toujours exactes. Or, voici que la loi exige du producteur dans ses déclarations certains renseignements qui sont souvent si confidentiels, que celui-ci les fera nécessairement fausses ou incomplètes. Elle lui demande (4^o) d'indiquer le nom, l'adresse ou la qualité de la personne pour laquelle est fait le tirage ; or en matière politique, par exemple, les affiches, tracts, ou libelles, même signés d'un auteur seul et non d'un groupe, sont rarement payés par leurs signataires ; ils sont souvent financés par des gens qui ne peuvent ou qui ne veulent pas se mettre en avant ; ou bien encore, on peut avoir affaire à un capitaliste qui commandite un nouvel auteur dont les œuvres lui plaisent, mais qui ne désire nullement faire savoir que c'est lui qui tente ce lancement ; dans ce cas, ce n'est pas le rôle de l'imprimeur qui, jusqu'à présent, se croyait tenu par une sorte de secret professionnel de dénoncer son client et par la même occasion de le perdre. Cette disposition avait fait l'objet d'une vive critique de la part de M. Pierre Mitau dans le *Journal des Imprimeurs* de mai 1922 ; elle a pourtant été maintenue dans la loi de 1925, ce qui prouve encore que le législateur n'a pas abandonné son désir d'inquisition en édictant sa dernière loi sur le dépôt légal.

L'article 8 stipule qu'un reçu doit être donné au déposant par l'agent de la Régie du dépôt légal qui reçoit le dépôt. Il est recommandé aux préfets dans la circulaire qui leur fut adressée avec la loi de 1925, d'inviter les déposants à préparer eux-mêmes ce reçu en joignant à leur dépôt un

troisième exemplaire de leur déclaration qui puisse servir de récépissé; cette disposition n'a pas été introduite dans la loi; elle aurait cependant simplifié la tâche du personnel de la régie.

Avec l'article 9, la loi aborde une troisième partie : le dépôt de l'éditeur. Cet article, très important, prétend indiquer dans son premier alinéa qui l'on doit considérer comme éditeur; il n'est malheureusement pas très clair. En voici la rédaction : « Toute personne, éditeur, auteur éditant lui-même ses œuvres ou dépositaire principal d'ouvrages importés, qui met en vente ou en distribution une production des arts graphiques, portant l'indication de son nom ou de sa firme, doit sous réserve des dispositions de l'article 12, en déposer un exemplaire complet à la Bibliothèque Nationale, dans le mois de la mise en vente ou en distribution. » Il semble que la loi ait voulu imposer le dépôt de ce deuxième exemplaire, à toute personne mettant en vente ou en distribution; mais alors, pourquoi mettre en opposition, après l'expression « toute personne », l'énumération qui paraît limitative : « l'éditeur, auteur... ou dépositaire principal » ? On semble ainsi limiter l'effet des prescriptions légales aux éditeurs de profession et auteurs éditant eux-mêmes leurs œuvres. Or, lorsqu'a été promulguée la loi de 1925, le Syndicat patronal des Imprimeurs typographes a adressé à ses membres des instructions qui avaient été probablement inspirées par les auteurs de la loi et où nous lisons : « Les clients non éditeurs sont assujettis aussi à un dépôt et nous vous engageons à leur signaler cette obligation que la plupart d'entre eux pourront ignorer, sans que votre responsabilité (d'imprimeur) soit aucunement engagée en cas de non dépôt de leur part. » Cette dernière solution paraissait nécessitée par la formule

générale de l'article 1^{er} : « Les imprimés de toute nature... sont l'objet d'un double dépôt. » Dans la réalité, elle constituait une telle augmentation du nombre des assujettis au dépôt que personne n'a osé en exiger l'application ; la circulaire aux préfets qui accompagna la loi de 1925 s'était contentée prudemment de répéter le texte obscur de la loi sans le commenter et, de fait, aucun particulier ou aucune société faisant faire des brochures, circulaires, ou autres imprimés pour son propre compte, n'a été inquiété pour ne pas avoir opéré lui-même le dépôt d'éditeur. On en vient à se demander si le texte de la loi n'a pas été laissé volontairement obscur pour servir en quelque sorte de coup d'essai, prescrivant une mesure dont l'étendue d'application varierait selon l'accueil qui lui serait fait par les assujettis. De toutes façons, l'article 1^{er}, qui déclare que les imprimés de toute nature sont l'objet d'un double dépôt, est, comme nous l'avons déjà dit, en contradiction avec cet article 9, car on peut très bien concevoir des imprimés (faits pour des particuliers et non destinés à être publiés, par exemple) qui ne soient ni mis en vente ni mis en distribution et ne peuvent donc faire l'objet que d'un simple dépôt. Enfin, nous ne voyons pas pourquoi la loi mentionne ici les dépositaires d'ouvrages importés, alors que l'article 10 va instaurer pour eux un régime spécial ; on est tenté de croire qu'ils vont être obligés d'opérer deux dépôts : l'un pour se conformer à l'article 9 et l'autre (de deux exemplaires) pour se conformer à l'article 10, ce qui n'a certainement pas été dans la pensée du législateur.

L'exemplaire du dépôt d'éditeur doit être déposé dans le mois de la mise en vente ou en distribution ; l'éditeur jouit donc d'un délai plus long que l'imprimeur qui doit déposer immédiatement à la sortie des presses.

Le deuxième alinéa de l'article 9 donne des prescriptions d'ordre pratique : le dépôt d'éditeur est effectué à la Bibliothèque Nationale, directement dans le département de la Seine, par voie postale en franchise dans les autres départements ; cette mesure spéciale pour le département de la Seine a été introduite dans le projet de loi après la réclamation de l'Administration des Postes dont nous avons parlé plus haut ; de même, a été supprimée la nécessité de la recommandation pour les envois venant des autres départements. Par conséquent, bien que le troisième alinéa de l'article 9 prescrive qu'un reçu doit être donné au déposant, tant que ce reçu n'a pas été délivré, l'éditeur de province n'a aucun moyen pour prouver qu'il s'est acquitté de son obligation, puisqu'il n'a pas le reçu que la poste remet pour les objets expédiés avec recommandation ; ce reçu n'aurait du reste qu'une valeur relative puisqu'il n'indique pas le poids de l'envoi.

Le dépôt d'éditeur (art. 9, 2^e alinéa) doit être accompagné d'une déclaration en double exemplaire, datée et signée, mentionnant : « 1^o Le titre de l'ouvrage ; 2^o Les noms d'auteur, d'imprimeur ou fabricant et d'éditeur ; 3^o La date de la mise en vente ; 4^o Le prix de l'ouvrage ; 5^o Le chiffre du tirage ; 6^o Pour les livres, le format en centimètres ; 7^o Le nombre de pages et hors-texte ; 8^o La date de l'achèvement du tirage ». Bien que le texte ne soit pas rédigé dans ce sens, il faut comprendre que ce sont le 6^o et le 7^o qui s'appliquent aux livres, et que le 8^o s'applique à tous les ouvrages.

Le dernier alinéa de cet article 9 prévoit le règlement d'administration publique « qui doit déterminer dans quelles conditions pourra avoir lieu le groupement des périodiques en vue de leur envoi à la Bibliothèque Na-

tionale ». Ce décret en forme de règlement n'a été rendu que le 31 décembre 1933, donc huit ans après la publication de la loi de 1925 ; pendant ce délai, les périodiques furent déposés par l'imprimeur comme ils l'étaient sous le régime de la loi de 1881, et le dépôt d'éditeur, pour eux, ne date que du 1^{er} janvier 1934.

Ce même règlement devait déterminer les conditions et le mode d'envoi à la Bibliothèque Nationale des publications et productions fragiles.

L'article 10, tel qu'il était rédigé dans le projet de loi de 1921, était à peu près incompréhensible ; il avait même été l'objet d'une critique très spirituelle de M. Julien Reinach (*Mercur de France*, 15-7-22) qui y voyait prescrit aux éditeurs étrangers le dépôt de leur succursale en France. Cet article fut donc remanié ; tel qu'il nous apparaît dans la loi de 1925, il ordonne le dépôt de deux exemplaires de toute production des arts graphiques fabriquée à l'étranger par les libraires, éditeurs ou commissionnaires, mettant en vente ou en distribution en France ces productions, en qualité de coéditeurs ou de dépositaires principaux. Le dépôt doit être fait directement à la Bibliothèque Nationale dans les mêmes conditions que celui prescrit à l'article 9 (c'est-à-dire accompagné d'une déclaration en double exemplaire). En outre, les différentes productions visées doivent porter les mentions prescrites à l'article 2 de la loi.

La troisième partie de la loi aborde les dispositions spéciales ; elle apporte d'abord, pour certains cas, des atténuations à la rigueur de l'obligation de déposer et fixe ensuite la destination et l'usage des exemplaires remis et des déclarations qui les accompagnent. L'article 11 supprime le dépôt de l'imprimeur et ne laisse subsister que le

dépôt en simple exemplaire de l'éditeur (ou de l'auteur si celui-ci vend directement les produits de son art), pour les ouvrages dits de luxe, tirés à petit nombre et numérotés et pour les estampes tirées à moins de cent exemplaires et numérotées ; la loi est donc plus large pour les ouvrages que pour les estampes puisqu'elle ne fixe pas expressément le chiffre maximum de leur tirage. Quant aux éditions musicales, elles bénéficient d'un régime tout à fait spécial peut-être par suite des dispositions spéciales qui les régissaient déjà sous le régime de la loi de 1881 ; on ne voit pas, en effet, d'autre motif pour les faire échapper au droit commun ; elles sont déposées en double exemplaire (art. 11, § 3), par l'éditeur seul dans les trois mois de leur mise en vente (et non de leur publication). Elles ne passent pas par le Ministère de l'Intérieur (de même que les éditions de luxe) puisqu'elles ne sont pas déposées par le producteur ; la Bibliothèque Nationale n'en garde qu'un exemplaire et envoie l'autre à la Bibliothèque du Conservatoire National de Musique de Paris. Ce dernier dépôt (le texte ne semble pas vouloir dire qu'il s'agisse du dépôt des ouvrages de luxe) doit être accompagné d'une déclaration analogue à celle à laquelle est astreint le producteur.

L'article 12 concerne les réimpressions ; il ne s'applique qu'aux tirages à nouveau qui ne comportent aucune autre modification que les corrections courantes ; pour ceux-ci, le dépôt de l'ouvrage lui-même est supprimé, et il ne subsiste que la déclaration en double exemplaire semblable à celle prévue aux articles 7 et 9 qui doit être faite par le producteur et par l'éditeur, ceux-ci devant toutefois y ajouter « le numéro du tirage ou de l'édition et la date du dépôt ». La date du dépôt exigée est probablement la date du premier dépôt de l'œuvre ; cette mention est destinée

à faciliter les recherches bibliographiques ; si l'on possède la déclaration de réimpression et que l'on désire avoir le volume lui-même, il suffit de se reporter à la date indiquée pour trouver la fiche du volume déposé. Certains éditeurs ont protesté contre cette obligation, objectant qu'elle nécessitait des recherches trop longues ; nous ne pensons pas que ce soit une sujétion bien importante puisqu'il reste toujours au déposant, s'il ne peut retrouver la date du premier tirage, la possibilité de déposer son ouvrage complet comme un tirage nouveau. Les nouveaux tirages des éditions musicales (art. 12 *in fine*) bénéficiant encore d'une faveur spéciale ne sont pas assujettis aux déclarations ci-dessus ; ils sont exemptés de toute formalité.

Il arrive souvent que les estampes et photographies soient des épreuves d'un cliché ou d'une planche que les graveurs ou photographes conservent et dont ils tirent des épreuves au fur et à mesure des demandes ; ceux-ci doivent en faire le dépôt la première fois qu'ils les produisent et mentionner à ce moment que le chiffre du tirage n'est pas limité. Ils sont alors affranchis de toute déclaration de réimpression et de dépôt pour les tirages ultérieurs.

Les articles 14 et 15 fixent la destination des exemplaires déposés et des déclarations. L'exemplaire déposé par l'imprimeur ou le producteur est transmis par le service qui l'a reçu à la Bibliothèque Nationale dans le délai d'un mois au maximum à dater du dépôt. Le Ministère de l'Intérieur et les agents de la régie ne peuvent donc, théoriquement conserver à eux tous les exemplaires plus d'un mois ; ce délai est le temps maximum nécessaire pour que les réclamations que fait le service du dépôt légal de la Bibliothèque Nationale à la suite du recoupement opéré entre le dépôt de l'éditeur et le dépôt d'imprimeur surviennent

avant que les éditions ne soient épuisées. Ici encore, nous relevons une incohérence dans le texte de la loi : il y est parlé de l'exemplaire déposé par l'imprimeur ou le producteur dans les conditions des articles 4 et 9 ; or, d'une part l'article 9 ne traite que du dépôt d'éditeur, d'autre part, ce dernier dépôt ne pourrait être transmis à la Bibliothèque Nationale puisqu'il y est déjà.

Une fois en possession des exemplaires du dépôt d'éditeur et du dépôt d'imprimeur, la Bibliothèque Nationale doit attribuer l'un d'eux à un établissement public. La répartition de ces exemplaires disponibles est faite par arrêté du Ministre de l'Instruction Publique. Au début du ^{xx}^e siècle, la Bibliothèque Sainte-Geneviève, la Bibliothèque de l'Arsenal et la Bibliothèque Mazarine étaient les seules à recevoir ces volumes ; peu à peu, le nombre de attributaires a augmenté. Il y a aujourd'hui onze bibliothèques qui se partagent le deuxième exemplaire du dépôt légal : la Bibliothèque Sainte-Geneviève reçoit tous les ouvrages traitant de médecine, droit, sciences, théologie, statistiques et questions militaires ; la Bibliothèque de l'Arsenal toute la littérature, la Bibliothèque Mazarine l'histoire locale, la Bibliothèque du Conservatoire National de Musique la musicologie ; la Bibliothèque des Arts et Métiers reçoit les ouvrages traitant de sciences appliquées, la Bibliothèque d'Art et d'Archéologie et la Bibliothèque des Langues orientales, ce qui touche leur spécialité, la Bibliothèque du Musée social ce qui traite de pédagogie, la Bibliothèque de l'Institut scientifique des Recherches économiques et sociales les bilans, rapports et comptes rendus de sociétés, la Bibliothèque de Strasbourg tout ce qui a trait à l'Alsace et la Bibliothèque-Musée de la Guerre tout ce qui concerne la guerre 1914-1918.

Ainsi sont répartis les exemplaires déposés ; quant aux déclarations, l'article 15 prévoit que « l'un des doubles » (expression mauvaise puisque, dans une déclaration en double exemplaire, il y a un original et un double) de la déclaration faite par l'imprimeur est transmis à la Bibliothèque Nationale par le Ministère de l'Intérieur et que l'« un des doubles » de la déclaration faite avec le dépôt d'éditeur est transmise au Ministère de l'Intérieur par la Bibliothèque Nationale. Ce transport de pièces, très administratif, serait peut-être suffisant du Ministère de l'Intérieur vers la Bibliothèque Nationale pour permettre aux services du dépôt légal de la Bibliothèque Nationale d'indiquer les réclamations à effectuer.

Avec la cinquième partie de la loi du 19 mai 1925, nous abordons le chapitre des sanctions : « Toute déclaration fausse ou incomplète (art. 16) et généralement toute infraction à l'une des dispositions de la présente loi commise par l'une des personnes assujetties à l'obligation du dépôt légal, sont punies d'une amende de 16 à 300 francs. » Il y a ici encore une faute de rédaction qui a pour résultat de ne pas sanctionner dans certains cas l'article 2 de cette même loi de 1925 ; l'article 2 est celui qui décide que toute production des arts graphiques doit porter l'indication du nom de l'imprimeur ou du producteur, du lieu de sa résidence et le millésime de l'année de création ou d'édition ; puisque l'article 16 ne prévoit de sanctions que pour déclaration fausse ou incomplète et pour infraction commise par un assujetti au dépôt, lorsque l'imprimeur n'est pas assujetti au dépôt (ouvrages de luxe, estampes tirées à moins de 100 exemplaires, éditions musicales, travaux de ville, administratifs ou autres prévus, à l'article 3) il n'en-coure aucune sanction s'il a omis d'indiquer son nom sur

ses productions. Tout au plus, pourrait-on objecter que l'article 2 n'a pas prévu quel est le responsable de cette obligation ; ainsi, dans le cas où l'éditeur seul est astreint au dépôt, c'est contre lui que joueront les sanctions s'il a déposé un exemplaire non conforme aux prescriptions de la loi ; or, s'il est normal que l'éditeur soit responsable solidairement des infractions à l'article 2, surtout lorsque l'imprimeur n'est pas connu, il serait plus simple, lorsqu'on peut savoir qui est cet imprimeur, de le faire condamner directement puisqu'en fait c'est toujours lui l'auteur de l'omission. L'article 2 de la loi du 29 juillet 1881 avait été beaucoup plus net : dans le cas où l'indication du nom de l'imprimeur y était obligatoire, celui qui ne l'avait pas mentionné sur sa production était passible d'une amende de 5 à 15 francs et, en cas de récidive, de peine d'emprisonnement. Or, il se trouve que l'article 22 de la loi du 19 mai 1925 déclare que « sont abrogées les dispositions contraires à la présente loi, et notamment les articles 6 de la loi des 19-24 juillet 1793 et 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881 » ; cet article n'annule donc pas formellement l'article 2 de la loi de 1881 ; ne devrait-on pas en conclure que, dans les cas où l'imprimeur ne peut être poursuivi conformément à la loi de 1925 pour non indication de son nom sur les exemplaires, on devra lui appliquer les sanctions prévues par la loi de 1881 ?... Il n'a encore été fait aucune application de cette idée puisque, comme nous le verrons plus loin, il a été rarement fait usage des sanctions prévues par la loi depuis 1925. La question a été seulement controversée au moment de la parution de cette dernière de savoir si l'article 2 de la loi de 1881 était abrogé ou non ; nous pensons que l'article 2 et l'article 16 de la loi de 1925 étaient à eux deux considérés dans l'esprit du légis-

lateur comme dispositions contraires à l'ancien article 2 ; mais nous remarquons qu'il y a un manque de clarté dans ce texte de la loi de 1925.

Dans un deuxième alinéa, l'article 16 prévoit que l'amende peut, en cas de récidive, être portée à 1.000 francs. En outre, lorsqu'une réclamation, faite par lettre recommandée, est restée inefficace, l'agent de la régie peut procéder d'office à l'achat dans le commerce de la fabrication ou production non déposée, aux frais de celui qui n'a pas déposé ou déposé incomplètement ; ceci afin d'éviter que, pour les productions de grande valeur, il ne soit plus économique de payer l'amende que de fournir les exemplaires demandés, ou bien que, la procédure durant, la saisie obtenue par la régie ne soit faite une fois l'édition épuisée.

Tout délinquant (art. 17) est traduit directement devant le Tribunal correctionnel à la requête de la Régie du dépôt légal. Cette procédure a été fixée par le décret du 9 février 1926 que nous étudierons plus loin. Toute condamnation au paiement des frais d'acquisition d'exemplaires achetés d'office est prononcée au profit de la régie.

Enfin (art. 17, § 3) l'action exercée par la régie est prescrite après l'expiration d'un délai de trois ans courant « à dater de la publication ». Cette nouvelle prescription était une des modifications les plus demandées à la loi du 1881 ; elle était nécessaire pour que puissent aboutir en temps voulu les réclamations faites à la suite du recouplement entre le dépôt d'éditeur et le dépôt d'imprimeur, car il s'écoule souvent un assez grand laps de temps entre le moment où un ouvrage est imprimé et celui où il est édité. Malheureusement, il y a encore dans cet article une obscurité : au lieu de prévoir le délai de prescription à dater

de la publication, le législateur aurait été plus clair en faisant courir la prescription à dater de la mise en vente ou de la distribution ou, en spécifiant qu'il s'agit de la publication de l'ouvrage lui-même et non de son contenu qui peut avoir été déjà publié par ailleurs. Enfin, nous ne voyons pas quel peut être le délai de prescription imposé pour les ouvrages non destinés à être publiés.

La dernière partie de la loi de 1925 traite des effets du dépôt, c'est-à-dire des rapports entre le dépôt légal et la propriété littéraire. Sur ce point, l'article 18 est formel : « Le dépôt n'a qu'une valeur purement déclarative de droit. » C'est enfin la consécration de la thèse de l'Association Internationale pour la Défense de la Propriété Littéraire, que nous avons exposée à la fin de notre première partie et qui présente le droit de l'auteur sur son œuvre, comme un droit absolu dont l'existence ne peut être soumise à aucune formalité de déclaration ou de dépôt ; le dépôt légal ne confère par lui-même aucun droit sur l'œuvre à celui qui l'a opéré, il n'a pas plus de valeur qu'une simple déclaration dont on peut toujours contester la véracité.

Le dépôt légal ne vaut pas publication par lui-même. Il a donné lieu à des tentatives de fraudes basées sur les dispositions de la loi du 2 août 1882. Cette loi, modifiée par la loi du 10 mai 1898, réprime les outrages aux bonnes mœurs faites par la voie du livre et prévoit dans cette matière une prescription d'un an à partir de la publication ou de l'introduction sur le territoire français. Certains éditeurs ont alors déposé des livres tombant sous le coup de la loi de 1898 à la Bibliothèque Nationale et ne les ont répandus dans le public que l'année suivante, se disant couverts par la prescription ; cette thèse ne peut être soutenue, car il est toujours possible de prouver que le

dépôt légal n'a pas été accompagné d'une publication correspondante et n'a été effectué que dans une intention frauduleuse.

Le dépôt légal ne se confond pas avec les dépôts judiciaire et administratif instaurés pour les périodiques dans le courant du XIX^e siècle et qui sont maintenus (art. 18, § 2).

Si la loi de 1925 a supprimé tout effet attributif de droit au dépôt légal, elle a tâché par un autre moyen de défendre le droit des auteurs : en imposant à l'auteur et à l'éditeur de déclarer chacun de leur côté le chiffre du tirage de l'œuvre déposée et en mettant ces déclarations à la disposition du propriétaire du droit d'auteur. C'est pourquoi l'article 19, renouvelant les prescriptions de l'article 6 du décret du 10 février 1924, autorise les déposants eux-mêmes, les auteurs, les producteurs et leurs ayants cause respectifs à consulter ces déclarations et leur donne le droit de s'en faire délivrer des copies certifiées conformes. Nous avons déjà dit plus haut ce que nous pensons de cette mesure : puisque le législateur soupçonne la bonne foi de l'éditeur dans ses rapports avec l'auteur et avec la Régie du dépôt légal, nous ne voyons pas pourquoi il le considère comme plus correct dans ses rapports avec le producteur et pourquoi il le tient pour incapable d'imposer à l'imprimeur de faire la même fausse déclaration de tirage que lui. D'ailleurs, dans la réalité, les fraudes de l'éditeur sur le chiffre du tirage sont rares et elles ne portent en général que sur les exemplaires « de passe » qui ne sont pas comptés dans le chiffre déclaré ¹.

1. La coutume, en matière d'édition, veut que l'imprimeur livre à l'éditeur un certain nombre d'exemplaires (en général 5 p. 100) en plus du nombre commandé : c'est ce qui constitue la « passe ».

Certains éditeurs se sont plaints que l'auteur ait le droit de consulter les déclarations de dépôt même s'il a cédé ses droits sur l'œuvre, prétendant que ce n'est que le détenteur de ces droits qui a intérêt à connaître les chiffres de tirage ; nous ne pensons pas que ces chiffres présentent un caractère si secret qu'il soit anormal de permettre à l'auteur, qui conserve toujours son droit moral sur l'œuvre, de connaître son succès.

L'article 20 et l'article 21 prévoient que des décrets détermineront les conditions d'application de la présente loi et les dispositions nécessaires à son exécution ; celle-ci est applicable à l'Algérie, et des décrets portant règlement d'administration publique en détermineront les conditions d'application dans les colonies avec les modifications jugées nécessaires.

L'article 22, déjà cité plus haut, déclare abroger toute les dispositions contraires à la présente loi et notamment les articles 6 de la loi des 19, 24 juillet 1793 et 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881.

En application de l'article 21, a été rendu au *Maroc* le Dahir du 7 octobre 1932 (6 Joumada, II, 1351¹), calqué sur notre loi de 1925 sauf les quelques modifications suivantes : il prescrit un dépôt en triple exemplaires de toutes les productions dont la remise est exigée par la loi de 1925 ; deux exemplaires sont remis par l'éditeur, le troisième par l'imprimeur ou les trois par l'imprimeur quand il n'existe pas d'éditeur. Ceux-ci sont destinés, le premier à la Bibliothèque du Protectorat, le second à un établissement public au Maroc et le troisième à la Bibliothèque Nationale à Paris. Le dépôt de l'imprimeur doit être fait quarante-huit heures

¹. *Bulletin officiel du Maroc*, 11 novembre 1932.

avant la mise en vente ou en circulation, celui de l'éditeur peut ne l'être que dans un délai de huit jours (quinze jours pour géographie, estampes et photographies; deux mois pour la musique). Des simplifications sont apportées aux formalités du dépôt pour les cartes postales.

Dans les autres colonies, les règlements prévus par l'article 21 sont restés jusqu'à présent à l'état de projet, la Régie ayant attendu la publication du décret du 31 décembre 1933 concernant le dépôt des périodiques dans la Métropole pour soumettre des textes à l'approbation du Comité Consultatif du dépôt légal.

Ainsi, *en Indochine*, le dépôt légal fonctionne encore sous le régime de la loi du 29 juillet 1881, conformément à un arrêté d'application du Gouverneur Général en date du 31 janvier 1922¹. Les ouvrages, déposés en double exemplaire par l'imprimeur dans les bureaux des administrations locales, provinciales ou municipales, sont transmis à la direction des Archives et Bibliothèques de l'Indochine où ils sont estampillés; l'un des exemplaires est envoyé en France à la Bibliothèque Nationale et l'autre est conservé à la Bibliothèque Centrale d'Hanoï. Pour mettre ce régime en accord avec la loi de 1925, un projet d'arrêté a été mis au point: l'imprimeur y déposerait comme auparavant deux exemplaires dont l'un serait conservé à la Direction des Archives en Indochine, et l'autre transmis à la Régie du dépôt légal au Ministère de l'Intérieur, les éditeurs adresseraient directement à la Direction des Archives de l'Indochine deux exemplaires dont l'un serait transmis à la Bibliothèque Nationale à Paris et l'autre remis à l'une des bibliothèques des pays de l'union indochinoise.

1. *Journal Officiel de l'Indochine*, 4 février 1922.

La loi du 19 mai 1925 parut accompagnée d'une circulaire aux Préfets et d'instructions destinées par la Régie du dépôt légal à faire connaître aux éditeurs leurs nouvelles obligations ; de plus, le Syndicat patronal des imprimeurs typographes de la région parisienne y joignit une circulaire à ses adhérents.

La circulaire aux Préfets commente la loi en insistant sur les changements qu'elle apporte au régime existant. Elle innove sur un point : en autorisant les imprimeurs et éditeurs à ne faire pour certaines productions qu'un dépôt bimensuel remis le 1^{er} et le 15 de chaque mois, accompagné d'une déclaration collective. Le modèle de cette déclaration appelé modèle C se présente sous la forme de bordereau avec colonnes comportant les indications prévues aux articles 7 et 9 de la loi de 1925 ; il est spécifié que cette faveur est exclusivement réservée aux impressions faites pour des particuliers ou des sociétés et n'ayant pas le caractère de journal ou de revue telles que prospectus, statuts, actes de sociétés, compte rendu d'assemblée, circulaires, programmes, catalogues, etc... Deux autres modèles de déclaration sont donnés par cette même circulaire. Modèle A pour la déclaration du producteur et modèle B pour celle de l'éditeur. La régie y précise encore que le dépôt du producteur ne sera pas en fait, sauf pour les affiches, rigoureusement exigé « dès l'achèvement du tirage » ; elle prévoit que les mappemondes seront déposées au même titre que les cartes géographiques.

Les instructions destinées par la Régie aux éditeurs remplissent le même but vis-à-vis des éditeurs que la circulaire ci-dessus vis-à-vis des Préfets ; nous y relevons cependant une phrase qui nous paraît en contradiction avec les termes de la loi : d'après ces instructions, le

co-éditeur ou dépositaire principal d'œuvres importées ne serait tenu au dépôt que si l'œuvre porte l'indication de son nom ou de sa firme, ce qui n'est pas du tout le texte de l'article 10 de la loi. Afin de faciliter son travail et d'éviter les erreurs, la Régie insiste pour que soit établi un troisième exemplaire de la déclaration qui, rendu signé au déposant, lui servira de reçu.

La circulaire du Syndicat patronal des maîtres imprimeurs qui n'est pas un document officiel fait ressortir, comme nous l'avons vu, l'obligation qui existe pour les particuliers faisant imprimer pour leur propre compte d'opérer le dépôt d'éditeur. Elle commente aussi le texte de la loi à l'usage des imprimeurs.

*Décret du 21 novembre 1925*¹. — La loi du 19 mai 1925 avait régularisé la création de la Régie du dépôt légal faite par le décret du 20 février 1924. Cependant, pour mettre cette création entièrement en harmonie avec le texte de la nouvelle loi, un décret fut rendu le 21 novembre 1925 qui annule l'ancien et le reproduit en grande partie sauf les quelques modifications et additions suivantes. Le fonctionnaire placé à la tête de la Régie (art. 2) prend le titre d'agent général de la Régie; il est nommé par arrêté des Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction Publique après avis du Comité Consultatif. Il est prévu (art. 3) la nomination d'un agent départemental dans chaque département et de délégués de cet agent dans les sous-préfectures et dans les mairies s'il y a lieu, la liste des bureaux départementaux étant établie par arrêté préfectoral. Le Comité Consultatif est maintenu (art. 6) et le nombre de ses membres porté à 24 par l'adjonction du Conservateur du

1. Voir texte de ce décret aux Annexes.

département des Imprimés à la Bibliothèque Nationale ; de deux représentants de la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques et d'un représentant de la Chambre syndicale de l'Industrie et du Commerce des machines parlantes ; ce qui forme un total de quinze membres représentant les déposants et neuf membres fonctionnaires. Par contre, la périodicité de réunion de ce Comité n'est plus fixée, ni celle de sa délégation permanente composée de six membres au lieu de cinq. Le Comité donne son avis sur toutes les questions soumises à son examen et peut émettre des vœux sur toutes les questions relatives au dépôt légal (application, fonctionnement, modifications à apporter aux dispositions législatives et réglementaires). Les articles 6 et 7 du décret de 1924 concernant la communication des déclarations de dépôt et l'extension de l'obligation de déposer aux fabricants d'œuvres photographiques, cinématographiques ou phonographiques n'ont pas été remplacés puisque la loi de 1925 avait réglé ces deux points.

*Décret du 9 février 1926*¹. — L'article 17 de la loi sur le dépôt légal avait déclaré : « Tout délinquant est traduit *directement* devant le Tribunal correctionnel à la requête de la Régie du dépôt légal. » Cette procédure qui avait besoin d'être précisée le fut par le décret du 9 février 1926. Elle est assez particulière car elle permet à l'agent général ou à l'agent départemental de citer directement le délinquant devant le Tribunal correctionnel comme le fait le Procureur de la République et sans passer par l'intermédiaire de celui-ci. Comme il n'y a pas, dans ce cas, de constitution de partie civile, le fait de déclancher ainsi l'action

1. Voir texte de ce décret aux Annexes.

publique est un privilège qui était réservé au Procureur de la République et dans des cas spéciaux, tels que les délits forestiers, aux Conservateurs ou Gardes généraux des Eaux et Forêts.

Ces poursuites devront être précédées d'un procès-verbal en la forme administrative dressé en vertu des articles 16 et 17 de la loi (art. 1^{er}). Ce procès-verbal, s'il est fait pour infractions commises par l'imprimeur aux prescriptions des articles 2, 4, 5, 7, 13 et à celles de l'article 12 concernant l'imprimeur, sera signé par l'agent général de la Régie si l'infraction est commise dans le département de la Seine et par l'agent départemental dans les autres départements. Il le sera par l'Administrateur général de la Bibliothèque Nationale s'il s'agit d'infractions commises par l'éditeur aux articles 9, 10, 11 et 12 (en ce qui concerne les éditeurs). Nous remarquons, en passant, que le décret ne prévoit pas que l'éditeur puisse se voir dresser procès-verbal pour infraction à l'article 2 ; ce serait cependant nécessaire, comme nous l'avons vu, par suite de la rédaction de l'article 16 de la loi, dans le cas où l'imprimeur n'est pas astreint au dépôt. Les énonciations de ce procès-verbal qui n'est pas soumis à affirmation ni à enregistrement (art. 4) font foi, jusqu'à preuve contraire.

Le procès-verbal une fois dressé, est notifié à l'intéressé (art. 5). Il doit reproduire intégralement les énonciations de la facture quand l'infraction a donné lieu à achat d'exemplaires dans le commerce (art. 6). Dans le délai de deux mois suivant la notification du procès-verbal, il est délivré au délinquant, dans les formes ordinaires de la procédure correctionnelle, une citation à comparaître devant le Tribunal ; cette citation qui doit contenir copie du procès-verbal est délivrée dans le département de la Seine à la

requête de l'agent général et dans les autres départements à la requête de l'agent départemental et non de ses agents délégués. Lorsqu'il y a eu condamnation au remboursement des frais d'achat dans le commerce d'exemplaires non déposés, l'agent de la Régie fait procéder à l'exécution du jugement suivant les règles de droit commun.

Cette procédure était une arme très forte mise à la disposition de la Régie pour obtenir une exécution parfaite de la loi; nous verrons malheureusement, qu'elle fit même peur à ceux entre les mains de qui elle avait été mise et qu'elle ne fut à peu près jamais employée.

*Décret du 29 décembre 1933*¹. — L'article 9 de la loi de 1925 avait réservé le dépôt de périodiques pour un décret portant règlement d'administration publique à rendre ultérieurement. En attendant, les périodiques restaient soumis au régime de la loi de 1881; cette époque de transition qui devait être très courte s'allongea démesurément puisqu'il fallut attendre huit ans et demi pour que fut rendu le nouveau décret. Cet attermoisement fut provoqué par le refus du Conseil d'État d'approuver les premiers textes qui lui avaient été proposés parce que ceux-ci dépassaient le temps d'application très limité que leur avait assigné la loi de 1925. L'article 9 prévoit en effet que ce règlement ne déterminera que : 1^o Les conditions dans lesquelles peut avoir lieu le groupement des périodiques en vue de leur envoi à la Bibliothèque Nationale; 2^o Les conditions et le mode d'envoi à cette bibliothèque des publications et productions fragiles. On ne voit pas pourquoi des questions aussi simples n'ont pas été réglementées

1. Voir texte de ce décret aux Annexes.

plus rapidement. C'est l'article 1^{er} du décret du 29 décembre 1933 qui traite du deuxième point : les envois devront « comporter un emballage de nature à assurer leur arrivée en bon état à la Bibliothèque Nationale », ne pas excéder le poids réglementaire, ne pas contenir de notes de correspondance à l'exception de la déclaration prévue par la loi et porter d'une manière apparente la mention « Régie du dépôt légal » et l'adresse.

Le reste du décret concerne le premier point : le groupement des envois. Le mode normal de dépôt des périodiques est, comme pour les autres imprimés, d'une part dépôt en un exemplaire par le producteur au bureau de la Régie, d'autre part, envoi à la Bibliothèque Nationale d'un exemplaire de chaque numéro de ce périodique par son éditeur (remise directe par les éditeurs du département de la Seine, envoi en franchise par ceux des autres départements); ce dépôt ne représente dans la réalité pour l'éditeur qu'un abonnement supplémentaire; il est le régime de droit commun prévu par la loi de 1925 dont la mise en application avait été suspendue jusqu'en 1924 pour les périodiques, mais qui entre en vigueur à cette date. Le décret de 1933 y apporte seulement deux modifications : l'une concerne la déclaration, l'autre, facultative, autorise un groupement.

a) Au lieu de faire une déclaration en double exemplaire conforme à l'article 9 de la loi de 1925 pour chaque numéro, les éditeurs de périodiques sont admis à faire une seule déclaration globale et annuelle accompagnant le dernier numéro de chaque année, à condition qu'une déclaration analogue accompagne le premier envoi de tous périodiques nouveaux ou ayant fait l'objet de modification de titre, de format ou de périodicité.

b) La deuxième modification n'est que facultative, puisque subordonnée à une autorisation spéciale de l'Administrateur général de la Bibliothèque Nationale : peuvent être groupés en un seul envoi plusieurs numéros successifs d'un seul périodique ou de périodiques distincts mis en vente ou en distribution dans le courant d'un même mois par un même éditeur ou dépositaire principal de périodiques importés.

Ce décret est entré en vigueur dès le 1^{er} janvier 1934 ; il est très simple et rentre entièrement dans le cadre de la loi de 1925. Il a paru accompagné d'une circulaire du Ministère de l'Intérieur aux Préfets qui insiste sur le sens très large que l'on doit donner au mot éditeur ; on doit entendre par cette désignation « soit le directeur nommé par le département, soit une personne morale, un organisme officiel, une société savante, une association professionnelle, amicale, etc... ». Cette circulaire rappelle d'autre part que le dépôt d'imprimeur pour les périodiques n'est plus que d'un exemplaire comme il était depuis 1925 pour tous les autres imprimés et que les dépôts du gérant subsistent tels quels.

Le Syndicat patronal des imprimeurs typographes y a encore ajouté une circulaire à ses adhérents, les avisant que « c'était le décret du 29 décembre 1933 qui avait substitué au dépôt de deux exemplaires par l'imprimeur le dépôt d'un exemplaire par l'imprimeur et d'un exemplaire par l'éditeur », seule chose que n'avait pu faire le décret de 1933 puisque c'est la loi de 1925 qui s'en était chargée ; la Régie avait simplement soumis la mise en application de la nouvelle loi aux périodiques à une condition suspensive : la rédaction du règlement d'administration publique prévu à l'article 9.

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude des dispositions législatives et réglementaires concernant le dépôt légal en France ; c'est leur application que nous devons maintenant examiner. Pour cela, nous montrerons l'organisation des Services du Dépôt légal et leur fonctionnement.

CHAPITRE II

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES DU DÉPÔT LÉGAL

SECTION PREMIÈRE. — **Organisation.**

Les Services du Dépôt légal sous la direction de l'agent général de la Régie se divisent en deux branches ; l'une chargée de recevoir le dépôt de l'éditeur, l'autre chargée de recevoir celui de l'imprimeur.

La partie de ces services chargée de recevoir le *dépôt d'éditeur* à la Bibliothèque Nationale est la plus récente comme création puisqu'elle ne date que de la loi de 1925. Cette loi ayant été votée en période de déficit budgétaire, il fallut pour la faire passer, décider qu'elle n'entraînerait aucune dépense supplémentaire ; c'est pourquoi le service du Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale ne doit occuper que trois auxiliaires et un Conservateur-adjoint au plus. Le travail de ce service est du reste moins important que celui des services chargés de recevoir les dépôts d'imprimeurs, car il reçoit tous les produits du dépôt directement ou par poste. C'est un travail plutôt matériel : établissement et classement des fiches, établissement des reçus, rapprochement à opérer entre le dépôt d'éditeur et le dépôt d'imprimeur, réclamations aux éditeurs, copie de déclarations à établir, etc... La répartition des produits du dépôt qui ressort du domaine de la bibliographie ne se

fait qu'avec le concours des fonctionnaires du Service des entrées à la Bibliothèque Nationale.

Les productions remises sont classées en sept catégories : les volumes, les réimpressions (représentées seulement par une déclaration), les cartes de géographie et plans, les estampes, la musique, les périodiques (depuis 1934) et les « états C ». Seule la catégorie « état C » demande quelques explications : elle correspond aux déclarations modèle C faites par les assujettis pour des impressions n'ayant pas le caractère de journal ou de revue, mais comprend en fait tous les imprimés qui ne portent pas de cote dans le catalogue de la Bibliothèque nationale ; c'est-à-dire les « éliminables » (publications sans intérêt, tirages à part d'articles de revues, annuaires, etc...) et les « recueils factices » (tout ce qui ne se présente pas sous forme de volume) ; toutes les productions des états C sont groupées et numérotées, chaque numéro comprenant un plus ou moins grand nombre de pièces.

La liste des livres ainsi déposés et classés paraît régulièrement dans le grand organe bibliographique officiel français : la *Bibliographie de la France* ou *Journal général de l'Imprimerie et de la Librairie*. Cette revue éditée actuellement par le Cercle de la Librairie est hebdomadaire ; elle a été établie par le décret impérial d'octobre 1811 et a toujours donné, depuis, la liste complète des ouvrages du dépôt légal (au Ministère de l'Intérieur jusqu'en 1925, à la Bibliothèque Nationale après).

Elle comprend trois parties : 1° Une partie officielle ; 2° Une chronique ; 3° Des annonces. La partie officielle donnant la liste des ouvrages déposés comprend elle-même huit divisions : a) Livres ; b) Thèses ; c) Traductions ; d) Géographie ; e) Compositions musicales ; f) Gravures,

lithographies et photographies; g) Nouvelles publications périodiques; h) Dons faits à la Bibliothèque nationale. Cette publication est malheureusement, par suite des délais laissés aux déposants, en retard de deux à six mois pour les livres et d'un an à deux ans pour les thèses et la géographie. De plus, la tournure officielle des indications portées ne donne pas de vedette ni d'indice de classification en dehors de la cote du volume au catalogue de la Bibliothèque Nationale; le classement alphabétique à leur titre des anonymes (publications de collectivités, par exemple) rend souvent les recherches très difficiles. Enfin, il n'existe depuis 1926, pour cette partie officielle, qu'une table annuelle (paraissant en août) des livres et dons par nom d'auteur ou titres pour les anonymes. C'est pourquoi la partie la plus utilisée est à l'heure actuelle la troisième formée par les annonces payantes faites d'après les fiches remises par les maisons d'édition. Sur ces fiches, les annonceurs choisissent dans les 29 rubriques des tables celle ou celles où ils désirent voir figurer l'ouvrage annoncé; c'est d'après ces renseignements que sont établis depuis 1920, des tables méthodiques appelées « les Livres de la semaine » récapitulées chaque mois dans « les Livres du mois ». Ces « Livres du mois », comportant en plus une table par nom d'auteur et une table alphabétique des titres avec renvoi au numéro des rubriques correspondantes, sont eux-mêmes refondus dans les « Livres de l'année » qui paraissent en avril, divisés en cinq fascicules généraux (Belles Lettres, Droit et Sciences sociales, Technologie, Histoire des Beaux-Arts, Médecine et Sciences), accompagnés chacun de tables identiques aux précédentes. Cette dernière partie, la plus vivante, ne comprend malheureusement que les ouvrages pour lesquels l'éditeur a fait les

frais d'une annonce ; on n'y trouve ni publications officielles ou administratives ni éditions à compte d'auteur, ni romans populaires à bas prix, ni une grande partie de la littérature scientifique ou technique.

Ainsi composée la *Bibliographie de la France* est l'organe du Livre français ; si elle n'est pas encore parfaite de grands efforts sont faits pour l'améliorer sans trop charger le budget du Cercle de la Librairie. Elle élimine, pour ne pas en être encombrée les réimpressions sans changements, les tirages à part d'articles de revues, les annuels qu'elle ne mentionne que la première année, et tous les documents sans intérêt bibliographique. Enfin elle constitue dans sa première partie une publicité gratuite faite par l'État au profit des redevables du Dépôt légal.

Le travail le plus important du Service du dépôt légal consiste à recevoir et à transmettre le *dépôt de l'imprimeur*. En effet, les produits de celui-ci sont d'abord reçus dans les mairies, sous-préfectures et préfectures où les agents de la Régie en prennent connaissance et en donnent reçu après avoir vérifié les mentions portées sur les déclarations ; de là ces productions doivent être dirigées sur les préfectures si elles n'y sont pas déjà où le personnel de la Régie procède à leur enregistrement en opérant un premier classement. Ensuite, productions et déclarations sont transmises au Ministère de l'Intérieur, le tout dans un délai d'un mois au maximum après le dépôt.

Pour faire ce travail, le personnel de la Régie se compose d'un agent départemental pour chaque préfecture et d'agents délégués dans toute localité où il y a une imprimerie. La nomination de tous ces agents est faite par arrêté préfectoral. La fonction d'agent départemental est une

fonction importante puisque c'est ce fonctionnaire qui tient registre de toutes les productions déposées et qui possède le droit de citation directe prévu par le décret du 9 février 1926. Comme il n'a pas été prévu de crédit spécial pour cette fonction, elle doit échoir à un fonctionnaire de la préfecture déjà occupé par ailleurs ; une circulaire du Ministère de l'Intérieur du 7 juillet 1921 avait enjoint aux Préfets de nommer à ce poste l'archiviste départemental qui est le fonctionnaire le plus qualifié par ses aptitudes et ses occupations pour s'occuper du dépôt légal. Mais probablement parce que la partie matérielle du travail qui leur était demandée prenait à certains archivistes beaucoup de temps et manquait un peu d'intérêt, la mesure édictée par la circulaire de 1921 fut rapportée et une circulaire du 2 décembre 1925 interdit d'imposer les fonctions d'agent départemental de la Régie à l'archiviste. Depuis, cette fonction a été confiée à divers employés des préfectures tous bien moins qualifiés et déjà chargés d'occupations fort différentes par leur nature ; la solution la meilleure paraît avoir été de tourner la réforme de 1925 en nommant un fonctionnaire du Service des Archives qui dépend de la préfecture et qui n'est pas l'archiviste lui-même.

Quant aux agents délégués, qui sont institués dans les sous-préfectures ou autres localités où se trouvent des imprimeries, ils doivent donner reçu des productions aux déposants et les transmettre directement à l'agent départemental ; ils doivent aussi solliciter les dépôts en cas de manquement mais n'ont pas le droit de citation directe ni de classement à faire dans les productions déposées. La fonction peut en être confiée au secrétaire de la mairie qui l'accepte bénévolement ou plutôt au commissaire de police

qui peut surveiller ainsi les mouvements d'opinion, se trouve en relations suivies avec le Parquet et exerce plus facilement un contrôle chez les imprimeurs.

Les productions remises à l'agent délégué sont transmises chaque semaine par lui à l'agent départemental ; l'agent délégué se contente de mentionner sur un carnet d'enregistrement numéroté le nom du déposant et la date du dépôt ; il indique le numéro du carnet sur le reçu donné au déposant et sur les déclarations transmises à l'agent de la Régie. Cet enregistrement est fait strictement par ordre de date sans tenir aucun compte de la nature des productions déposées.

C'est une fois arrivés à l'agence départementale que les imprimés subissent un premier tri et qu'ils sont enregistrés. Théoriquement, ces enregistrements doivent être faits au jour le jour pour les imprimés déposés à l'agence départementale et tous les quinze jours pour les productions venant des bureaux annexes (agents délégués) (Circularité du 22 octobre 1921). Il est prévu, dans ce but, trois registres différents sans compter les carnets accessoires : registre A pour tous les volumes et écrits non périodiques ou périodiques annuels ; registre B pour les périodiques et registre C, facultatif, pour les estampes (et photographies depuis 1925) ; toutes les inscriptions sur ces registres sont numérotées et le numérotage doit recommencer chaque année dans chaque registre au numéro 1. De plus, il doit être tenu deux carnets particuliers, l'un pour les affiches, l'autre pour les périodiques. Le numéro 1 du registre A est en effet réservé chaque année à l'enregistrement global de la totalité des affiches et celles-ci sont enregistrées au fur et à mesure de leur arrivée sur le premier des carnets spéciaux ci-dessus. Quant aux périodiques, ils sont enregistrés au jour le jour

sur le deuxième carnet spécial qui comporte une page pour chacun d'eux où chaque numéro est inscrit à son arrivée de façon à voir immédiatement si l'un d'eux n'a pas été déposé; l'inscription au registre B ne sera faite que globalement pour chaque périodique, au moment de l'envoi au Ministère de l'Intérieur, tous les mois ou tous les quinze jours. Enfin, la circulaire du 26 mai 1925 ayant créé une nouvelle catégorie d'imprimés (n'ayant pas le caractère de volumes...) déposés avec déclaration globale modèle C, il faudrait ouvrir pour ceux-ci un carnet spécial analogue à celui qui est consacré à l'enregistrement des affiches; toutefois, aucune circulaire n'a prévu cette dernière mesure depuis 1925. Nous avons ainsi six registres ou carnets différents qui doivent être tenus par l'agent départemental; en fait, le registre C (facultatif réservé aux estampes) n'est presque jamais tenu, le nombre des estampes et photographies déposées étant trop faible.

En même temps qu'il opère cet enregistrement, l'agent départemental appose sur la production une estampille à côté de laquelle il indique le numéro de dépôt correspondant à celui du registre A, B ou C ou à la sous-numération des carnets; il consacre ainsi l'entrée du livre ou du document dans le patrimoine national. Tous les mois au maximum (tous les quinze jours dans certaines Régies) l'agent départemental transmet au Ministère de l'Intérieur les productions qui lui ont été remises. La circulaire du 7 juillet 1921 citée plus haut avait autorisé plusieurs exceptions à cette transmission; deux d'entre elles concernaient seulement l'un des deux exemplaires du dépôt effectué sous le régime de la loi de 1881, elles ne s'appliquent donc plus depuis que l'imprimeur n'est plus astreint qu'au dépôt d'un exemplaire; il ne reste qu'une exception autorisée et

qui concerne les affiches : « il est fait, dit le texte de la circulaire, entre les nombreuses affiches déposées dans le département un choix afin de n'envoyer à Paris (et en un seul exemplaire) que celles offrant un intérêt général. On comprendra parmi ces dernières, les affiches électorales et celles ayant un caractère politique ». Il est regrettable que la Régie n'ait pas donné plus de précisions à ce sujet et que ce soit l'agent départemental qui soit chargé d'apprécier l'intérêt général que présente une affiche ; nous craignons que bien souvent l'intérêt artistique passe ainsi au second rang, après l'intérêt politique.

Enfin, l'agent départemental est chargé de faire appliquer la législation sur le dépôt légal dans son département ; il réclame les productions non déposées dont il connaît l'existence soit par ses propres moyens, soit par les réclamations qui lui sont transmises des services de la Régie à la Bibliothèque Nationale chargés de recevoir les dépôts d'éditeurs. Si l'imprimeur refuse de déposer après une première réclamation, l'agent peut dresser procès-verbal et user de son droit de citation directe pour faire jouer les sanctions.

Cette organisation, telle que nous venons de la montrer, nous paraît à peu près parfaite ; voyons comment elle a fonctionné dans la réalité.

SECTION II. — **Fonctionnement.**

Dans le fonctionnement du dépôt légal, nous devons considérer deux choses : l'exécution du dépôt d'imprimeur et celle du dépôt d'éditeur.

En ce qui concerne le dépôt d'imprimeur, nous trouvons des renseignements très intéressants fournis sur son fonc-

tionnement dans un rapport présenté par l'Inspection Générale des Services administratifs en 1930. Ce rapport, dont la confection avait été décidée à la suite d'un vœu de la Société des Gens de Lettres attirant l'attention des Pouvoirs publics sur l'importance de l'application régulière de la loi sur le dépôt légal, est signé de M. Auzenat, Inspecteur Général-adjoint. Après une étude générale de la législation du dépôt légal en France, il donne une critique d'ensemble sur son fonctionnement à la Régie et dans les agences départementales, basée sur les rapports particuliers d'Inspection de cette année 1930.

D'après ce rapport, nous constatons que jamais les pouvoirs accordés par le décret du 9 février 1926; tant à l'agent général de la Régie qu'aux agents départementaux, n'ont été utilisés. Il n'y a qu'un cas où l'on ait vu l'agent départemental de la Régie faire usage de son pouvoir de citation directe¹. Dans les sept autres cas que signale le rapport Auzenat, où l'agent a décidé d'entamer des poursuites contre un délinquant, il a été procédé par voie de plainte au Parquet, et l'affaire a été classée; en règle générale, la Régie n'a pas recours aux Tribunaux et se contente de réclamations amiables. Il est très caractéristique de constater que, en matière de dépôt légal, les Préfets et autres autorités administratives semblent penser qu'ils porteraient atteinte à la liberté individuelle s'ils faisaient appliquer strictement la loi. Le rappel à l'ordre est toujours préféré par eux, même en cas de récidive; ce procédé donne souvent des résultats satisfaisants, car la bonne volonté des imprimeurs est grande, paraît-il, et c'est en général par oubli ou inconscience de leurs devoirs qu'ils pèchent; mais

1. Agence départementale du département de l'Indre.

il ne peut donner des résultats parfaits, car il est impossible aux agents de la Régie de réclamer tout ce qui n'est pas déposé ; ceux-ci ne peuvent en effet savoir tout ce qui s'imprime ni disposer d'assez de temps pour faire autant de réclamations qu'il y a de manquements : quelques sanctions sérieuses seraient plus efficaces. L'influence politique des imprimeurs est peut-être grande, mais il n'y a pas là une raison suffisante pour ne jamais les heurter de front.

Le résultat en est que, parmi les livres, la proportion de ceux qui ne sont pas déposés est encore assez forte (certaines estimations donnent 20 p. 100) ; dans les estampes, elle est beaucoup plus élevée ; dans les autres catégories, l'habitude de déposer n'a encore jamais été prise : les photographies n'arrivent qu'en nombre dérisoire, certains imprimeurs de cartes postales refusent nettement de déposer, trouvant que les formalités accompagnant le dépôt sont trop compliquées et les artistes tirant eux-mêmes des épreuves de leur œuvre au fur et à mesure des demandes attendent qu'on les prie de déposer un exemplaire pour le faire (Nous ne parlons pas des disques et films que nous réservons pour le prochain chapitre.)

Si les agents départementaux ou l'agent général devaient eux-mêmes réclamer tous ces imprimés non déposés, leur temps tout entier serait absorbé par leur occupation d'agent de la Régie. Or, comme nous l'avons constaté, ils ont toujours par ailleurs d'autres occupations et, depuis que la circulaire du 2 décembre 1925 a interdit de nommer à ce poste les archivistes, le travail normal du fonctionnaire nommé est souvent assez peu compatible avec les fonctions d'agent de la Régie du Dépôt légal. Le rapport Auzenat constate que pendant la période 1921-1925 où les Archivistes en étaient chargés, le service du dépôt légal a plus

régulièrement fonctionné que depuis; l'Archiviste départemental était en effet tout indiqué pour s'en occuper : habitué aux méthodes de classement, bibliographe averti, ayant par ses fonctions entrée chez les imprimeurs, au courant de la production intellectuelle de son département.

Les fonctionnaires nommés à la place des archivistes depuis 1925 ignorent souvent beaucoup de leurs obligations. Comme ils sont très occupés en dehors de leurs fonctions de régisseur, leurs registres, au lieu d'être tenus au jour le jour, ne sont mis à jour que tous les quinze jours ou tous les mois; ainsi la date du dépôt qui, en matière de contrefaçon, peut être un moyen de preuve très important, n'a pas la valeur certaine qu'elle devrait avoir; de plus, il semble difficile d'exiger du déposant qu'il soit plus exact à déposer dès l'impression terminée que ne l'est l'agent départemental à mettre à jour ses registres et à transmettre le produit du dépôt au Ministère de l'Intérieur.

Quant au dépôt d'éditeur, celui-ci est récent puisqu'il ne date que de 1925. Malheureusement, nous avons vu que le personnel de la Régie à la Bibliothèque Nationale est extrêmement réduit; or ce maigre personnel doit : recevoir tous les dépôts d'éditeurs de France et en envoyer des récépissés, recevoir directement le dépôt de tous les éditeurs du département de la Seine et des importateurs d'ouvrages imprimés à l'étranger, et en donner reçu; classer tous ces documents à l'arrivée, établir des fiches, examiner si celles-ci concordent avec celles qui arrivent du Ministère de l'Intérieur, classer ces dernières, voir si les éditeurs ont bien déposé tout ce qui a été imprimé pour leur compte et réclamer ce qui ne l'a pas été, ou, réciproquement, faire demander par le Service du Dépôt légal du Ministère de l'Intérieur ce qui a été déposé par l'éditeur et pas par un

imprimeur, enfin, faire les recherches pour les auteurs qui demandent communication de déclarations de dépôt afin de vérifier les tirages. On pense bien que dans ces conditions les fonctionnaires employés ne peuvent faire que le plus pressé : si un éditeur met de la mauvaise volonté à déposer, on lui fera peut-être une réclamation amiable, mais l'Administrateur de la Bibliothèque Nationale va rarement jusqu'à dresser procès-verbal. Le décret du 31 décembre 1933 a ajouté au travail de ce personnel le classement des périodiques qui arrivent directement à la Bibliothèque Nationale ; or, si certains déposent mal, d'autres déposent parfaitement et on imagine difficilement du nombre de feuilles locales, bulletins paroissiaux, bulletins de sociétés de tir à l'arc, joueurs de boules, etc... qui sont expédiés régulièrement et encombre les services.

La statistique qu'on trouvera page 106 indique l'importance des dépôts remis directement à la Bibliothèque Nationale depuis 1925.

Il faut remarquer que, si les chiffres des premières rubriques correspondent à peu près à la réalité, ceux de l'état C représentent le nombre de numéros et non le nombre d'unités déposées, chaque numéro comportant un grand nombre de pièces. D'autre part, le dépôt des périodiques, n'étant effectué directement à la Bibliothèque Nationale que depuis le 1^{er} janvier 1934, n'est pas porté sur ce tableau.

Parmi les ouvrages imprimés à l'étranger, sont seuls déposés ceux qui sont vendus en France avec la marque d'un coéditeur ou dépositaire français puisque la Régie, dans la circulaire aux éditeurs de 1925, a décidé d'exempter du dépôt les dépositaires même exclusifs d'œuvres ne portant pas leur marque.

DÉPÔT D'ÉDITEUR A LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

	1925 Juillet- décembre.	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Volumes.	4.264	40.432	42.200	42.033	42.079	43.333	43.837	43.043	43.676
Réimpressions	1.189	3.245	2.620	2.770	2.770	3.141	2.676	2.283	2.298
Etats G.	455	4.788	4.956	2.624	4.933	4.088	2.350	2.408	4.932
Géographie	455	298	187	233	232	456	80	436	76
Estampes	955	3.476	3.034	3.348	4.177	884	705	782	
Musique.	2.337	4.153	4.026	3.523	3.936	4.593	4.870	3.682	3.938

Il y a plus grave : ce n'est pas seulement le Dépôt légal qui est mal effectué ; les prescriptions l'accompagnant dans la loi de 1925 restent aussi souvent inexécutées : ainsi en est-il surtout de l'indication de la résidence de l'imprimeur. Certains éditeurs qui font imprimer leurs productions dans différentes imprimeries et qui ne veulent pas le faire savoir, déclarent qu'ils n'utilisent les imprimeurs qu'à titre de façonniers et qu'ils leur apportent le travail tout préparé en leur fournissant la composition et le papier ; ils voudraient ainsi être considérés comme imprimeurs eux-mêmes et refusent de laisser indiquer où les œuvres sont produites en réalité. Cette prétention a été soutenue par certains éditeurs et par les agents de publicité ; elle nous semble aller entièrement à l'encontre de l'idée du législateur qui, d'une part, a demandé le dépôt à toute personne imprimant un texte, quelles que soient les conditions commerciales dans lesquelles est faite l'opération et, d'autre part, a dirigé tous ses efforts vers l'obtention d'un double dépôt provenant de deux origines différentes, permettant ainsi le contrôle de l'un par l'autre et le recoupement entre les chiffres de tirage. Si une production ne porte que le nom d'un courtier en imprimerie (agent de publicité ou autre) qui travaille entièrement par l'intermédiaire d'un façonnier et ne possède aucun matériel ou local important, la mise en jeu de la responsabilité de l'éditeur en cas de diffamation ou de contrefaçon n'aura pas d'effet puisque le courtier n'offre aucune surface et que les autres responsables restent inconnus. La Régie a tenté d'enrayer cette habitude ; mais elle s'est contentée de réclamations amiables qui sont souvent restées sans succès. Il n'a même pas été engagé de procédure dans un cas plus grave : celui où un éditeur a déposé un ouvrage

contraire aux bonnes mœurs avec faux nom d'imprimeur.

Critiquant aussi le fonctionnement du dépôt légal en France dans un article paru en septembre 1933 dans le *Droit d'auteur*, M. Albert Vaunois signale un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 19 juin 1931 qui a condamné un éditeur au paiement d'une amende pour tromperie sur la nature de l'impression et n'a pas sanctionné le fait que l'ouvrage n'avait pas été déposé. De même, dans un cas de fausse indication d'origine pour des imprimés produits en Bavière et portant la mention : « Editions B..., Paris », on a invoqué pour punir le délinquant la loi du 20 mars 1930 visant les fausses indications d'origine de marchandises et non la loi du 19 mai 1925 (Trib. cor. de la Seine, 3 novembre 1932. *Gazette du Palais*, 1933, I, 216). Si la loi de 1925 était appliquée régulièrement, les imprimeurs et éditeurs n'auraient aucun besoin de faire des démarches incessantes pour obtenir que soit rendue obligatoire l'indication d'origine ; il est malheureux de constater avec M. A. Vaunois que cette loi ou plutôt les sanctions qu'elle comporte sont presque tombées dans l'oubli.

Pour nous résumer, disons que la loi de mai 1925 nous apparaît comme un monument très intéressant : elle a réalisé des réformes très utiles en imposant le double dépôt aux éditeurs et imprimeurs, en aggravant les sanctions à l'absence de dépôt et en allongeant la prescription ; mais un texte ne suffit pas à créer ou à perfectionner une institution. L'Administration est responsable en grande partie de l'exécution imparfaite de cette loi : nous ne pouvons ici que citer la conclusion du rapport de M. Auzenat :

« Si, en définitive, l'Inspection générale ne peut qu'incliner en faveur d'une méthode persuasive qui, dans son

« application, donne de bons résultats, elle doit s'élever
« contre les interprétations d'une tolérance abusive con-
« sistant à abandonner tout contrôle et à considérer le
« service comme accessoire. »

« La Régie du dépôt légal ne peut donner dans ces con-
« ditions les avantages que le législateur de 1925 pouvait
« en attendre... et l'organisation nouvelle n'a pas encore
« démenti l'observation faite en 1921 par M. Marcel Plai-
« sant : « Le dépôt d'imprimeur est mal exécuté. Mais les
« intermédiaires, tels que sous-préfectures et préfectures,
« partagent au moins avec les imprimeurs la responsabi-
« lité des négligences et des lacunes. » Dans le domaine de
« l'organisation administrative, on est donc fondé à pré-
« tendre que le moment n'est pas encore venu de juger la
« réforme de 1925 à ses résultats. A cet égard, sans aucune
« retouche législative, des progrès importants sont pos-
« sibles et de nouvelles mesures s'imposent... »

Depuis la confection de ce rapport, il ne paraît pas qu'il y ait eu d'amélioration notable dans le fonctionnement du dépôt. La Régie prétend ne pouvoir faire mieux par suite de l'insuffisance de son personnel et du manque absolu de crédits pour engager des poursuites.

La résistance des assujettis ne semble pas avoir été importante : il y a eu quelques oppositions individuelles, mais en général tous les producteurs et éditeurs ont montré beaucoup de bonne volonté. Il faut aussi chercher des responsabilités chez les bibliothécaires eux-mêmes, à qui la loi de 1925 voulait apporter un nombre considérable de productions nouvelles qu'ils ne pouvaient même pas classer et qu'ils désiraient donc fort peu. Dès lors, c'est le texte de la loi qu'il faut accuser d'avoir voulu être trop universel. Tout ce qui est demandé est très intéressant, mais on a un

peu l'impression que le législateur, faisant une loi, a demandé le maximum de ce qui pouvait être déposé, espérant que, le temps aidant, les assujettis finiraient par obéir aux nouvelles prescriptions. Cette méthode, peu juridique, n'est peut-être pas celle qui donne le meilleur résultat ; il eût mieux valu demander moins, mais prévoir une organisation qui permit une application de la loi sans réserve. On aurait pu, dans ces conditions, appliquer les sanctions de temps en temps et, la crainte étant le commencement de la sagesse, le dépôt eût été bien plus régulier sans même nécessiter autant de réclamations qu'il en nécessite actuellement ; les imprimeurs et les éditeurs se sont bien soumis, comme les autres industriels, à des formalités administratives (exigences fiscales, assurances sociales, etc...) autrement plus désagréables, ils auraient bien volontiers, si on le leur avait imposé, fait l'effort nécessaire pour exécuter les prescriptions de la loi sur le dépôt légal, du moment qu'elle ne leur apparaissait plus comme une loi de police.

CHAPITRE III

LE DÉPÔT LÉGAL DES PRODUCTIONS CINÉMATOGRAPHIQUES ET PHONOGRAPHIQUES

L'article premier de la loi du 19 mai 1925 ordonne expressément le double dépôt par le producteur et l'éditeur des œuvres cinématographiques et phonographiques. L'article 5 de la même loi autorise le « producteur de bandes cinématographiques à ne déposer qu'une image ou sujet par scène, accompagnée des titres, sous-titres et analyse ».

Telles sont les dispositions qui prétendaient, en 1925, instaurer le dépôt légal des disques et films en France. Depuis, la Régie du Dépôt légal n'en a fait nulle mention dans ses circulaires et il n'y en a eu aucun commencement d'exécution. Ce chapitre se bornera donc à l'étude des raisons pour lesquelles le dépôt légal des disques et films n'a pu être effectué comme l'est celui des produits de l'imprimerie et à indiquer les possibilités qui se présentent d'en obtenir une exécution partielle. Nous verrons ainsi que s'il n'y a eu aucune réalisation, la question a été cependant très étudiée tant par le Comité Consultatif du Dépôt légal que par les nombreuses personnes intéressées.

Le dépôt des disques et films était irréalisable en 1925 pour la raison primordiale qu'il n'y avait aucune organisation pour le recevoir. Le Ministère de l'Intérieur se sou-

ciait fort peu de recevoir des disques et des films qu'il n'était pas outillé pour déchiffrer ; la Bibliothèque Nationale, de son côté, ne pouvait ni ne voulait recueillir les disques, choses fort encombrantes, et les films, matière inflammable, qu'elle ne pouvait utiliser. Il fallait donc créer une cinémathèque et une discothèque nationales capables de recevoir le Dépôt légal et modifier en conséquence la loi de 1925. La chose n'était pas aussi simple qu'elle paraît ; nous allons en dire les raisons. Nous serons ainsi amenés à séparer les deux objets de ce dépôt dont la technique est différente et nous verrons, en terminant, que le progrès de la science les fait se rejoindre.

Au préalable, il faut remarquer que l'opposition la plus vive ne vint pas des déposants eux-mêmes, car, si ce dépôt leur coûtait assez cher, il déchargeait en partie leur service d'archives en leur assurant que l'État conserverait toujours un exemplaire de leurs productions et se chargerait lui-même de documenter les chercheurs.

Nous ne distinguerons pas dans ce chapitre le producteur et l'éditeur car ils sont toujours confondus : les grandes maisons d'édition phonographique et cinématographique ont toutes des studios où elles produisent elles-mêmes les œuvres qu'elles mettent en vente.

1. Les œuvres cinématographiques. — Ce sont des raisons budgétaires qui ont empêché l'organisation du Dépôt légal des films. Un film ne peut être lu comme un livre par toutes les personnes qui désirent le consulter ; il ne peut être passé de nombreuses fois sans s'abîmer et perdre toute sa valeur, tandis qu'un livre garde son intérêt documentaire même s'il n'est pas en parfait état ; un film doit en outre faire l'objet de soins d'entretien minutieux et

de précautions spéciales dues à son inflammabilité. Il faut donc de gros crédits pour fonder une cinémathèque d'État responsable du Dépôt légal ; celle-ci devra être outillée de façon à permettre aux chercheurs de consulter ses richesses et de prendre des doubles des bandes conservées sans abîmer les originaux ; elle devra en outre disposer de locaux suffisamment vastes et disposés pour permettre la conservation des films.

Le dépôt d'un exemplaire de chacun de ses films est une lourde charge pour le déposant (un tirage spécial d'un film normal peut coûter plusieurs milliers de francs). C'est pourquoi le législateur de 1925 avait cru permettre une économie en introduisant dans son texte l'article 5 autorisant le dépôt d'une seule image par sujet ou scène ; il avait même été prévu, dans le projet initial de 1919 du Syndicat pour la défense de la propriété intellectuelle, le dépôt d'une image sur trente. Mais il fallait ne pas connaître le sens de l'art cinématographique pour croire que le vu de quelques épreuves, même nombreuses, pourrait donner une idée du mouvement et du jeu d'un film dont le scénario est en général un élément tout à fait secondaire. En outre, le tirage d'une épreuve sur papier de chaque scène ou sujet du film représente une opération technique assez compliquée et presque aussi coûteuse que la reproduction de tout le film. Aussi, aucun producteur de film n'a-t-il jamais usé de la faculté que lui laissait l'article 5 de la loi de 1925 et le Comité Consultatif qui a étudié plusieurs fois la question du dépôt des films n'a-t-il jamais envisagé que le dépôt du film en entier.

En raison du prix de revient de ces bandes, l'État se doit de faire le nécessaire pour conserver dignement les productions dont il exige le dépôt. Il existe actuellement deux

cinémathèques, l'une de la Ville de Paris qui ne dépend pas directement de l'État et l'autre au Musée pédagogique à but strictement limité ; de plus, le Ministère des Beaux-Arts possède sous la direction de M^{me} L. Albin Guillot, des archives cinématographiques et photographiques. Le « projet d'outillage national » et le « plan Marquet » ont prévu tous les deux la construction près du Trocadéro d'une vaste cinémathèque nationale qui serait équipée d'après les procédés les plus modernes, jouerait pour les œuvres cinématographiques le rôle que joue la Bibliothèque Nationale pour les livres, et serait dotée dans les caves du Donjon de Vincennes d'une annexe destinée à la conservation des productions. Cette cinémathèque prendrait d'abord possession des archives actuelles du Ministère des Beaux-Arts, recevrait le Dépôt légal pour l'avenir et tâcherait de recueillir tous les films du passé qui n'ont pas été déposés.

Il est probable, que, pour une cinémathèque ainsi organisée, les maisons d'édition cinématographique feraient volontiers les frais d'un dépôt légal régulier, car elles commencent à se rendre compte que bon nombre de productions représentant les débuts du film muet ont été perdues pour le plus grand tort de l'art cinématographique. En outre, le nombre de films produits annuellement n'est pas considérable et il semble qu'étant donnés les millions que coûte un grand film, les quelques milliers de francs que représente le don d'une bande aux archives nationales ne seraient pas un obstacle au dépôt légal.

2. Les œuvres phonographiques. — Nous nous trouvons avec les disques en face de difficultés techniques plus graves. Les disques répandus dans le commerce sont très

fragiles. Il suffit qu'ils aient été joués une cinquantaine de fois pour qu'ils soient définitivement hors d'usage. Ils sont en outre d'un encombrement extrême : l'on peut comparer la quantité de paroles enregistrées sur un disque à celle que contient une seule page de livre ; un livre occuperait donc sur disques un casier de plus de 1 mètre de côté sur une profondeur de 0^m,30.

Pour remédier au premier inconvénient, le manque de durée des disques, on a proposé que les producteurs déposent une matrice au lieu d'un disque. Nous devons expliquer que les disques sont en matière moulée ayant reçu l'empreinte d'une matrice en relief, en cuivre, obtenue elle-même par galvanoplastie, d'après le disque-type en cire sur lequel a été pris l'enregistrement. Si le fabricant déposait une matrice, la discothèque (ou phonothèque) n'aurait plus qu'à prendre les empreintes de celle-ci ; malheureusement cette méthode entraînerait pour le déposant des frais considérables, d'autant plus exorbitants qu'il ne faut pas oublier qu'en matière de phonographie, les disques de l'intérêt artistique ou documentaire le plus certain ne sont tirés qu'à un petit nombre d'exemplaires car ils se vendent beaucoup moins que les niaiseries à la mode. Il faut donc renoncer à l'espoir de voir jamais déposer les matrices, dépôt qui équivaldrait à faire remettre par les imprimeurs les formes typographiques.

Il existe heureusement une autre méthode : les phonothèques possèdent des appareils qui leur permettent, d'après un disque original, d'obtenir par des procédés d'acoustique électrique un disque-reproduction un peu moins parfait que le modèle mais donnant des résultats satisfaisants. Ces disques peuvent alors être consultés à volonté ; mais il faut pour cela tout un matériel spécial.

Le deuxième inconvénient du disque consiste dans son encombrement énorme et dans les frais de conservation qu'entraînerait le dépôt de toutes les productions sans exception. C'est la raison pour laquelle le Comité Consultatif du Dépôt légal s'est prononcé pour l'idée d'une sélection à faire opérer par une Commission spéciale dans les catalogues des maisons d'édition phonographique ; celles-ci seraient alors obligées de déposer les disques choisis.

Il n'y a actuellement qu'une discothèque officielle : c'est, à l'Institut phonétique de l'Université, la phonothèque placée sous l'active direction de M. Dévigne. Ces collections ont été formées grâce au décret du 11 août 1927 par la fusion des Archives de la Parole de l'Université de Paris et du Musée de la Parole et du Geste de la Ville de Paris. La phonothèque a pour but de : « recueillir et conserver en matières inaltérables la parole des hommes célèbres, la diction et le chant des grands artistes, les chants et mélodies populaires, les langues, dialectes et patois, spécialement celles ou ceux qui s'éteignent ou s'altèrent ; établir des disques de choix à l'usage des établissements d'enseignement, et contribuer à la diffusion et à la conservation de notre langue nationale et de la parole humaine (point de vue pathologique) ». A la phonothèque est adjoint un laboratoire du son pourvu des derniers perfectionnements qui permettent d'enregistrer sur place, de produire les disques d'après des disques ou cylindres existants ou par moulage d'après des matrices. L'Institut de Phonétique se glorifie d'avoir été ainsi la première « imprimerie » officielle de disques, imprimerie dépendant de l'Université comme l'a été la première imprimerie officielle de livres. Nous avons là un modèle de ce que pourra être plus

tard la phonothèque nationale alimentée par le dépôt légal.

Ce que nous venons de dire convient au disque tel qu'il existe en l'état actuel de la science. Mais, avec les films sonores, apparaît un nouveau procédé qui peut être vulgarisé rapidement. Si, par suite du développement de l'emploi des cellules photo-électriques et de leur meilleure utilisation, les disques en matière solide sont remplacés par des pellicules s'enroulant à la manière des films, les difficultés de conservation seront très vite aplanies, car leur encombrement deviendra du jour au lendemain des plus réduits ; l'on pourrait alors exiger un dépôt des productions phonographiques aussi complet que celui des productions cinématographiques.

Ainsi ces deux objets du dépôt se rapprochent grâce aux progrès de la science : d'une part, le cinéma « parlant » devient une production sonore, d'autre part, les productions phonographiques pourraient, dans un avenir proche, être fixées sur un film qui serait déchiffré au moyen d'un rayon lumineux remplaçant l'aiguille actuelle. C'est pourquoi nous croyons que la cinémathèque nationale, dont certains projets font déjà une phonothèque nationale, sera appelée à conserver un jour toute la production phonographique et cinématographique française devenant, comme l'ont appelée ses parrains, la « Bibliothèque nationale du film et du disque ».

A titre de conclusion, l'on peut dire que les techniques du film et du disque sont encore dans l'enfance ; les productions actuelles n'en sont que plus intéressantes à conserver ; il est regrettable que, pour des questions budgétaires, il n'ait encore été rien fait dans ce sens ; peut-être eut-il mieux valu, avant d'édicter les prescriptions de la

loi de 1925, chercher un moyen de réaliser le dépôt et la conservation de ces productions : on aurait ainsi gagné du temps. Nous sommes cependant persuadés que ce dépôt, qui est aussi nécessaire pour l'intérêt national que celui des productions de l'imprimerie, ne va pas tarder à être organisé.

TROISIÈME PARTIE

LE DÉPÔT LÉGAL DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Au seuil de cette troisième partie, nous devons d'abord remercier M. Godet, le Directeur de la Bibliothèque Nationale Suisse de Berne, de l'aide qu'il nous a apportée dans notre travail. M. Godet, chargé par le Comité international des Bibliothèques, de présenter au Congrès de Rome de 1929 un rapport sur la question du Dépôt légal, a interrogé les bibliothèques nationales de tous les pays du monde ; il a ainsi rassemblé une documentation unique dont il a bien voulu nous faire profiter. Il en a lui-même déjà publié en 1929 une analyse remarquable de précision et de concision dont nous devons nous inspirer dans les pages qui vont suivre, ne pouvant prétendre faire mieux que cet éminent érudit.

Signalons cependant que depuis 1929 des lois nouvelles, réglementant le dépôt légal, ont été promulguées en Égypte (décret-loi n° 81 de 1931)¹, en Grèce (loi n° 5.060 de juillet 1931)², en Turquie (loi du 30 juillet 1931)³, en Italie (loi du 26 mai 1932⁴), en Argentine (loi du 26 sep-

1. *Ann. de l'Inst. Int. de Droit Public*, 1932, p. 347.

2. *Ibid.* 1932, p. 630. Cette loi, modifiant le régime de la presse, prend les prescriptions générales s'appliquant à l'imprimerie et ne dit pas un mot du dépôt légal. Nous ne pensons pas qu'il faille en conclure que le dépôt légal ait disparu en Grèce et croyons que la loi du 29 mars 1940 (*Dr. d'Aut.*, 1940, p. 46), modifiée le 7 mars 1945 (*Dr. d'Aut.*, 1945, p. 85) reste en vigueur.

3. *Ann. de l'Inst. Int. de Dr. Public*, 1932, p. 750.

tembre 1933²) et en U. R. S. S. (ordonnance du 20 novembre 1933)³.

Les théoriciens du dépôt légal, avec M. J. Franke⁴, distinguent *cinq sortes de dépôt* (même six en y ajoutant le dépôt volontaire) suivant que le but de la remise des exemplaires est :

- 1° La censure ;
- 2° La surveillance de l'imprimerie ;
- 3° La constitution et l'accroissement des collections nationales ;
- 4° La protection du droit d'auteur ;
- 5° L'échange international des productions.

Cette division nous paraît quelque peu artificielle ; en fait, chaque pays vise plus ou moins sciemment certains des buts signalés ci-dessus, donnant plus ou moins d'importance à l'un ou à l'autre selon les époques et les gouvernements.

Un seul pays, le Japon, semble ne viser qu'un but unique, la censure de l'imprimerie, en demandant, sans en prévoir l'utilisation ultérieure, deux exemplaires de chaque production trois jours avant la parution (loi du 14 avril 1893)⁵.

Quoi qu'il en soit, si nous voulons dégager des législations étrangères une idée d'ensemble et surtout déceler les tendances communes des lois les plus récentes, nous constaterons :

- 1° Que l'idée de créer une censure par le dépôt légal a à peu près disparu ;
- 2° Que l'idée d'opérer par ce moyen une surveillance

1. *Lex*, 1932, p. 622.

2. *Droit d'Auteur*, octobre 1934.

3. Documents de la Chambre centrale d'État du Livre à Moscou.

4. J. Franke, *Die Abgabe der Pflichtexemplare von Druckerzeugnissen*, Berlin, 1889.

5. Documents Godet.

politique reste très vivace et même se développe dans les nouveaux pays à régime dictatorial;

3° Que le dépôt légal revient progressivement vers son but primitif : l'accroissement des collections nationales à l'usage des générations futures ; c'est la fonction que nous lui avons assignée dans notre introduction. A ce but, nous pourrions rattacher le cinquième genre de dépôt, celui des exemplaires destinés aux échanges internationaux puisque, lui aussi, favorise l'enrichissement des bibliothèques ; nous le maintenons cependant à part car, par suite du grand nombre d'exemplaires exigés, il transforme le dépôt légal en un genre de mesure fiscale ; il n'a du reste été institué que dans les pays neufs ayant de grosses difficultés à se créer des collections nationales et peu de ressources ; il ne tend pas à se répandre ¹.

4° Le dépôt légal favorisera toujours les droits de propriété littéraire en fournissant à l'auteur un commencement de preuve de l'existence de son droit et en donnant une date certaine à la parution de l'œuvre. Mais la conception qui considère comme abandonnée au domaine public la production non déposée est en régression et disparaîtra totalement lorsque tous les pays auront adhéré sans réserve aux règles de la Convention de Berne révisée le 13 novembre 1908, dont l'article 4 déclare : « La jouissance et l'exercice de ces droits ne sont subordonnés à aucune formalité ; cette jouissance et cet exercice sont indépendants de l'existence de la propriété dans le pays d'origine de l'œuvre. »

Parmi les législations qui font du dépôt la condition de

1. Le système des échanges internationaux lui-même peut être appliqué autrement que par la voie du dépôt légal ; ainsi conçu, il est en plein développement et devient de pratique courante pour certaines productions (Thèses, Bulletins, Statistiques, etc.).

l'exercice du droit d'auteur, le type le plus caractéristique est celui de la *loi américaine*. Voici très brièvement en quoi il consiste : la loi des États-Unis d'Amérique du 4 mars 1909 sur le Copyright (dont les modifications survenues depuis n'ont pas modifié l'essentiel) reconnaît que le droit d'auteur est acquis par le fait de la création ou de la publication d'une œuvre ; mais elle soumet la possibilité d'ouvrir toute action ou poursuite pour violation de ce droit à l'accomplissement préalable de certaines formalités :

a) L'auteur doit avoir fait enregistrer son œuvre au « Copyright Office » à Washington et en avoir déposé en même temps deux exemplaires (un exemplaire seulement si l'œuvre n'est pas reproduite en nombre) ;

b) La mention de réserve des droits doit être inscrite sur l'œuvre ;

c) Pour les ouvrages de langue anglaise, la clause dite « de refabrication » impose que les exemplaires déposés aient été imprimés entièrement aux États-Unis avec des matériaux d'origine nationale.

La non-exécution de la formalité du dépôt peut faire l'objet d'une sanction spéciale en plus de la déchéance du droit d'auteur : une amende de 100 dollars et du double du montant du prix de l'œuvre non déposée est infligée lorsque trois ou six mois après sommation, le bénéficiaire du droit d'auteur n'aura pas remis les exemplaires demandés. Cette dernière mesure est la seule qui prouve que le législateur américain considère aussi dans le dépôt légal l'intérêt bibliographique, ne lui donnant pas pour seule raison d'être l'enregistrement du Copyright. Toutefois, il n'est question d'aucun dépôt à faire effectuer par un auteur ne revendiquant pas ses droits de propriété littéraire et la loi prévoit que la Bibliothèque du Congrès,

qui reçoit au moins un des deux exemplaires, peut opérer un choix et aliéner les exemplaires qu'elle ne désire pas conserver.

Cette conception du Dépôt légal a été imitée par tous les États d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale sauf le Brésil qui est membre de l'Union de Berne ; ceux-ci ont conclu entre eux des conventions internationales dont la première fut le traité collectif de Montevideo en 1889 et formé une Union indépendante de l'Union Internationale de Berne, basée sur les règles adoptées aux Conférences de Mexico (1901), Rio de Janeiro (1906), Buenos-Ayres (1910) et La Havane (1928).

Ne pouvant étudier toutes les législations étrangères, si différentes dans leurs détails, nous nous bornerons à signaler quelques particularités qui pourraient présenter un intérêt en vue d'une codification internationale idéale.

Remarquons d'abord que, pour éviter les équivoques que nous avons déjà déplorées, plusieurs lois débutent par une *définition* des principaux termes employés. Ainsi, le décret-loi égyptien de 1931 cité ci-dessus donne le sens du terme « Imprimés » : « Tous écrits, dessins, morceaux de musique, photographies et autres moyens de reproduction reproduits par des procédés mécaniques, chimiques ou autres et ainsi rendus susceptibles de circulation », du terme « circulation » : « tout acte pouvant, d'une manière quelconque, rendre les imprimés accessibles à plusieurs personnes », du terme « journal » qui s'applique aux périodiques réguliers ou non, du terme « imprimeurs » qui comprend aussi bien le propriétaire d'une imprimerie que toute personne qui en a la jouissance et enfin du mot « éditeurs » qui désigne toute personne « qui se charge de la publication des impres-

més ». La loi polonaise du 4 janvier 1928¹, la loi turque du 30 juillet 1931 fixent aussi dans leurs premiers articles les productions que comprend le terme « imprimés » et les faits qui en constituent la publication.

Les prescriptions établissant le dépôt légal varient beaucoup selon les législations. Une question intéressante concerne le *nombre des exemplaires* déposés ; avant 1914, aucun pays n'aurait demandé plus de deux ou trois exemplaires ; par suite des tendances libérales qui prévalaient alors, une charge plus importante imposée à l'industrie aurait été considérée comme intolérable. Quelques pays tels que la Norvège (loi du 20 juin 1882²) se contentaient même d'un seul exemplaire. Depuis la guerre mondiale, le nombre des exemplaires exigés a singulièrement augmenté à mesure que progressaient les tendances socialisantes des gouvernements. Le maximum a été atteint par les lois soviétiques : la République Russe (ordonnance du 20 novembre 1933) exige le dépôt de 95 exemplaires de tous les livres et brochures de plus de deux pages imprimés en langue russe : 45 exemplaires sont destinés à la Chambre Centrale d'État du Livre et 50 aux bibliothèques scientifiques de l'Union des Maisons d'Édition d'État (OGIZ), genre d'organisation syndicaliste dans l'industrie étatisée ; pour les revues, périodiques, musique, statistiques, estampes, imprimés de moins de deux feuilles, le chiffre du dépôt, plus réduit, varie de 3 à 45 exemplaires remis seulement à la Chambre du Livre ; il faut encore ajouter à ces totaux impressionnants 5 exemplaires supplémentaires qui doivent être remis pour les échanges internationaux. L'ordonnance prétend même obtenir le dépôt en double exem-

1. *Journ. Off. Polon.*, 1928, n° 1, p. 1, loi n° 1.

2. *Ann. de légis. étrang. de la Soc. de Lég. Comparée*, 1873, p. 283.

plaire des productions faites par tout procédé de polycopie.

Ce prélèvement sur la production des arts graphiques correspond au système de l'étatisation de l'imprimerie et du livre instauré sous le régime ; toutes les grandes bibliothèques de l'U.R.S.S. sont ainsi pourvues par le dépôt légal.

D'autres pays ont de même accru leurs exigences depuis 1918. Ainsi, la Roumanie demande le dépôt de 14 exemplaires (loi du 19 décembre 1922¹), le Portugal de 13 exemplaires (loi de juin 1926²), et les États nouveaux issus de la guerre exigent tous de 8 à 10 exemplaires : en Pologne, la loi citée ci-dessus prévoit que les ordonnances ministérielles peuvent réclamer un dépôt maximum de 10 exemplaires ; en Lithuanie, la loi du 1^{er} septembre 1919² et en Esthonie celle du 8 mars 1923² en demandent 8. La Lettonie (loi du 4 octobre 1917²) prescrit la remise de 10 exemplaires dont 3 sont destinés à former les sections lettones dans les bibliothèques étrangères et, pour toutes les publications officielles ou exécutées aux frais du gouvernement, la remise de 10 autres exemplaires destinés à opérer les échanges internationaux.

Certains pays qui, il est curieux de le constater, ne sont pas ceux que nous venons de citer, ont compensé le poids de la charge imposée par le *remboursement au déposant* de tout ou partie de la valeur de l'ouvrage déposé : en Suède (loi de juin 1882), l'imprimeur a le droit de réclamer la partie du prix de l'ouvrage excédant 10 couronnes ; en Autriche (loi du 7 avril 1922³) l'éditeur a droit à la moitié du prix de l'ouvrage au-dessus de 36 shillings.

Cette méthode de l'indemnisation risque de peser lourdement sur le budget des bibliothèques ; aussi certaines

1. *Droit d'Auteur*, 1923, p. 85.

2. Documents Godet.

législations ont-elles eu recours depuis longtemps à un système plus pratique : en Grande-Bretagne, le Copyright Act du 16 décembre 1911¹ ne prévoit que le dépôt d'un exemplaire au British Museum ; mais cinq autres bibliothèques (Oxford, Cambridge, Edimbourg, Dublin et Bibliothèque du Pays de Galles, cette dernière sous certaines restrictions : Règlement du 7 avril 1924²) peuvent, par l'intermédiaire d'un Bureau central se trouvant à Londres, obtenir un exemplaire de l'ouvrage déposé, à condition qu'elles le réclament dans le délai d'un an. L'exemplaire du British Museum sera de ceux de « la meilleure façon », tandis que celui des autres bibliothèques sera conforme aux exemplaires courants. De même en Hongrie (loi n° 11 de 1929³), deux exemplaires doivent être déposés à la Bibliothèque nationale et à la Bibliothèque du bureau central de statistique ; aux bibliothèques de l'Académie hongroise et du Parlement hongrois, il n'est remis qu'une liste des productions de l'imprimeur sur laquelle ces organismes choisissent les ouvrages qu'ils désirent. Ainsi le dépôt légal risque bien moins d'encombrer les bibliothèques secondaires et tout en représentant un nombre assez élevé d'exemplaires, il est une charge plus supportable pour les déposants puisque les bibliothèques ne sollicitent la remise que d'une partie des ouvrages proposés.

Quelques pays tels que la Suède, la Bulgarie et la Roumanie ont donné aux déposants la *franchise des frais de port* pour l'expédition des exemplaires aux organismes destinataires ; l'U. R. S. S. ne l'a pas autorisé pour les 95 exemplaires exigés dont l'expédition doit être faite en

1. *Ann. de Législ. Étrangère*, 1912, p. 40.

2. *Droit d'Auteur*, 1924, p. 74.

3. *Ann. de Législ. Étrangère*, 1930, p. 337.

deux colis distincts aux deux organismes dépositaires ; la loi italienne du 30 mai 1932 ne prévoit qu'un tarif de faveur et fixe très exactement la manière dont doivent être constitués les paquets ; la loi grecque du 29 mars 1910, de même que la loi suédoise de 1865, et la loi américaine de 1909 ordonnent la remise au chef du bureau de poste le plus voisin lequel est chargé de faire parvenir en franchise les colis aux destinataires après en avoir vérifié le contenu.

Le *responsable de l'obligation* du Dépôt légal n'est l'auteur que dans les cas où le dépôt est la condition d'exercice du droit de propriété littéraire, comme il l'était dans la loi française de 1793 ; même dans ce cas, la remise peut être faite indifféremment par l'auteur ou l'éditeur. La règle générale est d'astreindre au dépôt l'imprimeur ou l'éditeur ; là aussi une évolution se produit : la tendance récente est de remplacer le dépôt de l'imprimeur par celui de l'éditeur ou plutôt de faire suppléer au défaut de celui-là par celui-ci ; le dépôt exigé de l'imprimeur est très intéressant, au point de vue policier, tandis que le dépôt de l'éditeur donne de meilleurs résultats au point de vue bibliographique ; ce dernier est seul possible pour la remise des exemplaires imprimés à l'étranger. Cependant, la grande majorité des législations étrangères, conservant leurs préoccupations de surveillance de l'imprimerie, demandent le dépôt à l'imprimeur et ne l'exigent de l'éditeur qu'à titre de responsable solidaire : dans les cas où l'imprimeur fait défaut, dans ceux où l'ouvrage est imprimé dans plusieurs établissements (loi italienne de 1932) et toujours lorsqu'est exigé le dépôt des ouvrages imprimés à l'étranger. La Grande-Bretagne et l'Autriche sont les seuls pays qui exigent uniquement le dépôt de l'éditeur.

La législation française qui permet de contrôler l'exécu-

tion du dépôt de l'imprimeur par celui de l'éditeur a été imitée dans la législation soviétique qui prescrit la remise par l'éditeur d'un exemplaire « de contrôle » en plus des exemplaires remis par l'imprimeur. De même la loi hongroise de 1929 demande à l'éditeur, à titre de contrôle, la liste des productions publiées par lui pendant le trimestre précédent.

Il est plus difficile d'être fixé sur l'*étendue d'application* du dépôt légal; certaines législations, analogues en cela à celle de notre Ancien Régime (tels le décret espagnol du 4 décembre 1896¹ et la loi yougoslave de 1925²) n'indiquent aucune limitation; mais il faudrait connaître exactement comment elles sont appliquées et savoir jusqu'à quel point les autorités administratives accordent des exemptions. Il semble que nulle part n'est exigé le dépôt des formulaires, en-têtes de lettres et étiquettes; cependant la loi suédoise exige le dépôt de tous les autres travaux de « petite impression » tels que : lettres de faire-part, programmes, affiches, circulaires, contrats, règlements, que la Bibliothèque Royale de Stockholm conserve soigneusement. De même, le Musée national hongrois comporte une section spéciale où sont conservés tous les faire-part de naissance et de décès et où des recherches généalogiques sont souvent effectuées. La législation russe (règlement du 7 janvier 1934) n'exempte que les imprimés portant la mention « tout à fait confidentiel », « prohibé » ou « pour les membres du Parti communiste seulement », les tirages à part ne dépassant pas deux pages, les jeux d'enfants et les formulaires et étiquettes. Les autres législations exemptent généralement les imprimés destinés à des usages commerciaux, indus-

1. *Droit d'Auteur*, 1897, p. 1.

2. Documents Godet.

triels ou familiaux ; toutefois, on a en général l'impression que c'est la pratique qui limite le dépôt aux ouvrages pouvant être utiles aux bibliothèques du pays.

Quant aux *éditions de luxe*, il n'est fait en général aucune réserve les concernant dans les textes légaux ; cependant, là encore, il faudrait connaître ce qui est fait dans la réalité. Seules, la loi russe prévoit que le dépôt sera réduit à 20 exemplaires pour les productions dont le tirage est inférieur à 500, la loi polonaise exempte du dépôt les imprimés artistiques « à caractère original » et la loi argentine de 1933 réduit pour les ouvrages tirés à moins de 100 exemplaires le chiffre du dépôt de 3 à 1 ; c'est aussi pour ces ouvrages que les lois citées plus haut donnent aux déposants une indemnisation correspondant à la valeur du volume.

Plus importante est la question des *imprimés non destinés à être publiés* ; la législation française n'a pas été la seule à en exiger le dépôt. Mais si nous pensons que, dans les pays tels que l'Italie et la Russie ce dépôt est fait régulièrement, nous doutons qu'il en soit autrement qu'en France dans tous les autres pays exigeant le dépôt de toutes les productions mises en « circulation » au sens le plus large du mot. Seuls le Danemark et la Roumanie ont pris à ce sujet une mesure intéressante : la loi danoise du 1^{er} juillet 1927¹ astreint les bibliothèques à certifier par écrit que ne seront pas communiqués au public pendant une période qui ne devra pas excéder cent années, tous les ouvrages à caractère privé nettement établi, pour lesquels le déposant en fera la demande. La loi roumaine du 19 mars 1904² avait de même déjà prévu que les imprimés

1. Documents Godet.

2. *Droit d'Auteur*, 1906, p. 81.

à caractère particulier et non distribués dans le commerce seraient remis sous pli cacheté et ne seraient ouverts et communiqués au public qu'après une période n'excédant pas dix ans, si le désir formel en avait été exprimé par le déposant ; cette stipulation n'a pas été abrogée par la loi de 1922 en vigueur en Roumanie à l'heure actuelle. Nous croyons voir dans ces dernières prescriptions le seul moyen d'obtenir, sans violer la liberté de l'imprimerie, l'entrée dans les archives nationales des imprimés confidentiels et privés qui peuvent présenter un intérêt historique considérable.

De très nombreux pays (Argentine, Italie, Norvège, Pologne, Russie, etc...) spécifient que les livres *imprimés à l'étranger* et édités dans le pays devront être déposés comme les productions nationales ; cet usage paraît être passé maintenant dans les mœurs. De toute façon, les législations imposant à l'éditeur la remise des exemplaires ou en faisant dépendre l'exercice du droit d'auteur ne se préoccupent pas, pour le dépôt légal, du lieu où a été publié ou imprimé l'ouvrage.

Les *délais de livraison* varient beaucoup selon les régimes politiques : en Russie, au Japon, en Italie, en Yougoslavie, le dépôt doit être fait avant la publication, évidemment pour permettre à l'Administration d'en prendre connaissance ; en Russie même, le certificat de dépôt doit être présenté pour obtenir l'autorisation de publier donnée par la Direction générale de la Presse. D'autres législations moins préoccupées de l'idée de censure, exigent la remise des exemplaires au moment de la publication (Égypte) ou de la mise en circulation (Portugal), ou de la terminaison du travail (Pologne, Roumanie) ; d'autres encore, cherchant à rendre la formalité plus simple au déposant,

ne l'exigent que dans le mois qui suit la publication (Grande-Bretagne, Grèce et Espagne), ou dans un délai de huit jours (Autriche) ou de dix jours (Bulgarie)¹. Enfin, pour éviter au déposant de perpétuelles déclarations, la Hongrie n'exige qu'une déclaration trimestrielle accompagnée du dépôt, la Finlande², le Danemark et la Suède, une remise semestrielle ; la Norvège se contente d'une livraison faite une fois par an avant la fin de janvier de l'année suivant la publication. Toutefois, remarquons encore que pour la question du délai imposé, l'application seule importe ; nous en avons vu un exemple dans la manière dont était appliquée la loi sur le dépôt légal en France avant 1925.

A la question de l'exécution du dépôt se rattache celle des *sanctions* : elles sont très variables et souvent draconiennes (amendes très élevées ou emprisonnement). L'histoire du Dépôt légal en France nous a montré que de lourdes peines, dont l'Administration hésita toujours à faire usage de peur de frapper trop durement les délinquants, ne sont pas toujours le moyen d'améliorer le rendement du dépôt. Il est plus intéressant de constater les mesures préventives édictées par certaines législations ; dans ce but, il est souvent ordonné d'établir très exactement la liste des imprimeurs et des éditeurs : ainsi la Roumanie impose à tout nouvel imprimeur une déclaration ; la Turquie l'oblige à un certain nombre de formalités. La loi italienne de 1932 force tout éditeur ou imprimeur à se faire inscrire à la Procure du Roi (où est remis le dépôt légal) ; elle l'astreint même à tenir un registre analogue à celui de notre loi de 1810 sur lequel sont inscrits dans l'ordre

1. Loi du 10 janvier 1923, Documents Godet.

2. Loi du 4 janvier 1919, Documents Godet.

chronologique et numérotés tous les imprimés, même incomplets, sortant de son atelier. D'autres pays, comme la Hongrie, font appliquer les sanctions directement par l'Administration sans passer par la voie judiciaire. Toutes ces prescriptions sont certainement le moyen d'obtenir le plus facilement une bonne exécution du dépôt légal sans avoir recours perpétuellement aux réclamations et aux sanctions. Malheureusement elles n'ont été en fait édictées, dans la plupart des cas, que pour permettre une surveillance plus étroite de l'imprimerie et limiter en fin de compte la liberté d'écrire. Nous voyons bien tous les industriels se soumettre à l'obligation de tenir une comptabilité et de faire une déclaration de leur activité en vue de l'établissement des impôts ; il n'y aurait donc rien d'anormal à imposer aux imprimeurs en vue du dépôt légal des formalités analogues plus simples, si les autorités administratives n'avaient trop souvent transformé ces mêmes formalités en mesures d'inquisition politique ; c'est ainsi que le dépôt légal est devenu la victime de la répugnance qu'éprouvent les peuples libres pour tout ce qui leur rappelle la censure ou la limitation du droit de penser et d'écrire.

Des renseignements précis nous manquent pour nous rendre compte de la manière dont sont exécutées les lois sur le dépôt légal à l'étranger ; il aurait fallu, pour cela, pouvoir nous rendre sur place et interroger directement les intéressés dont les opinions écrites sont toujours très réservées. Nous avons cependant quelques indices qui nous font penser que l'application laisse encore à désirer dans de nombreux pays : un article du *Droit d'auteur* (1918, p. 133), nous apprend qu'en 1918 l'administration du British Museum a intenté pour la première fois depuis la création du dépôt légal en Angleterre, une action contre

les éditeurs récalcitrants ; les infractions s'étaient tant répétées que, si l'amende avait été appliquée aux délinquants pour tous les exemplaires manquants, elle se serait élevée à la somme de 1.000 livres ; la procédure se termina en fait par une transaction, mais elle donna lieu à de vives récriminations par la voie électorale.

Si la plupart des pays étrangers ont senti la nécessité de créer dans leur législation un dépôt légal, quelques-uns ne l'ont pas fait, tels la Suisse, le Reich Allemand et la Belgique dont le Parlement a encore rejeté en 1926 un projet de loi qui lui était présenté à ce sujet. Quelles sont les raisons de cette opposition¹ ?

La première objection faite au dépôt légal est qu'il constitue une charge imposée à une catégorie de commerçants ou de producteurs dont on ne retrouve l'analogue dans aucune autre profession. Dans les pays qui ont imposé le dépôt de très nombreux exemplaires on peut évidemment considérer le dépôt comme une charge pour le déposant et surtout comme un manque à gagner, puisque la distribution des exemplaires, dans les bibliothèques, diminue considérablement le nombre des acheteurs ; mais ce raisonnement ne peut s'appliquer dans les pays où le dépôt est de deux ou trois exemplaires, surtout dans ceux où la liste des ouvrages déposés est ensuite publiée dans une bibliographie officielle, ce qui constitue pour le déposant une excellente publicité gratuite. L'objection pourrait être plus solide quand il s'agit d'ouvrages de luxe, de grande valeur ; or, pour éviter cet inconvénient, on peut donner aux déposants une rémunération en espèces

1. Voir à ce sujet un article de M. D. Coppieters, avocat à la Cour de Bruxelles, dans le *Droit d'Auteur* du 15 mai 1930.

proportionnelle au prix de l'ouvrage ; l'essentiel du dépôt légal n'est pas sa gratuité, mais l'universalité de l'obligation de déposer. L'objection de la charge imposée aux déposants est donc insuffisante.

Les adversaires du dépôt se sont alors arrêtés à un autre argument : ils reconnaissent que le dépôt de deux exemplaires dans une bibliothèque à titre d'enrichissement des collections nationales n'est pas par lui-même une institution regrettable ; mais ils considèrent les abus auxquels a donné lieu le dépôt légal et prétendent que l'existence même de cette obligation à l'heure actuelle est, pour l'État, une tentation permanente de revenir aux excès d'antan, soit en augmentant pour des fins utilitaires le nombre des exemplaires à remettre et en renforçant les sanctions par la privation de jouissance du droit d'auteur, soit en exerçant par ce moyen une surveillance policière qui limiterait la liberté de l'imprimerie. Nous ne croyons pas que ces arguments puissent motiver le rejet d'une institution qui présente un intérêt national aussi marqué : il n'est venu à personne l'idée de condamner le principe de l'impôt parce que l'existence de celui-ci est pour l'État une tentation de l'augmenter démesurément.

Une dernière objection s'attaque au principe même du dépôt légal obligatoire : on fait observer que le dépôt légal coûte cher à l'État ; le personnel chargé de le recevoir et de le réclamer lorsqu'il n'est pas effectué spontanément, doit être très nombreux ; de plus, lorsqu'il est exécuté correctement, il apporte une quantité de livres, brochures ou publications ne présentant aucun intérêt pour l'État et dont celui-ci est néanmoins obligé d'assurer la conservation, il grève le budget des bibliothèques d'une façon très sensible. N'y aurait-il pas dès lors intérêt à affecter les

fonds qu'entraîne le dépôt à l'achat dans le commerce des ouvrages qui en valent la peine ? Ce système, d'après ses partisans, ne reviendrait pas plus cher et permettrait d'empêcher l'entrée dans les bibliothèques de toutes les niaiseries que l'on est obligé d'y admettre. Rien ne nous garantit que ce procédé ne reviendrait pas plus cher ; en outre, nous ne pensons pas qu'il puisse donner de bons résultats : quelles que soient l'intelligence et l'universalité des connaissances de l'aréopage chargé de juger les ouvrages dignes d'achat, l'intérêt de certaines œuvres lui échappera nécessairement, surtout si cet intérêt ne doit se révéler que plus tard. De plus, il est impossible de savoir tout ce qui s'imprime dans un pays ; une obligation légale seule peut le révéler.

La nécessité de l'existence d'un dépôt légal obligatoire est telle que les pays qui n'en possèdent pas l'ont remplacé par un *dépôt volontaire* organisé par une association privée, mais pratiquement aussi obligatoire pour les membres du groupement que le dépôt légal. C'est ainsi qu'ont procédé l'Allemagne et la Suisse.

En Allemagne¹, le dépôt n'existe que dans les lois de certains « pays » et pas dans la législation du Reich ; il a été créé en 1913, à Leipzig une organisation appelée le « Borsenverein der deutschen Buchhändler » qui reçoit à la « Deutsche Bucherei » (Bibliothèque allemande) les dons réguliers de tous les membres de l'association (éditeurs ou dépositaires) ; elle a pu arriver à rassembler ainsi des collections très importantes puisqu'elle comprend à l'heure

1. Nous n'avons pas connaissance que la création du Ministère de l'Information et de la Propagande publiques, faite par décret du 13 mars 1933, ait modifié cet état de choses ; les pouvoirs de cet organe sont cependant si étendus qu'il lui suffirait d'une simple ordonnance pour instaurer un dépôt légal officiel.

actuelle plus de six mille membres ; les œuvres déposées restent propriété privée.

En Suisse, par contre, c'est la Bibliothèque nationale suisse qui reçoit le dépôt volontaire et qui le rend ainsi propriété publique ; il résulte d'une convention conclue en 1915 avec l'Association des Libraires suisses et la Société des Libraires de la Suisse Romande, en vertu de laquelle les membres de ces associations remettent gratuitement un exemplaire de toutes leurs publications ; en échange, la Bibliothèque s'engage à publier la liste des ouvrages déposés dans son bulletin mensuel, le *Livre en Suisse*.

La Belgique seule est restée intransigeante ; le « Service de la Bibliographie de Belgique » publie régulièrement la liste des ouvrages édités en Belgique, ou paraissant à l'étranger ayant trait à la Belgique, et les acquisitions de la Bibliothèque de Bruxelles ne se font que par le moyen d'achats.

En résumé, nous voyons que la nécessité de constituer des collections nationales par le dépôt obligatoire d'un ou plusieurs exemplaires de toutes les productions des arts graphiques publiées ou éditées dans une nation a été ressentie dans tous les pays du monde. Malheureusement, l'idée du dépôt légal conservant la science et la pensée d'une génération à l'usage des générations futures a souvent été étouffée par des préoccupations matérielles, politiques ou juridiques : l'évolution qui se produit en France se remarque aussi dans les pays que nous avons cités. On doit retenir les précautions qui ont été prises à l'étranger soit pour assurer le secret au déposant qui le désire, soit pour surveiller de plus près l'exécution du dépôt, et les

mesures destinées à en rendre les formalités plus simples et la charge moins apparente, le rôle de police restant la raison d'être des dépôts judiciaire et administratif ; nous devons aussi constater les abus auxquels a donné lieu le dépôt légal et regretter que de nombreux pays en fassent encore la condition de l'exercice du droit de propriété littéraire.

CONCLUSION

Dans cette étude, nous nous sommes efforcé de mettre en lumière la nature de l'institution du dépôt légal et sa raison d'être. Notant son évolution à travers les époques et les pays, nous avons essayé d'en donner une vision d'ensemble aussi parfaite que possible dans le passé et le présent.

Il nous reste à porter un jugement d'ensemble sur cette institution et à nous demander dans quel sens doit s'orienter son avenir. Tel sera l'objet de notre conclusion.

La nécessité de la création d'un dépôt légal obligatoire est apparue en France en 1537 à François I^{er} qui en avait conçu dès cette époque la vraie fonction : très fier du développement des arts et des belles-lettres sous son règne, il voulut fixer définitivement les témoignages de cet état de choses pour l'édification de ses successeurs et de la postérité. D'où l'obligation qu'il imposa à tout imprimeur ou éditeur du Royaume de remettre au Garde de la Bibliothèque Royale un exemplaire de chacune de ses productions.

Depuis cette époque, si le dépôt légal a subi de nombreuses vicissitudes, s'il a été parfois détourné de sa vraie destination, il n'a jamais cessé de fonctionner en France. Sous l'ancien régime, il constitua une charge sans cesse

accrue car on multipliait le nombre des exemplaires à déposer pour les revendre ou les donner à des fonctionnaires en rémunération de leurs services. Après la loi de 1793, devenu condition d'exercice du droit d'auteur, il se transforma en instrument d'acquisition de la propriété littéraire. Depuis 1810, il fut surtout considéré comme une mesure de police destinée à surveiller l'imprimerie, à tel point qu'un ministre de l'Intérieur a pu écrire en 1851 que le dépôt légal était : « une institution qui se rapporte à la Sûreté Générale ».

La loi de 1925 a réalisé un grand progrès ; toute entière consacrée au dépôt légal, elle lui a restitué son véritable caractère bibliographique en lui assurant une existence indépendante du régime de la presse et en n'en faisant plus une condition de l'exercice du droit d'auteur ; elle a encore étendu son champ d'application : les imprimés de toute nature, les disques et les films doivent être déposés ; l'éditeur et l'imprimeur sont obligés de remettre chacun un exemplaire, ce qui constituera une sérieuse garantie de bonne exécution et qui devrait sauvegarder les droits des auteurs en permettant le recoupement entre les déclarations du chiffre de tirage faites par chacun de ces déposants.

Malheureusement, cette loi bienfaisante, comme toutes les lois sur le dépôt légal en France, n'a pas été rigoureusement appliquée ; abusant de la complaisance de l'Administration pour ceux qui ont les moyens de toucher l'opinion publique, les imprimeurs et éditeurs se sont souvent dispensés de leurs obligations.

Il faut d'ailleurs le reconnaître, le législateur de 1925 avait commis un grave oubli ; prescrivant le dépôt de tout ce qu'il était souhaitable de conserver, il n'avait pas songé à rechercher si les bibliothèques, qui devaient recevoir ces

immenses dépôts, possédaient l'organisation nécessaire, si notre Bibliothèque nationale avait les moyens de conserver et de classer tous les imprimés sans exception qu'on lui destinait : tirages pour des particuliers, publicité, photographies, etc... Or il n'en était rien. L'on a proposé, pour remédier à cet inconvénient, d'éliminer certaines des productions ; ce serait se heurter à des problèmes insolubles d'appréciation.

La difficulté s'est manifestée particulièrement pour les disques et films qui, depuis dix ans, ne sont pas encore déposés faute de place. Il devient tout à fait nécessaire de constituer la cinémathèque et la phonothèque nationales qui sont en projet ; car le développement incessant de ces deux jeunes techniques, démontre l'intérêt qui réside dans la conservation de leurs produits.

Quelles que soient les lacunes que présente la loi de 1925, il ne faut pas en dénier les avantages. Parcourant les législations étrangères, nous avons vu que beaucoup d'entre elles s'en étaient inspirées, la prenant comme modèle sur de nombreux points : en particulier, la loi française, n'exigeant qu'un nombre d'exemplaires raisonnable, a été la première à instaurer le double dépôt provenant de deux origines différentes. Son exemple de modération n'a pas été suivi partout : certains pays ont oublié que le dépôt légal, pour être juste, ne doit pas devenir un impôt spécial sur l'imprimerie et l'édition. Parmi les pays étrangers, le groupe américain, s'obstinant à rester en dehors de l'Union internationale de Berne, mêle encore au caractère purement bibliographique du dépôt légal le désir de donner au droit d'auteur un enregistrement officiel. Cette conception est incompatible avec la nature du dépôt légal qui doit recueillir un grand nombre de productions dont aucun auteur ne

revendique la propriété; elle cause, de plus, un grand tort aux droits des auteurs, droits déjà souvent difficiles à défendre, et dont l'existence devient soumise à une nouvelle condition.

Beaucoup plus nombreux sont les pays qui mêlent au dépôt légal le désir de surveiller les productions de l'imprimerie; au cours de cette étude, nous nous sommes toujours montrés hostiles à cette conception qui nous paraît incompatible avec une exécution parfaite du dépôt. En premier lieu, elle a le tort grave de donner à l'institution un caractère policier qui a prévenu contre elle la majorité des déposants; ceux-ci hésitent forcément à éveiller par la remise des exemplaires l'attention de l'Administration sur ce qui peut lui déplaire dans les idées de leurs clients; par contre ils ne feraient aucune difficulté à remettre aux bibliothèques toutes leurs productions, surtout s'ils pouvaient être assurés, dans certains cas, que celles-ci ne seront pas livrées au public avant un temps plus ou moins long. En second lieu, cette conception nous paraît regrettable, car elle met souvent l'administration du dépôt légal entre les mains de fonctionnaires pour qui l'intérêt bibliographique passe au second plan. Enfin, elle nous paraît inutile car les services politiques d'un État ont besoin de connaître surtout les idées contenues dans la presse périodique : le dépôt administratif, tel qu'il existe en France, suffit à remplir cette fonction. Cette idée a déjà reçu un commencement d'application en France puisque la loi de 1925 prescrit la remise directe à la Bibliothèque nationale du dépôt de l'éditeur.

Souhaitons, pour terminer, que l'évolution amorcée en ce sens dans notre pays, s'accroisse, que la loi soit mieux appliquée, qu'elle soit améliorée dans les détails de son exé-

oution et que devienne parfaite cette « collaboration
« d'utilité publique à l'enrichissement des formidables
« archives qui concentrent toute la production intellec-
« tuelle nationale pour la conserver totalement et en
« faire un instrument de travail au service des générations
« futures¹ ».

1. F. Roches, *Mercure de France*, 15 mars 1922.

ANNEXES

DÉCRET DU 20 FÉVRIER 1924

Le Président de la République Française,
Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des
Beaux-Arts, et du ministre de l'Intérieur,
Vu le décret des 19-24 juillet 1793 ;
Vu la loi du 29 juillet 1881,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Le service du dépôt légal dépendant du ministère de l'Intérieur (Direction du personnel, 3^e bureau) et le service du dépôt légal dépendant du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (Direction de l'enseignement supérieur, 2^e bureau) constituent un service commun, qui portera le nom de Régie du Dépôt légal.

ART. 2. — La Régie du dépôt légal est dirigée par un fonctionnaire de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur.

ART. 3. — Il est institué auprès de la Régie du dépôt légal un Comité consultatif, composé de vingt membres, à savoir :

L'administrateur général de la Bibliothèque Nationale ou son délégué ;

Le directeur des Beaux-Arts ou son délégué ;

Le directeur des Archives ou son délégué ;

L'un des chefs de service des bibliothèques de l'État ;

Le conservateur du Cabinet des Estampes à la Bibliothèque Nationale ou son délégué ;

Un inspecteur général des bibliothèques, désigné par le ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

Deux personnes désignées, en raison de leur compétence spéciale, l'une par le ministre de l'Intérieur et l'autre par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

- Un représentant du Syndicat des Éditeurs ;
- Un représentant du Cercle de la Librairie ;
- Un représentant de la profession des éditeurs de musique, désigné par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;
- Un représentant de la Chambre syndicale de la Cinématographie ;
- Un représentant de la Chambre syndicale des Maîtres imprimeurs de la région parisienne ;
- Un représentant de la Fédération des syndicats des Maîtres imprimeurs de France ;
- Un représentant de la Société des Gens de lettres ;
- Un représentant du Syndicat des Gens de lettres ;
- Un représentant du Syndicat de la propriété intellectuelle ;
- Un représentant des associations de presse ;
- Un représentant de la Confédération des travailleurs intellectuels ;
- Un représentant de l'Association des bibliothécaires français.

ART. 4. — Les fonctions de secrétaire du Comité consultatif, prévues à l'article précédent, sont remplies par un fonctionnaire du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

ART. 5. — Le Comité consultatif désigne, chaque année, une délégation permanente comprenant cinq de ses membres, à laquelle il est rendu compte périodiquement et au moins une fois par mois, par le chef du service de la Régie du dépôt légal, de la suite donnée aux vœux et avis émis par le comité.

Les conditions du fonctionnement du Comité consultatif seront déterminées par un arrêté des ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

ART. 6. — Les actes ou déclarations des dépôts de tous imprimés et de toutes reproductions destinées au public, qui sont effectués en exécution des articles 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881, peuvent être consultés par les déposants eux-mêmes, par les auteurs et par leurs ayants droit respectifs. Ceux-ci auront le droit d'obtenir la délivrance de copies certifiées conformes de ces déclarations.

Les conditions de délivrance des copies des déclarations seront déterminées par un décret ultérieur.

ART. 7. — Pour l'exécution des articles 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881 et de l'article 6 du présent décret, sont considérés comme imprimeurs ou comme fabricants de reproductions

destinées au public tous producteurs ou fabricants d'œuvres musicales, d'œuvres photographiques mises publiquement en vente ou cédées pour la reproduction, d'œuvres cinématographiques ou phonographiques.

ART. 8. — Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et le ministre de l'Intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 février 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts.*

LÉON BÉRAED.

Le ministre de l'Intérieur,
MAURICE MAUNOURY.

LOI DU 19 MAI 1925

publiée au Journal Officiel du 27 mai 1925.

ARTICLE PREMIER. — Les imprimés de toute nature (livres, périodiques, brochures, estampes, gravures, cartes postales illustrées, cartes de géographie, etc.), les œuvres musicales, les œuvres photographiques mises publiquement en vente ou cédées pour la reproduction, toutes les productions des arts graphiques reproduites en nombre, les œuvres cinématographiques et phonographiques, sont, sous réserve des dispositions des articles 11 (ouvrages de luxe, gravures et estampes de luxe, éditions musicales) et 12 (nouveaux tirages, rééditions), l'objet d'un double dépôt effectué par l'imprimeur ou le producteur, d'une part, et l'éditeur, d'autre part.

ART. 2. — Ces productions doivent porter l'indication du nom de l'imprimeur ou du producteur et du lieu de sa résidence et le millésime de l'année de la création ou de l'édition.

Les nouveaux tirages de livres doivent également porter l'indication du millésime de l'année où ils sont effectués.

ART. 3. — Sont exclus du dépôt :

Les travaux d'impression dits de ville, tels que lettres et cartes d'invitation, d'avis, d'adresse, de visite, etc., lettres et enveloppes à en-têtes ;

Les travaux d'impression dits administratifs, tels que modèles, formules, et contextures pour factures, actes, états, registres, etc. ;

Les travaux d'impression dits de commerce, tels que tarifs, instructions, étiquettes, cartes d'échantillon, etc. ;

Les bulletins de vote ainsi que les titres de publications non encore imprimées ;

Les titres de valeurs financières.

A. — Dépôt par l'imprimeur ou le producteur.

ART. 4. — L'imprimeur ou le producteur d'une œuvre des arts graphiques visés à l'article 1^{er} doit, sous réserve des dispositions des articles 11 et 12, déposer un exemplaire conforme aux exemplaires courants imprimés ou fabriqués par lui.

Le dépôt en ce qui concerne les imprimés doit être effectué dès l'achèvement du tirage.

ART. 5. — Les photographies de toute nature, mises en vente ou cédées pour la reproduction, doivent porter le nom ou la marque de l'auteur ou du cessionnaire du droit de reproduction, ainsi que la mention de l'année de la création.

Les épreuves photographiques sur matières fragiles ou périssables (verre, celluloïd, etc.), sont remplacées par des épreuves tirées sur papier. Pour les bandes cinématographiques, le dépôt peut ne comprendre qu'une image par sujet ou scène, accompagnée des titres, sous-titres, et analyses.

ART. 6. — Le dépôt est fait pour le département de la Seine, directement à Paris, à la régie du dépôt légal au ministère de l'Intérieur, et, pour les autres départements, dans les bureaux de cette régie dépendants des sous-préfectures et préfectures.

ART. 7. — Le dépôt est accompagné d'une déclaration en deux exemplaires, datée et signée, mentionnant : 1^o Le titre de l'ouvrage, les noms et sujets pour les estampes, les photographies, etc. 2^o Le chiffre du tirage ; 3^o Le nom de l'auteur ou la mention de l'anonymat ; 4^o Le nom, l'adresse et la qualité de la personne pour laquelle est fait le tirage ; 5^o la date d'achèvement du tirage.

ART. 8. — L'agent de la Régie du dépôt légal qui reçoit le dépôt en délivre un reçu au déposant.

B. — Dépôt par l'éditeur.

ART. 9. — Toute personne, éditeur, auteur éditant lui-même ses œuvres ou dépositaire principal d'ouvrages importés, qui met en vente ou en distribution une production des arts graphiques portant l'indication de son nom ou de sa firme doit, sous réserve des dispositions prévues à l'article 12, en déposer un exemplaire complet à la Bibliothèque Nationale, dans le mois de la mise en vente ou en distribution.

Le dépôt est fait, dans le département de la Seine, directement à la Bibliothèque Nationale ; dans les autres départements il peut être fait par voie postale ou en franchise. Il est accompagné d'une déclaration en double exemplaire datée et signée mentionnant : 1^o Le titre de l'ouvrage ; 2^o Les noms d'auteur, d'imprimeur ou fabricant et d'éditeur ; 3^o La date de la mise en vente ; 4^o Le prix de l'ouvrage ; 5^o Le chiffre du tirage ; 6^o Pour les livres, le format en centimètres ; 7^o Le nombre de pages et de hors-textes ; 8^o La date de l'achèvement du tirage.

Un reçu de ce dépôt reproduisant ces indications est délivré au déposant.

Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions peut avoir lieu le groupement des périodiques en vue de leur envoi à la Bibliothèque Nationale, ainsi que les conditions et le mode d'envoi à cette bibliothèque des publications et productions fragiles.

ART. 10. — Les libraires, éditeurs ou commissionnaires mettant en vente, en souscription ou en distribution en France, en qualité de coéditeurs ou de dépositaires principaux, une production des arts graphiques fabriquée à l'étranger, doivent en effectuer le dépôt en deux exemplaires, dans les conditions prévues à l'article 9. Ce dépôt est effectué directement à la Bibliothèque Nationale, qui en délivre un reçu.

Les productions mises en vente, en souscription ou en distribution en France doivent porter les mentions prescrites aux articles 2 et 5 ci-dessus.

C. — Dispositions spéciales.

ART. 11. — Pourront n'être déposés qu'en un seul exemplaire, à la condition qu'il soit complet et en parfait état, les ouvrages dits de luxe tirés à petit nombre et numérotés et les estampes artistiques tirées à moins de cent exemplaires et numérotées.

Ce dépôt unique est effectué directement à la Bibliothèque

Nationale par l'éditeur ou par l'auteur, si celui-ci vend directement les produits de son art.

Par exception aux dispositions prévues par les articles 1^{er}, 4, et 9, les éditions musicales devront être déposées en deux exemplaires par l'éditeur seul, dans les trois mois de la mise en vente. Le dépôt est fait directement à la Bibliothèque Nationale qui en garde un exemplaire et assure l'envoi de l'autre exemplaire à la Bibliothèque du Conservatoire national de musique de Paris. Ce dépôt est accompagné d'une déclaration rédigée conformément aux prescriptions de l'article 7.

ART. 12. — Chaque nouveau tirage d'une œuvre déjà déposée donnera lieu, de la part de l'éditeur et de l'imprimeur respectivement, à l'envoi d'une déclaration en double exemplaire, contenant les indications énumérées aux articles 7 et 9, ainsi que le numéro du tirage ou de l'édition, et la date du dépôt. Si le tirage ne comporte d'autres modifications que les corrections courantes, le numéro d'ordre du tirage ou de l'édition, il ne sera pas joint de nouvel exemplaire à la déclaration. Dans le cas contraire, le dépôt sera effectué conformément aux dispositions des articles 4 et 9.

Les nouveaux tirages des éditions musicales ne sont pas assujettis à une nouvelle déclaration.

ART. 13. — Les graveurs ou les photographes tirant, au fur et à mesure des demandes, des épreuves par unité d'une planche ou cliché conservé par eux, doivent mentionner dans la déclaration accompagnant le dépôt que le chiffre du tirage n'est pas limité. Ils sont affranchis de toute nouvelle déclaration et de dépôt pour les tirages ultérieurs.

ART. 14. — L'exemplaire déposé par l'imprimeur ou le producteur, dans les conditions des articles 4 et 9, est transmis par le service qui l'a reçu à la Bibliothèque Nationale, dans le délai d'un mois au maximum à dater du dépôt. La Bibliothèque Nationale, après réception de l'exemplaire déposé par l'éditeur, attribue l'un des exemplaires à un autre établissement public.

Un arrêté du ministre de l'Instruction publique déterminera la répartition des exemplaires ainsi disponibles entre les divers établissements publics de Paris ou de province.

ART. 15. — L'un des doubles de la déclaration faite par l'imprimeur est transmis à la Bibliothèque Nationale par le ministère de l'Intérieur, et l'un des doubles des déclarations faites par l'auteur, l'éditeur ou le dépositaire d'ouvrages importés est transmis au ministère de l'Intérieur par la Bibliothèque Nationale.

D. — *Sanctions du dépôt.*

ART. 16. — Toute déclaration fausse ou incomplète, et généralement toute infraction à l'une des dispositions de la présente loi, commise par l'une des personnes assujetties à l'obligation du dépôt légal, sont punies d'une amende de 16 à 300 francs.

Le taux de l'amende peut, au cas de récidive, être porté jusqu'à 1.000 francs. En outre, toute personne assujettie à l'obligation du dépôt légal qui n'a point déposé ou n'a déposé qu'incomplètement les exemplaires dont le dépôt lui incombe peut être condamnée, lorsque la Régie du dépôt légal lui a adressé, par lettre recommandée, une réclamation qui sera demeurée inefficace, au paiement des frais d'achat dans le commerce de la publication ou production non déposée auquel la régie a le droit de procéder d'office.

ART. 17. — Tout délinquant est traduit directement devant le tribunal correctionnel à la requête de la Régie du dépôt légal.

Toute condamnation au paiement des frais d'acquisition d'exemplaires achetés d'office est prononcée au profit de la régie.

L'action exercée par la régie est prescrite après l'expiration du délai de trois ans courant à dater de la publication.

E. — *Effets du dépôt.*

ART. 18. — Le dépôt réglementé par la présente loi n'a qu'une valeur purement déclarative de droits.

Le dépôt légal ne se confond pas avec les dépôts spéciaux administratifs et judiciaires, prévus par la loi sur la presse du 29 juillet 1881.

ART. 19. — Les déclarations prévues aux articles 7 et 9 peuvent être librement consultées par les déposants eux-mêmes, les auteurs, les producteurs ou leurs ayants cause respectifs. Ils ont le droit d'obtenir la délivrance de copies certifiées conformes de ces déclarations.

ART. 20. — Des décrets détermineront les conditions d'application et prescriront toutes dispositions nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

ART. 21. — La présente loi est applicable à l'Algérie. Des décrets portant règlement d'administration publique, détermineront les conditions d'application de la présente loi dans les colonies et pays de protectorat, avec les modifications qui seront jugées nécessaires.

ART. 22. — Sont abrogées les dispositions contraires à la présente loi, et notamment les articles 6 de la loi des 19-24 juillet 1793 et 3 et 4 de la loi du 29 juillet 1881.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Rambouillet, le 19 mai 1925.

Gaston DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

DE MONZIE.

*Le Garde des Sceaux,
ministre de la Justice,*

T. STEEG.

Le ministre de l'Intérieur,

SCHRAMMECK.

*Le ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*

CHAUMET.

DÉCRET DU 21 NOVEMBRE 1925

Portant organisation des services de la Régie du dépôt égal (*J. O.*, 2 décembre 1925, p. 11539).

Le Président de la République Française. Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Vu la loi du 19 mai 1925, et notamment les articles 6, 8 et 17 de cette loi, décrète :

ARTICLE PREMIER. — Le service du dépôt légal, dépendant du ministère de l'Intérieur (actuellement direction du personnel et de l'administration générale, 3^e bureau), et le service du dépôt légal dépendant du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (direction de l'enseignement supérieur, 2^e bureau) constituent, sous la dénomination de « Régie du dépôt légal », le service prévu par les articles 6, 8 et 17 de la loi du 19 mai 1925.

ART. 2. — La Régie du dépôt légal est dirigée par un fonctionnaire de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur, qui sera désigné sous l'appellation d'agent général de la Régie du dépôt légal.

Ce fonctionnaire, est nommé par arrêté du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, après avis du Comité consultatif prévu aux articles 6 et suivants du présent décret.

ART. 3. — Dans chaque département, le préfet nomme, par arrêté, le fonctionnaire de la préfecture chargé du service du dépôt légal. Ce fonctionnaire porte le nom d'agent départemental de la Régie du dépôt légal.

Le préfet désigne également, dans les sous-préfectures de son département et le cas échéant, dans les mairies, les fonctionnaires chargés à titre de délégués de l'agent départemental, de la Régie du dépôt légal.

ART. 4. — La liste des bureaux départementaux de la Régie du dépôt légal est rendue publique par voie d'arrêté préfectoral. Il en est de même de toutes les modifications que comportera cette liste.

ART. 5. — L'inspection des bureaux de la Régie du dépôt légal est assurée par les inspecteurs des services administratifs du ministère de l'Intérieur et par l'inspecteur général des bibliothèques et des archives.

ART. 6. — Il est institué auprès de la Régie du dépôt légal un Comité consultatif, composé de 24 membres, à savoir :

L'administrateur général de la Bibliothèque Nationale ou son délégué ;

Le directeur des Beaux-Arts ou son délégué ;

Le directeur des Archives nationales ou non délégué ;

L'un des chefs de service des bibliothèques de l'État ;

Le conservateur du département des imprimés à la Bibliothèque Nationale ;

Le conservateur du Cabinet des Estampes à la Bibliothèque Nationale ;

Un inspecteur général des bibliothèques, désigné par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

Deux personnes désignées en raison de leur compétence spéciale, l'une par le ministre de l'Intérieur, l'autre par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

Un représentant du Syndicat des éditeurs ;

Un représentant du Cercle de la librairie ;

Un représentant de la profession des éditeurs de musique, désigné par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts;

Un représentant du Syndicat patronal des imprimeurs typographes (région parisienne);

Un représentant de la Fédération des syndicats des maîtres imprimeurs de France;

Un représentant de la Société des Gens de lettres;

Deux représentants de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, l'un pour les auteurs, l'autre pour les compositeurs;

Un représentant du Syndicat des Gens de lettres;

Un représentant du Syndicat pour la protection de la propriété intellectuelle;

Un représentant de la Confédération des travailleurs intellectuels;

Un représentant des associations de presse;

Un représentant de l'Association des bibliothécaires français;

Un représentant de la Chambre syndicale de la Cinématographie;

Un représentant de la Chambre syndicale de l'industrie et du commerce français des machines parlantes.

ART. 7. — Les fonctions de secrétaire du Comité consultatif prévu à l'article précédent sont remplies par un fonctionnaire de l'administration centrale du ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ou d'un établissement public relevant de ce ministère.

ART. 8. — Le Comité consultatif donne son avis sur toutes les questions soumises à son examen et relatives soit à l'application des dispositions législatives et réglementaires concernant le dépôt légal, soit au fonctionnement des services de la Régie du dépôt légal.

Il peut émettre des vœux, tant au sujet de ces questions qu'au sujet des modifications à apporter, le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires précitées.

ART. 9. — Le Comité consultatif désigne, chaque année, une délégation permanente comprenant six de ses membres, à laquelle il est rendu compte périodiquement, par l'agent général de la Régie du dépôt légal, de la marche du service et notamment de la suite donnée aux vœux et avis émis par le comité.

ART. 10. — Les conditions de fonctionnement du Comité consultatif et de sa délégation permanente seront déterminées

par un arrêté du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts.

ART. 11. — Le décret du 20 février 1924 est abrogé.

ART. 12. — Le ministre de l'Intérieur et le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont chargés, etc...

DÉCRET DU 9 FÉVRIER 1926

Fixant la procédure en matière de poursuites intentées par la Régie du dépôt légal (*J. O.*, 11 février 1926, p. 1860).

Le Président de la République Française. Sur le rapport du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts; Vu la loi du 19 mai 1925, et notamment les articles 16, 17 et 20 de cette loi; Vu le décret du 21 novembre 1925, relatif à l'organisation des services de la Régie du dépôt légal. Décrète :

ARTICLE PREMIER. — Préalablement à toute poursuite devant le tribunal correctionnel, par application des articles 16 et 17 de la loi du 19 mai 1925, il est dressé en la forme administrative un procès-verbal constatant l'infraction commise.

Ce procès verbal est établi et signé suivant les distinctions prévues à l'article 2 ci-après, par l'un des fonctionnaires mentionnés audit article, lequel certifie exacte et véritable la teneur dudit procès-verbal.

ART. 2. — Le procès-verbal est établi et signé par l'agent général de la Régie du dépôt légal s'il s'agit d'une infraction aux dispositions des articles 2, 4, 5, 7, 13 de la loi du 19 mai 1925, qui aura été commise dans le département de la Seine.

Il est établi et signé par l'agent départemental de la Régie du dépôt légal, s'il s'agit d'une infraction à l'une des dispositions de la loi du 19 mai 1925 mentionnées au paragraphe précédent et qui aura été commise dans un département autre que la Seine.

Sont également établis et signés par l'agent général de la Régie du dépôt légal, si l'infraction a été commise dans le département de la Seine, et par l'agent départemental de cette régie, si l'infraction a été commise dans un département autre que la Seine, les procès-verbaux concernant les infractions aux prescriptions de l'article 12 de la loi du 19 mai 1925 qui sont relevées à la charge d'un imprimeur.

ART. 3. — Le procès-verbal est établi et signé par l'administrateur général de la Bibliothèque Nationale, s'il s'agit d'une infraction aux dispositions des articles 9, 10 et 11 de la loi du 19 mai 1925, ou d'une infraction aux dispositions de l'article 12 de la même loi relevée à la charge d'un éditeur.

ART. 4. — Les énonciations des procès-verbaux établis par l'agent général de la Régie du dépôt légal, les agents départementaux de cette régie et l'administrateur général de la Bibliothèque Nationale font foi jusqu'à preuve contraire.

Ils ne sont pas soumis à la formalité de l'affirmation, ni à celle de l'enregistrement.

ART. 5. — Tout procès-verbal établi en vertu des dispositions qui précèdent est notifié par la voie administrative à l'intéressé; la remise d'une copie du procès-verbal a lieu en même temps que cette notification et par la même voie.

ART. 6. — Lorsque l'infraction commise est le défaut de dépôt ou le dépôt incomplètement effectué d'exemplaires d'une publication ou production quelconque, et lorsque la Régie du dépôt légal a procédé par application de l'article 16, § 2, de la loi du 19 mai 1925, à l'achat dans le commerce de la publication ou production non déposée ou incomplètement déposée, le procès-verbal doit reproduire intégralement les énonciations de la facture délivrée par le commerçant qui a fourni la publication ou production achetée par la régie.

ART. 7. — Dans les deux mois à dater de l'établissement du procès-verbal et à peine de nullité de celui-ci, la citation à comparaître devant le tribunal correctionnel est délivrée au délinquant dans les formes prévues par les articles 182 et suivants du Code d'instruction criminelle, toute copie de la citation remise à une autre personne que le délinquant lui-même devant être contenue sous enveloppe fermée, conformément aux dispositions de l'article 68 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 15 février 1899.

ART. 8. — La citation à comparaître est délivrée à la requête de l'agent général de la Régie du dépôt légal et, en outre, s'il s'agit d'une infraction commise dans un autre département que celui de la Seine, poursuites et diligences de l'agent départemental de ladite régie en fonctions dans ce département.

Les délégués de l'agent départemental n'ont pas qualité pour citer les délinquants devant les tribunaux correctionnels.

ART. 9. — La citation doit contenir copie du procès-verbal ayant constaté l'infraction.

ART. 10. — En cas de condamnation du délinquant au remboursement des frais de l'achat d'une publication ou production auquel il aura été procédé d'office par la régie, l'agent général ou l'agent départemental de la régie, suivant les cas, fait procéder suivant les règles du droit commun à l'exécution du jugement ou arrêt portant cette condamnation.

ART. 11. — Le ministre de l'Intérieur et le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont chargés, etc...

DÉCRET

PORTANT RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE AU DÉPÔT LÉGAL DES PÉRIODIQUES

En date du 29 décembre 1933.

ARTICLE PREMIER. — Chacun des envois à la Bibliothèque Nationale prévus par l'article 9 de la loi du 19 mai 1925 doit, pour bénéficier de la franchise postale, remplir les conditions suivantes :

1° Porter d'une manière très apparente la mention « Régie du Dépôt Légal » et l'adresse « Bibliothèque Nationale, 58, rue de Richelieu, Paris (2^e) » ;

2° Ne contenir aucune note de correspondance, à l'exception de la déclaration en double exemplaire prévue par la loi ;

3° Comporter un emballage de nature à assurer l'arrivée en bon état à la Bibliothèque Nationale ;

4° Ne pas excéder le maximum de poids réglementaire.

ART. 2. — Peuvent, exceptionnellement, en vue de leur dépôt à la Bibliothèque Nationale, et après autorisation de l'Administrateur général de cet établissement, être groupés en un seul envoi plusieurs numéros successifs d'un même périodique ou de périodiques distincts mis en vente ou en distribution dans le courant d'un même mois par un même éditeur ou dépositaire principal de périodiques importés.

ART. 3. — Les éditeurs de périodiques sont admis à grouper les déclarations prévues au paragraphe 2 de l'article 9 de la loi du 19 mai 1925 en une déclaration globale et annuelle faite en double exemplaire et accompagnant le dernier numéro de chaque année.

En outre, la déclaration doit accompagner le premier envoi de tout périodique paraissant nouvellement ou qui aurait fait l'objet d'une modification de titre, de format ou de périodicité.

ART. 4. — Le présent décret est applicable à l'Algérie.

ART. 5. — Le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Éducation Nationale, le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, et le ministre des Postes, Télégraphes et des Téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

(*Journal Officiel* du 30 décembre 1933.)

VU :

Le Président de la thèse,
J. ESCARRA.

VU :

Le Doyen,
EDGARD ALLIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
L. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- PLANIOI (M.). — *Traité élémentaire de Droit Civil*. T, 1, p. 845 et suiv.
POUILLET (E.). — *Traité de la Propriété littéraire et artistique*.
LYON-CAEN et DELALAIN. — *Lois relatives à la Propriété littéraire*.
RENOUARD. — *Traité des Droits d'Auteur*.
BLANC. — *De la contrefaçon en tous genres*.

OUVRAGES PARTICULIERS

- CRAPELET. — *Des brevets d'Imprimeur* (1840).
DELALAIN (G.). — *Historique de la propriété des brevets d'Imprimeur* (1869).
— *Résumé de la législation relative à l'Imprimerie*.
DUPONT. — *Histoire de l'Imprimerie* (1854).
RAUMIÉ. — *Le Dépôt légal* (1885).
COUDERC (J.). — *Article sur le Dépôt légal dans la Grande Encyclopédie*.
LEMAÎTRE (H.). — *Histoire du Dépôt légal* (1910).
MORTET (Ch.). — *Les origines du Dépôt légal* (1911).
MOREL (E.). — *Le Dépôt légal : étude et projet de loi* (1918).
— *La loi sur le Dépôt légal* (1925).
VUIBERT (H.). — *Le Dépôt légal* (1925).
GODET (M.). — *Le Dépôt légal* (aperçu de son état actuel dans les deux mondes), 1929.
FRANCKE (J.). — *Die Abgabe der Pflichtexemplare von Druckerzeugnissen*.
Berlin (1889).
PFEIFFER (F. W.). — *Das materielle Recht der Pflichtexemplare in Deutschland* (1913).

REVUES ET PÉRIODIQUES

- Le Droit d'Auteur*.
Le Mercure de France.
Revue des Bibliothèques.
Bibliographie de la France.

DOCUMENTS

Syndicat pour la Protection de la Propriété intellectuelle, Projet de loi sur le Dépôt légal, 6 mars 1919.

Rapport présenté par l'Inspecteur général des Services administratifs (tourné 1930. Section I. — *Le Dépôt légal*, par M. AUZENAT).

Rapport de M. Marcel PLAISANT (*Journal Officiel*, Doc. Parl., 1921, p. 544).

Annales de législation étrangère de la Société de Législation comparée.
Annales de l'Institut International de Droit Public.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.	1

PREMIÈRE PARTIE HISTORIQUE DU DÉPÔT LÉGAL EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER. — De 1537 à la Révolution	10
CHAPITRE II. — Période révolutionnaire	24
CHAPITRE III. — De 1810 à 1925.	29
Des rapports entre le dépôt légal et l'exercice des droits de propriété littéraire.	46

DEUXIÈME PARTIE LA LOI DU 19 MAI 1925 ET SON APPLICATION

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Le Dépôt légal au début du XX ^e siècle. Elaboration de la loi du 19 mai 1925.	55
CHAPITRE PREMIER. — Analyse et commentaire des textes	61
CHAPITRE II. — Organisation et fonctionnement des Services du Dépôt légal.	94
Section première. — Organisation.	94
Section II. — Fonctionnement	101
CHAPITRE III. — Le Dépôt légal des productions cinématographiques et phonographiques.	111
1. Les œuvres cinématographiques	112
2. Les œuvres phonographiques.	114

TROISIÈME PARTIE LE DÉPÔT LÉGAL DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

CHAPITRE UNIQUE.	119
CONCLUSION	138
ANNEXES	143
BIBLIOGRAPHIE	157

2049. — ÉVREUX, IMPRIMERIE HÉRISSEY — 12-34
